

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

DIVORCE PENDANT LA RÉVOLUTION

1792 - 1804

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 8 décembre 1909, à 1 h. 1/2

PAR

Marcel CRUPPI

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. LARNAUDE.
Suffragants : { MM. CAUWÈS, } *professeurs.*
 { CHÉNON, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs .

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

DIVORCE PENDANT LA RÉVOLUTION

1792 - 1804

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 8 décembre 1909 à 1 h. 1/2.

PAR

Marcel CRUPPI

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS



Président : M. LARNAUDE.

Suffragants : { MM. CAUVÈS, }
 CHÉNON, } *professeurs.*

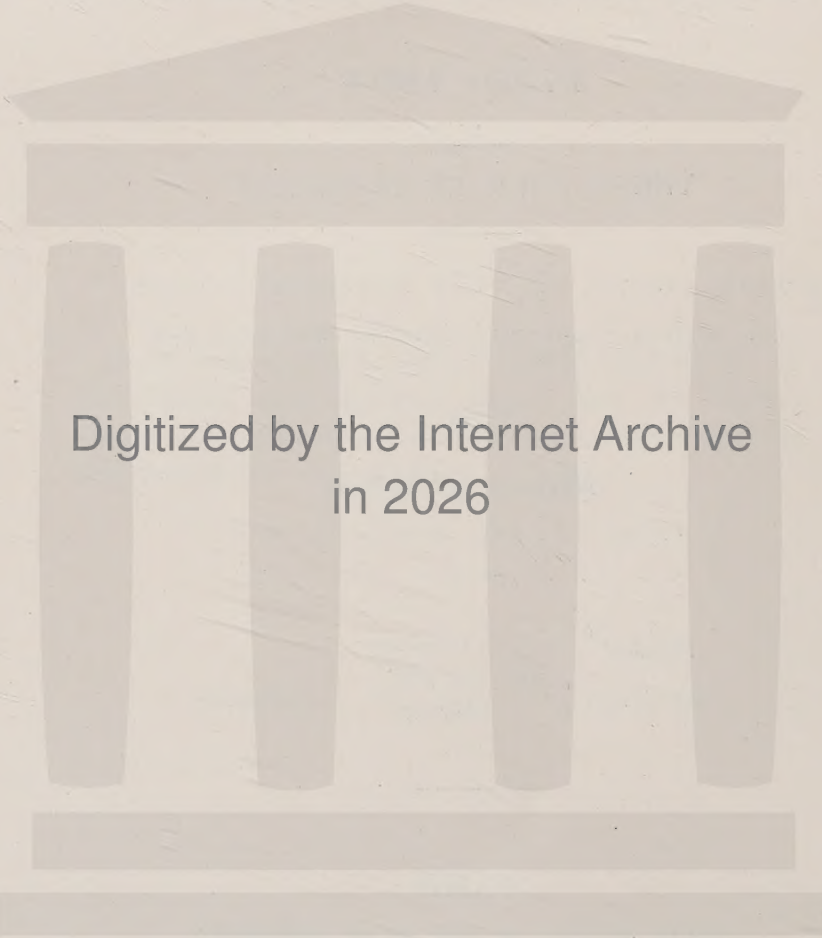
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le Divorce pendant la Révolution

INTRODUCTION

En étudiant la loi du divorce, votée il y a cent dix-sept ans, le 20 septembre 1792, nous avons l'impression de traiter une question d'actualité. Les protestations des adversaires de cette loi, les arguments invoqués pour ou contre elle, les opinions des littérateurs, des libellistes et des philosophes, toute cette polémique qui dort dans les gazettes ou les brochures jaunies nous semble bien moins du xviii^e siècle que de nos jours ; elle nous est contemporaine et familière. D'où vient cette impression ? D'où vient aussi ce fait unique qu'une loi, votée sans difficulté en 1792, appliquée et même largement appliquée aussitôt, ait pu disparaître en 1816 sans protestation nationale ; qu'aucune voix autorisée ne l'ait réclamée pendant près d'un demi-siècle et qu'elle n'ait pu reparaitre, en 1884, qu'après une lutte très vive contre des résistances acharnées ?

Ces questions s'éclairciront lorsque nous verrons comment et pourquoi elle avait été votée, lorsque nous étudierons les résultats qu'avait produits cette tentative, et lorsque nous apercevrons son caractère prématuré. Nous suivrons donc, dans le cycle très court qu'elle a parcouru, cette première expérience de la liberté des unions tentée par le législateur révolutionnaire. Nous rechercherons ses origines et nous nous demanderons si on a pu croire à quelque moment qu'elle était réclamée par l'esprit public. Nous étudierons ses effets et comparerons les statistiques anciennes aux statistiques actuelles. Puis nous suivrons la réaction qui s'est manifestée très vite et amena, dès 1804, la disparition virtuelle de la loi.

Une telle étude marque un point de l'évolution de l'idée de famille en France ; elle touche aussi de très près à l'évolution religieuse, et il est curieux de voir que l'éclipse momentanée du principe du mariage indissoluble a correspondu à l'éclipse brève et prématurée du culte catholique officiel. Ces deux phénomènes, voisins et passagers, semblent bien avoir été surtout des faits « révolutionnaires », et, comme tels, amenés plutôt par des circonstances extérieures complexes que par des mouvements profonds de l'opinion. Ils n'en sont pas moins intéressants.

Le fonctionnement du divorce pendant quelques années a été un « coup de sonde » dans l'avenir, et l'étude de la loi de 1792 peut nous éclairer autant sur la période révolutionnaire que sur l'époque actuelle, car les transformations religieuses ou morales sont bien plus lentes que les trans-

formations matérielles, et « l'opinion publique » d'une vieille nation ne varie guère en un siècle (1).

(1) Nous n'avons pas la prétention d'apporter ici un travail entièrement nouveau ; l'époque révolutionnaire a été trop sérieusement étudiée pour que nous puissions avoir l'espoir d'y découvrir un coin oublié. Nous nous sommes efforcés d'apporter le plus de soin et le plus de conscience possible dans un travail d'historien auquel nous n'étions pas accoutumés, et nous nous en voudrions de clore cette introduction sans remercier tous ceux qui nous ont apporté l'aide précieuse de leur savoir et de leur expérience. Qu'il nous soit permis de remercier ici particulièrement M. Ed. Seligman, dont l'érudition et l'obligeance sont inépuisables, nous lui devons la découverte des pièces très curieuses de la procédure du divorce Suzan, et M. Henri Martin, archiviste adjoint du département de la Haute-Garonne, pour qui la statistique toulousaine n'a pas de secrets. Comment ne pas dire aussi combien notre travail a été facilité par la remarquable thèse de M. O. Martin.

CHAPITRE PREMIER

L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LE DIVORCE.

SOMMAIRE.

La Révolution n'est pas « essentiellement » antireligieuse. — Le gallicanisme dans les assemblées. — L'Eglise a-t-elle autorisé le divorce ? — Une brochure de 1581. — Le texte de saint Mathieu. — Une brochure de 1586. — « Le Cri d'un Honnête Homme ». — Opinion de Voltaire. — Les « antivorciaires ». — Les deux chefs de la discussion. — Résumé des attitudes de l'Eglise.

La Révolution française tire son caractère d'universalité de ce qu'elle suscita toutes les crises ; la crise religieuse est du nombre. Elle fut particulièrement aiguë pendant la Terreur, mais resta plus politique que morale dans son ensemble. Aussi ne faut-il pas exagérer les sentiments antireligieux des révolutionnaires.

Michelet dit qu'il ne faut voir en lutte dans la Révolution que deux principes : le Christianisme et la Révolution (1). Mais cette conception paraît un peu simpliste. Les causes sociales de la Révolution, mieux connues aujourd'hui, doivent nous écarter de cette idée (2). La

(1) Michelet, *La Révolution française*. Introduction, p. 50.

(2) A. de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, ch. II, p. 31 et 33 : « Il est facile aujourd'hui de se convaincre que la guerre aux religions n'était qu'un incident de la Révolution et non son génie

crise religieuse est un épisode très court (1). L'Eglise surtout s'est complue à insister sur le caractère antireligieux des réformes révolutionnaires, elle s'est même lamentée sur ce sujet avec une telle abondance qu'elle a dérouté la documentation et obscurci les idées de bien des historiens impartiaux.

La loi du 20 septembre 1792 traduit surtout les aspirations gallicanes (2) d'une assemblée qui cherchait bien moins à combattre l'Eglise qu'à l'écarter de la tutelle romaine et à faire « l'Eglise catholique naturelle » que souhaitait Rousseau. « Une loi, un roi, un culte ! » Ce vieil idéal, des grands chanceliers fut celui des légistes du début de la Révolution. La Constituante sembla un instant transformée en concile (3) ; elle voulait très sincèrement se rapprocher des formes républicaines de l'Eglise primi-

propre... c'était bien moins comme doctrine religieuse que comme institution politique que le christianisme avait allumé ces furieuses haines ; non parce que les prêtres prétendaient régler les choses de l'autre monde, mais parce qu'ils étaient propriétaires, seigneurs, décimateurs, administrateurs dans celui-ci... »

(1) Gazier, *Histoire religieuse de la Révolution*. Les églises n'ont été fermées que pendant 14 mois, à partir de novembre 1793. Dès janvier 1795, elles se rouvrent. Au milieu de 1796, 36.000 paroisses sont desservies par 25.000 curés.

(2) Cf. *Mémoires de Grégoire et Bardoux, Les légistes, leur influence sur la société française*, p. 228 et suiv., et Durand de Maillanne, *Libertés de l'Eglise gallicane*, Lyon, 1771 ; Durand de Maillanne, Treilhard, Lanjuinais, membres influents du Comité ecclésiastique sont imbus de jansénisme à l'image des anciens parlementaires (on sait que Pothier, ancêtre direct des légistes de la Constituante, était un lecteur assidu de Nicole). En outre, le président d'Ormesson, les conseillers Dionis de Séjour et Freteau de Saint-Just étaient des partisans de la doctrine de Port-Royal.

(3) *Mémoires de A. de Lameth*, t. II, p. 364 et suiv.

tive ; elle voulait réaliser le rêve du Contrat social : une religion civile avec des prêtres simples magistrats (1). Nous verrons donc les partisans du divorce, les « divorciaires », pour employer le terme barbare alors à la mode, s'acharner à démontrer que le divorce n'est pas contraire aux lois fondamentales du catholicisme (2).

Sans entrer dans une discussion canonique qui nous entraînerait trop loin, l'attitude de l'Eglise en matière de divorce doit être étudiée ici (3). Il semble bien qu'elle ait autrefois, sinon permis, du moins toléré le divorce assez largement, et qu'elle n'ait entouré les opérations du mariage de difficultés religieuses, souvent inextricables pour les laïcs, qu'afin de s'approprier le jugement de toutes les

(1) Pothier disait : « Les prêtres sont les mandataires du roi. »

(2) La lecture des brochures, pamphlets et libelles qui réclament le divorce entre 1789 et 1792 est instructive à cet égard. Tous les auteurs sérieux favorables au divorce s'acharnent à démontrer que le divorce est permis par la religion catholique. Cette démonstration eût été bien superflue si les auteurs eussent été animés de sentiments antireligieux ; nous reviendrons plus loin sur cette idée en analysant de près quelques brochures. Citons toutefois ce passage caractéristique des *Observations sur le divorce*, par le comte d'Antraigues (1789). « ... Que servirait de prouver la nécessité du divorce, si la religion catholique y mettait un obstacle invincible ? » Le comte d'Antraigues était un partisan résolu du divorce.

(3) Cf. Brochure de Bouchotte, député de l'Aube, sur le divorce (p. 158), *Arch. nat.*, AD1,33. « Les différentes disciplines de l'Eglise au sujet du divorce : 1° discipline de l'Eglise persécutée, sous le règne des empereurs païens ; 2° discipline de l'Eglise triomphante, avec les Empereurs chrétiens ; 3° discipline de l'Eglise soumise, après l'irruption des Barbares ; 4° discipline de l'Eglise régnante avec les princes convertis ; 5° discipline de l'Eglise féodale au moment de l'établissement de la noblesse ; 6° discipline de l'Eglise dominante sur les puissances séculières ; 7° discipline de l'Eglise souillée par les intrigues de ses

causes matrimoniales (1). Les Evangiles, interprétés avec une habileté parfois équivoque, menaceront d'anathème quiconque penserait autrement que l'Eglise, les disputes des canonistes se feront spécieuses, compliquées, violentes (2). A la vérité le mariage a été de tous temps pour l'Eglise un précieux levier politique, aussi s'irritera-t-elle chaque fois que la société laïque fera mine d'y toucher.

Il semble que l'opinion de l'indissolubilité du mariage n'a été professée par l'Eglise qu'à partir du ^{xii}^e siècle (3).

prélats, depuis cette époque jusqu'au concile de Trente... c'est cette dernière seule dont on peut nous objecter l'autorité. »

(1) Cf. Carpentier, *Du divorce*.

(2) Cf. Horoy, *Du mariage civil du prêtre catholique en France* (Chevalier-Marescq, 1890), p. 324 et 386. — L'Eglise a, pour discuter, une méthode très particulière ; lorsqu'elle a prononcé, le retour à la libre spéculation doctrinale est impossible : le dogme existe *ab antiquo* ; elle a procédé par mode déclaratoire, elle a *infailliblement* exposé ce que comprenaient les croyances « implicites » des âges antérieurs. Donc, lorsqu'au concile de Trente elle a déclaré le mariage indissoluble, elle a arrêté toute discussion ; « du principe communiqué à l'humanité sort le postulat, du postulat sort la loi ». Il est vain de chercher une vérité philosophique dans les paroles ou les écrits des canonistes.

(3) Les canonistes ne nient pas l'existence de faits contraires à leur doctrine, mais ils nient qu'ils puissent l'infirmier. On a beau leur montrer que l'Eglise, avant le ^{xii}^e siècle, toléra maints divorces, il ne s'ensuit pas, selon eux, que la doctrine fût ébranlée ; ils se refusent à accorder de l'importance aux faits. Cette manière d'envisager les choses interdit évidemment toute discussion. Sauf quelques divergences à l'origine, l'indissolubilité du mariage semble la théorie catholique traditionnelle (Cf. à ce sujet, Esmein, *Le mariage en droit canonique*), mais la question doctrinale doit moins nous importer ici, il suffit que nous constations à un moment l'usage du divorce pour que nous ayons le droit de souligner une variation sinon de la doctrine, au moins de la tactique de l'Eglise. Sur cette opinion : que l'Eglise ne professa l'indissolubilité du mariage qu'à partir du ^{xii}^e siècle, cf. Linguet, *Légitimité*

Si les canonistes protestent que l'on abuse du mot divorce (1) parce que l'on affirme qu'il fut admis par l'Eglise à cause d'une similitude de termes (la séparation de corps admise par l'Eglise était souvent nommée divorce), on peut répondre assez justement que les « nullités » étaient le plus souvent des divorces déguisés. En outre il est assez naturel de conclure que l'Eglise admit ou toléra la dissolution du mariage, puisque le concile de Trente jugea nécessaire d'en affirmer l'indissolubilité.

En 1581 Antoine Hotman (2), dans une brochure qui traite « de la dissolution du mariage par l'impuissance », constate que les canonistes permettent le divorce « indirectement », et affirme en outre qu'ils l'autorisent « en cas d'adultère ». Ce « cas d'adultère » sera le point délicat de la discussion canonique ; la phrase de saint Ma-

du divorce prouvée par les Saintes Ecritures (1789).— Cf. également : Glasson, *Le mariage civil et le divorce*.

(1) Cf. *Accord de la révélation et de la raison contre le divorce*, par l'abbé Chapt de Rastignac (1790). *Arch. nat.*, ADII 33, « Les dissolutions du mariage en Pologne ne sont pas fondées sur la faculté du divorce, mais sur des raisons de nullité et sur des empêchements dirimants. — Cf. également : Tabaraud, *Distinction entre le sacrement et le contrat de mariage*, Paris, 1825. Le divorce *quoad thorum et habitationem* correspond à la séparation du Code civil.

(2) *Traité de la dissolution du mariage par l'impuissance et froideur de l'homme ou de la femme*, à Paris, MDLXXXI. « Les canonistes n'ayant jamais approuvé le divorce et dissolution du mariage, sinon en cas d'adultère, et rejettans toutes les permissions de divorces introduites par les institutions des empereurs, ils l'ont toutefois indirectement permis en ce cas d'impuissance par une forme de nullité, déclarans les mariages avoir été nuls dès le commencement. » Le concile de Trente avait eu lieu 18 ans avant la publication de cette brochure (Paris, Bib. de l'Ordre des avocats).

thieu (1) qui dit que quiconque renverra sa femme et en épousera une autre sera adultère *nisi ob fornicationem*, « *μη ἐπι πορνείᾳ* » sera retournée dans tous les sens, alambiquée, torturée par les commentateurs.

Les catholiques les plus sincères comme les adversaires de l'Eglise discuteront à perte de vue sur ce texte et en tireront les conclusions les plus contradictoires (2). Sur ce point, comme sur celui de savoir si le mariage est indissoluble en tant que sacrement ou indépendamment du sacrement (3), il semble impossible de se faire une opinion. A la vérité la « nullité » est proche parente du divorce (4) ; avant le concile de Trente, on divorçait parfaitement. C'était pratiquement le droit unilatéral du mari de demander la

(1) Texte de saint Mathieu : *Quicumque dimiserit uxorem suam, nisi ob fornicationem, et aliam duxerit, mœchatur, et qui dimissam duxerit, mœchatur.*

(2) Ce qui contribua à rendre les canons si compliqués, c'est le mélange de droit, de théologie et de casuistique qui régna dans les esprits ecclésiastiques particulièrement depuis la fondation à Rome par Innocent IV d'une école de droit. « Parmi les cardinaux on rencontre toujours au moins 20 juristes pour un théologien ; en Italie on aime plus le droit que la théologie, la science du droit était la route la plus sûre pour parvenir aux dignités ecclésiastiques et aux prébendes. » Cf. Dœllinger, *La Papauté*, rééd. 1904, Alcan, p. 82, 83.

(3) « Les partisans du divorce affectent, par une mauvaise foi insigne, de dire que la raison du sacrement est la seule cause de l'indissolubilité du mariage, afin de faire croire aux personnes peu instruites, qu'en séparant le mariage du sacrement, le mariage ne serait plus indissoluble » (Ch. de Rastignac, *op. cit.*), et cf. Pothier, *Distinction du mariage et du sacrement*.

(4) Le sophisme des empêchements dirimants et des nullités est signalé par tous les philosophes du XVIII^e siècle et même par les catholiques contemporains. Cf. Péladan, *Supplique au Pape Pie X*. Merc. de France, 1902.

rupture du lien conjugal pour causes déterminées, véritable épave du droit romain ; le divorce *bona gratia* s'effaçait devant la répudiation (1).

Jetons maintenant un coup d'œil rétrospectif sur la longue polémique entre « divorciaires » et « anti-divorciaires ». Une des plus anciennes brochures sur la question du divorce, et dont l'auteur est inconnu, emploie contre le divorce les arguments les plus inattendus (2). L'impuissance et la froideur de l'homme et de la femme étaient des cas de nullité ; certains auteurs confondant la nullité avec la dissolution, virent là de véritables divorces (nous avons cité plus haut une brochure de 1581 (3) qui s'occupe de la même question, cela nous montre qu'il y avait déjà des controverses sur l'indissolubilité du mariage). L'auteur du *Discours sur le divorce qui se fait par l'adultère*, déplore que cette question de la nullité pour cause d'impuissance soit confondue avec celle de la dissolution et « qu'elle travaille tant de braves esprits de France. C'est pourquoi j'ai bien voulu répondre à quelques arguments, qu'ils prennent pour fondement de leur erreur, et remontrer combien ils faillent lourdement, afin que nul cy après ne choppe ». — L'argument contre lequel s'élève surtout

(1) Cf. Carpentier, *Du Divorce*, p. 3 et 4.

(2) Paris, Bib. de l'Ordre des avocats. *Discours sur le Divorce qui se fait par l'adultère, et s'il est permis à l'homme de se remarier*, par J.-L.-P.-J.-C.-D., à Paris, chez Jean Richer, rue St-Jean-de-Latran, à l'enseigne de l'Arbre verdoiant, 1586, avec privilège du Roy, p. 2 et 15.

(3) Brochure de Antoine Hotman, MDLXXXI, citée plus haut, p. 9, note 2.

notre auteur est celui que l'on tire du fameux *nisi ob fornicationem*. Il tourne la difficulté avec une aisance charmante ; ne vous y trompez pas, dit-il, l'homme dont la femme sera adultère, pourra se *remarier*, non *divorcer* : — « Anciennement, pour la fornication, l'adultère était lapidée et, si cela se faisait à présent, il serait licite au mari se remarier à une autre et, toutefois, il n'aurait pas plusieurs femmes ; car la première répudiée étant lapidée, par sa mort le lien du mariage serait rompu. »

Poursuivant son raisonnement avec ingénuité, il nous montre que Jésus-Christ s'indignait que l'on lapidât les adultères et démontrait par là que le mariage doit être indissoluble.

En 1769 paraît « *Le Cri d'un Honnête Homme* » (1) avec cet épigraphe de Montaigne : « Ce qui tint les mariages si longtemps en honneur et sûreté, fut la liberté de les rompre (2). » Cette brochure fort bien faite sera le modèle invariable des brochures révolutionnaires. Voltaire la cite largement dans son *Dictionnaire philosophique*, bien d'autres s'évitent même la peine de la citer. Après avoir conté ses infortunes conjugales avec une simplicité candide,

(1) *Législation du divorce*, précédée du « Cri d'un honnête homme qui se croit fondé en droit naturel et divin à répudier sa femme, pour représenter à la législation française les motifs de justice tant ecclésiastique que civile, les vues d'utilité tant morale que politique, qui militeraient pour la dissolution du mariage dans de certaines circonstances données. » Londres, 1769.

(2) Cette réflexion de Montaigne eut un très vif succès parmi les révolutionnaires ; il n'est pas un partisan du divorce qui ne le considère comme le moyen le plus sûr de régénérer le mariage,

l'honnête homme déplore de ne pouvoir se remarier (1) et passe à une discussion sérieuse des arguments « anti-divorciaires ». Il cite saint Mathieu bien entendu, il s'irrite contre Grégoire IX et contre les conciles, dont à son avis les fidèles ne sont pas tenus de reconnaître l'autorité sauf en ce qui concerne les dogmes. Il montre que dans l'Eglise primitive il y avait le *libellus repudii*. Constantin, Théodose, Justinien « qui savaient, je pense, leur religion », étaient-ils donc contre le divorce ? Et Charlemagne, de pieuse mémoire, qui s'est vu, dans un même temps, le mari de trois femmes légitimes vivantes?... Et les capitulaires de Pépin (2) A la vérité l'interdiction du divorce est encore un coup de cette funeste cour romaine dont l'ambition asservit l'Eglise gallicane. En 862, Lothaire, roi d'Austrasie, accuse d'adultère sa femme Teutberge ; un concile d'évêques français, à Metz, prononce le divorce. Sur les intrigues des oncles de Lothaire, avides de le dépouiller, le pape Nicolas I^{er} excommunie ce malheureux prince et tous les évêques du concile. En somme, le concile de Trente a abusivement érigé en dogme un principe de discipline dont l'objet a varié et variera encore ; voyez l'Eglise orthodoxe grecque qui autorise le divorce ;

(1) « Me voici forcé éternel d'un sacrement qui me tient dans ses chaînes redoutables... père de famille (il avait un enfant de sa mauvaise épouse) sans famille, déchu du droit de me remarier sous de meilleurs auspices... sevré sans retour de la douceur d'être père, isolé au milieu des humains, puni enfin précisément parce que je suis offensé. »

(2) Capitulaire de Compiègne (757) : *si quis uxorem, quam virgo duxit, corruptam inveniet, alteram ducat, et hac item ob eandem causam relicta, tertiam accipiat.*

il ne faut pas abandonner trop légèrement les privilèges de l'église gallicane (1) et ne pas oublier que nos lois nationales doivent, en quelques cas, être imposées à l'Eglise. Il importe à notre pays que les mariages deviennent aussi fréquents que possible, qu'ils soient chastes, qu'ils soient heureux, et le divorce atteindra ce but parce que, grâce à lui, le mariage cessera d'être un joug affreux et indissoluble...

Voltaire, quelques années plus tard (2), reprendra les mêmes arguments augmentés de railleries. Il montrera que la nullité accordée par l'Eglise est un divorce déguisé : « Le bon et faible Louis XII se vit forcé de jurer qu'il n'avait jamais consommé l'acte de mariage avec la fille de Louis XI, quoiqu'ils eussent couché ensemble pendant dix-huit ans (3). » Il s'élèvera contre la séparation de corps, « les deux époux sont réellement divorcés, et ils ne peuvent, par la loi, se pourvoir ailleurs ». Quant aux arguments canoniques, il emploie les mêmes que l'Honnête homme ;

(1) Les idées jansénistes qui inspireront plus tard les membres du Comité ecclésiastique sont déjà vivaces ; elles apparaissent clairement dans cette brochure. On sait que ces idées, très répandues surtout dans les Parlements, conduisirent les législateurs de 1790 à imposer au clergé la constitution civile qui est la principale idée des jansénistes. Cf. à ce sujet Salomon Reinach, *Orpheus* (1909), p. 522.

(2) Signalons qu'en 1771 on fit un certain bruit autour du cas d'un certain charpentier de Landau dont la femme avait épousé en Suisse un militaire qu'elle y aurait suivi. Certains jurisconsultes interrogés par ce charpentier à Lucienne (16 août 1771) sur la question de savoir s'il pourrait se remarier, lui répondent affirmativement. Maître Desnoyers, avocat, s'élève contre cette consultation dans une brochure assez curieuse (Cf. *Bibl. nat.* Fp 4644).

(3) Cf. Voltaire, éd. 1685, t. 29, p. 313 (*Politique et législation*).

il s'efforce de démontrer que toutes les religions, sauf la catholique, autorisent le divorce, il commente saint Mathieu. D'autre part les anti-divorciaires fulminent, ils démontrent que tous les pays catholiques ont abandonné le divorce depuis le concile de Trente ; ils expliquent à leur manière le texte de saint Mathieu. L'abbé Barruel, l'abbé de Rastignac, bien d'autres s'indignent ou menacent (1). Nous verrons plus loin les détails de cette lutte, mais nous avons voulu indiquer brièvement le ton d'une polémique qui va se poursuivre pendant des années, pour bien situer les positions respectives des « divorciaires et des anti-divorciaires » au point de vue religieux. Les deux chefs principaux de la discussion seront toujours : 1^o l'Eglise a-t-elle autorisé le divorce ? 2^o le mariage est-il uniquement un sacrement ?

Les divorciaires : 1^o revendiquent l'autorité de saint Mathieu, donnent des exemples historiques de divorce, citent les paroles de Moïse d'après la Vulgate (2) et insistent sur la fourberie des nullités ; 2^o affirment que « la

(1) La violence particulière des « anti-divorciaires » prêtres ou laïques doit être signalée. La plupart des brochures contre le divorce ont un ton agressif que n'ont que rarement celles des partisans du divorce. L'abbé Barruel, auteur d'une lettre sur le divorce (*Bibl. Nat. Inv.* R. 27, 721) et de quelques autres écrits sur le même sujet, se signale particulièrement par son agressivité, d'ailleurs il eut de violentes polémiques de presse ; le *Spectateur national* (12 janvier 1790) et les *Chroniques de Paris* l'attaquent très vivement.

(2) « Si un homme a pris une femme, a habité avec elle, et si elle n'a pas trouvé grâce à ses yeux *propter aliquam fœditatem*, il écrira un libelle de divorce (Chett), le mettra aux mains de sa femme et la renverra de sa maison. »

raison du sacrement » est la seule cause de l'indissolubilité du mariage et séparent le mariage du sacrement (1).

Les anti-divorciaires : 1° interprètent en leur faveur le texte de saint Mathieu, démontrent que les soi disant divorces autorisés par l'Eglise sont fondés sur des raisons de nullité et sur des empêchements dirimants (2) ; 2° déclarent que le mariage, institution divine, est indissoluble indépendamment du sacrement : *Quod Deus conjunxit, homo non separet* ; le sacrement sanctifie le mariage mais ne le forme pas (3).

Quoiqu'il soit assez difficile de résumer les attitudes diverses de l'Eglise en matière de divorce et d'en démêler les motifs, sous l'amoncellement des doctrines, des canons, de la casuistique (4), on est assez près de la vérité en désignant trois grands courants contradictoires caractérisés par trois moments de la puissance de l'Eglise.

1° L'Eglise chrétienne primitive interdit le divorce ;

(1) C'est, selon les canonistes, « l'erreur de Justinien »... Justinien, en 528, voulant adapter la législation à la religion nouvelle, confondit les principes et crut à l'importance du sacrement qui sanctifie, mais n'unit pas. Le prêtre n'accomplit qu'un acte de *témoignage*. Cf. *Jur. Ecclés. univ.*, p. 2, sect. I. Cf. également abbé Tabaraud, *Principes sur la distinction du contrat de mariage et du sacrement*.

(2) Cf. *Accord de la révélation et de la raison contre le divorce*, par l'abbé de Rastignac, député à l'assemblée nationale (1790), *Arch. nat.*, AD^{II}, 33, p. 247 et suiv.

(3) *Ibid.* « Les partisans du divorce affectent, par une mauvaise foi insigne, de dire que la raison du sacrement est la seule cause de l'indissolubilité du mariage, afin de faire croire aux personnes peu instruites, qu'en séparant le mariage du sacrement, le mariage ne serait plus indissoluble. »

(4) Cf. le curieux classement de Bouchotte, cité plus haut, p. 7, note 3.

2° l'Eglise chrétienne atteint sa période de puissance politique et se sert du divorce pour se concilier les rois et les grands, pour attirer en outre les chrétiens de confessions dissidentes qui pratiquent cette dissolution du mariage ;
3° l'Eglise, menacée par la Réforme (1), s'effraye, resserre ses dogmes et interdit le divorce.

Cette invariable tactique de l'Eglise qui consiste à rendre d'autant plus sévères ses dogmes et ses prescriptions qu'elle est plus attaquée, fut parfois habile et parfois dangereuse pour elle. Sous la Révolution, elle lui fut funeste. Sa sévérité à l'égard des protestants et des juifs (2), son

(1) Le concile de Trente qui a « codifié » le catholicisme a été presque exclusivement provoqué par le succès du protestantisme. La Réforme, qui a joué un rôle si considérable dans l'histoire de l'Eglise catholique à partir du xvi^e siècle, est la cause de maintes « contre-réformes », et la transformation de l'attitude de l'Eglise au point de vue du mariage peut être considérée comme une contre-réforme. Sous l'impulsion du protestantisme, puis du jansénisme, l'Eglise prend peu à peu, à l'instigation des jésuites, une nouvelle orientation ; c'est à partir du concile de Trente qu'elle développe sa casuistique, qu'elle modifie la théologie scolastique et explique ses dogmes. Cf. Salomon Reinach, *Orpheus*, p. 473 et suiv.

(2) Les juifs vivaient en France, depuis Henri II, « selon leurs usages ». Au point de vue du mariage, ils souffraient moins que les protestants de la tyrannie ecclésiastique, ils divorçaient conformément à leurs lois et virent même leurs divorces confirmés par la justice royale (Jugement du Châtelet de Paris (1762), affaire Peixotto c. Sarah Mendès d'Acosta). En 1789, 3 millions de protestants ne sont pas citoyens, de nombreux Parlements refusent d'enregistrer l'édit de 1787 qui leur rend ce titre (Ph. Sagnac, *Législation civile de la Révolution française*, p. 249). En outre, comme ils n'ont pas d'autres lois que les lois « chrétiennes » qui supposent la réforme éteinte, ils n'ont d'autre ressource que de se marier « au Désert », comme l'on disait alors, devant un pasteur bienveillant. Le mariage des huguenots était tout au plus une « possession d'état de femme légitime ». Cf. Jean Cruppi, *Un avocat*

intransigeance dogmatique lui furent cruellement reprochées et amenèrent en grande partie la crise religieuse de 1793.

journaliste au XVIII^e siècle, Linguet (Hachette). En 1771, Linguet plaide pour Mlle Marthe Camp, protestante montalbanaise qu'avait épousée « au Désert » le vicomte de Bombelles, contre ce jeune seigneur qui prétendait se remarier ailleurs sans autre formalité. Il plaide la validité du mariage « suivant les usages protestants » et voit sa cliente déboutée.

BIBLIOGRAPHIE (1) : Michelet, *La Révolution française* ; A. de Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution* ; Ph. Sagnac, *Législation civile de la Révolution française* ; Gazier, *Histoire religieuse de la Révolution* ; Bardoux, *Les légistes, leur influence sur la société française* ; Salomon Reinach, *Orpheus* (1909) ; Esmein, *Le mariage en droit canonique* ; Horoy, *Du mariage civil du prêtre catholique en France* ; Doellinger, *La papauté* (Alcan, rééd. 1904) ; Glasson, *Le mariage civil et le divorce* ; Carpentier, *Du divorce* ; Jean Crupey, *Un avocat journaliste au XVIII^e siècle*, Linguet (Hachette) ; Tabaraud, *Distinction entre le sacrement et le contrat de mariage* (Paris, 1825) ; *Mémoires de Grégoire* ; *Mémoires de A. de Lameth* ; *Grande Encyclopédie* ; Durand-Maillane, *Dictionnaire de droit canonique* ; Potinier, *Traité du contrat de mariage* ; Voltaire, *Politique et législation* ; *La Somme théologique* de saint Thomas d'Aquin, *Corpus juris canonici* ; Sanchez, *Disputationes de sancto matrimonii sacramento* ; *Traité de la dissolution du mariage par l'impuissance ou froissement de l'homme et de la femme* (Paris, MDLXXXI) (Collection de la bibl. de l'ordre des avocats, Paris) ; J. L. P. J. C. D., *Discours sur le divorce qui se fait par l'adultère et s'il est permis à l'homme de se remarier* (Paris, chez Jean Richer, 1586) (Bibl. de l'ordre des avocats, Paris) ; *Législation du divorce, précédée du Cri d'un honnête homme* (Londres, 1769) (*Arch. nat.*, A.DII, 33) ; M. Desnoyers, *Consultation sur le cas d'un charpentier de Landau* (Bib. nat. F p. 4644) ; Abbé Chapt de Rastignac, *Accord de la révélation et de la raison contre le divorce* (1790) (*Arch. Nat.*, ADII, 33) ; Abbé Barruel, *Lettre sur le divorce* (Bib. nat. Inv. R. 27,721) ; Bouchotte, *Du divorce* (*Arch. nat.*, A. DI, 33) ; Linguet, *Légitimité du divorce prouvée par les Saintes Ecritures* (1789) ; J. Péladan, *Supplique au Pape Pie X* (Ed. Mercure de France, 1902), *Journaux de l'époque révolutionnaire* (Bib. nat.).

(1) Nous citons dans la bibliographie de chaque chapitre tous les volumes ou documents utilisés dans ce chapitre. Nous citerons à nouveau à la fin des chapitres suivants tous les volumes cités, sans tenir compte des références antérieures, évitant ainsi au lecteur la peine de se reporter aux bibliographies précédentes.

CHAPITRE II

ÉTAT D'ESPRIT POPULAIRE ET MONDAIN CONCERNANT LE DIVORCE.

SOMMAIRE.

Etat d'esprit particulier de Paris. — Le divorce n'est pas une revendication nationale. — L'anarchie et le^e libertinage dans les hautes classes. — La presse. — Les séparations de corps au Palais. — Les brochures libertines et diffamatoires. — La brochure du comte d'Antraigues. — La chanson des dames de la Halle.

Nous avons vu dans le chapitre précédent comment les philosophes du XVIII^e siècle entamèrent leur campagne contre l'Eglise. Cette campagne se poursuivit avec une ardeur sans cesse accrue ; l'audace de Voltaire, de Diderot, de tant d'autres nous étonne encore aujourd'hui. Tous les esprits cultivés du temps furent marqués d'athéisme philosophique ; cet athéisme allait-il devenir national ? Cet athéisme sera-t-il l'explication du succès soudain du divorce ?

A la vérité, au début de la Révolution, la crise religieuse et philosophique fut un luxe des hautes classes ; les promoteurs de la Révolution souhaitaient de profondes transformations morales, le gros du peuple souhaitait plus pratiquement et exclusivement des impôts moins

lourds, la participation aux affaires publiques et la suppression des privilèges.

Quant au peuple de Paris sa situation est particulière. Paris est au centre de l'activité révolutionnaire (1) ; les plus simples des citoyens entendent chaque jour les dissertations les plus incendiaires, ils se familiarisent avec les idées les plus abstraites, ils vivent dans un tourbillon incroyable de discours, d'émeutes, d'événements précipités, ils participent de très près aux plaisirs et aux agitations morales ou immorales des grands, ils ne représentent nullement la mentalité moyenne du citoyen français, mais ils représentent très exactement la mentalité du « Révolutionnaire ». Les Parisiens voudront le divorce et l'auront ; il ne s'ensuit pas que la France entière l'eût souhaité.

En effet, si le divorce eût été une revendication nationale nous le verrions demandé dans les cahiers, or les cahiers des Etats ne le demandent pas ; il y a peu de pétitions qui le réclament (2). Le divorce est essentiellement une

(1) Cf. de Tocqueville (*op. cit.*), le remarquable chapitre VII, p. 131, qu'il consacre à l'étude de la prépondérance de Paris sur les provinces. Sa toute puissance en 1789 est incroyable. De Tocqueville cite les impressions du célèbre voyageur Arthur Young ; ce dernier quitte Paris peu après la réunion des Etats-Généraux, quelques jours avant la prise de la Bastille : Dans Paris tout était activité et bruit, il se publiait jusqu'à 92 pamphlets politiques par semaine. Hors Paris tout lui semble inertie et silence. Les citoyens ne s'assemblent dans les provinces que pour apprendre les nouvelles qu'on attend de Paris. « Ces gens n'osent pas même avoir une opinion jusqu'à ce qu'ils sachent ce qu'on pense à Paris » (p. 136 et 137).

(2) Certains cahiers du Dauphiné et de Provence, le cahier de Châ-

idée parisienne (1). Elle devint vite une idée courante dans la haute société. La noblesse de 1789 ne détestait pas d'ajouter à son libertinage des opinions révolutionnaires, qu'elle abandonna vite lorsque les idées républicaines élargirent un mouvement dont elle ne voyait que le côté frondeur. Le divorce lui parut un sujet de conversation agréable et piquant, cette institution si importante eut, au début, tandis que le peuple s'en désintéressait, des défenseurs d'une assez médiocre moralité (2). Philippe d'Or-

teaudouble réclament le divorce, mais c'est à l'instigation du duc d'Orléans et sur les instructions de ses procureurs. Signalons que le clergé, craignant l'influence des philosophes, adjure dans quelques-uns de ses cahiers (cahiers du clergé d'Orange et de Soule) les Etats-Généraux de repousser toute demande en faveur du divorce (cf. Ph. Sagnac, p. 283).

(1) A Paris, dans le *Cahier d'un citoyen du quartier de Bonne-Nouvelle* » (le citoyen Charron), nous lisons : « Pour réformer les mœurs il serait bon d'établir le divorce » (cf. Bibl. nat., Lb39 1561) ; dans le *Cahier pour le Tiers-Etat du district de l'Eglise des Théatins*, nous voyons, art. 26 : « Le divorce sera permis, car un contrat indissoluble est opposé au caractère inconstant de l'homme » (!) (A. P. V. p. 316) ; dans la collection générale des pièces tirées du coffre de l'hôtel de ville et de l'armoire du Châtelet (*Arch. nat.*, série BA, carton 64), nous lisons : « Le divorce ne peut tourner qu'à l'avantage des mœurs. En effet, sur 100 ménages d'aujourd'hui, au moins 90 sont mal assortis, ce qui produit un très grand désordre. Au contraire, le divorce étant établi, sur 100 mariages il n'y en aura peut-être pas deux dissonnants. » (cf. articles à ajouter aux cahiers de Paris, auteur anonyme). Cf. en outre le cahier de Philippe d'Orléans.

(2) Cf. *Arch. nat.*, ADII, 33. « Griets et plaintes des femmes mal mariées ». — « Il faut en convenir les mauvais ménages sont plus rares qu'on ne croit ; ils se forment plus ordinairement entre les gens du bon ton, qu'entre les bonnes gens ». L'irreligion est surtout répandue dans les hautes classes : « L'irreligion était répandue parmi les princes et les beaux esprits ; elle ne pénétrait guère encore dans le sein des classes moyennes et du peuple ; elle restait le caprice de certains esprits, non une opinion commune ». De Tocqueville, *op. cit.*, p. 249.

léans s'y intéressa l'un des premiers, il mit l'idée à la mode (1) ; on en parlait sous les arcades du Palais Royal avec passion ; la presse fit une vive campagne (2).

Tandis que les orateurs des assemblées discutent le droit naturel et proclament l'égalité, les intellectuels du temps, les élégants, les jolies femmes, les boutiquiers dissertent sur le divorce. Les époux malheureux attendrissent un chacun, les libertins proclament le droit à l'adultère et l'on verse des larmes sur les enfants naturels (3). Les juristes et les canonistes ergotent sur la Bible, les décisions des conciles, les Evangiles, les bulles ; les papes les plus anciens sont pris à partie. Les mauvais ménages s'arment d'érudition, leurs disputes deviennent canoniques.

Voyons le *Tableau de Paris* de Mercier (4) : « Les voûtes du temple de la justice retentissent de gémissements qu'y

(1) « *Traité philosophique, théologique et politique de la loi de divorce demandée aux Etats-Généraux par S. A. S. Louis-Philippe, Joseph d'Orléans, premier prince du sang* (composé par Martini), juin 1789 (*Arch. nat.*, ADII, 33).

(2) La presse est tout entière favorable au divorce, les journaux rendent compte des brochures le réclamant et attaquent vivement les « antidiivorciaires » ; les *Petites Affiches* elles-mêmes, qui sont assez réservées, n'osent pas l'attaquer. Une pareille unanimité atteste bien la faveur dont jouissait le divorce dans les classes aisées et intellectuelles, car autrefois, comme aujourd'hui, les journaux aimaient peu contrarier les opinions de leurs lecteurs.

(3) « Qu'un enfant de l'amour cesse d'en être la première victime ; que la loi ne lui défende plus d'avoir un père et une patrie » (délibérations et protestations de l'assemblée des honnêtes citoyennes... B.N. Lb³⁹ 1829, Paris, 1789).

(4) *Tableau de Paris* de Mercier (1783, Amsterdam), p. 152, 153. Ch. CCLI.

portent des époux fatigués l'un de l'autre... La loi a été obligée d'accorder les séparations, beaucoup plus révoltantes que le divorce ; car la séparation isole deux êtres et les laisse dans une espèce de néant... Les séparations volontaires sont fort communes à Paris. On demanderait vainement aux lois la rupture d'un nœud devenu insupportable ; on le délie soi-même, et ni les lois civiles ni les lois ecclésiastiques ne vous interrogent sur cette désunion, pourvu qu'aucun des contractants ne se plaigne. Voilà comme les lois irréfragables perdent tout à coup leur force et leur vertu. » Il est certain que Paris, agité par les idées révolutionnaires, corrompu par l'exemple de la noblesse, traversait en 1789 une crise morale qui devait se répercuter sur les mœurs. Pendant les périodes les plus calmes, les grandes villes, par le fait seul de l'agglomération des hommes, ont des mœurs assez relâchées (1) ; pendant les périodes de trouble où les idées morales les plus courantes sont discutées, où les idées religieuses ne conservent plus aucun prestige, le laisser aller des passions ne peut qu'accentuer le désordre. Tous les pamphlétaires et tous les libellistes du temps se plaignent des mœurs détestables de leurs contemporains, et ils en tirent des argu-

(1) Un fait bien simple suffit à montrer la différence qu'il y a entre les mœurs des villes et celles des campagnes. En l'an VIII, à Paris, sur 3.306 mariages, nous relevons 684 divorces ; dans le département de Seine-et-Marne, sur 1.438 mariages, 2 divorces (Cf. *Arch. nat.*, AFIV, 4012, mission du conseiller d'Etat Lacuée). Actuellement encore, tandis qu'à Paris il y a 80 divorces pour 1.000 mariages, il n'y en a que 2 pour 1.000 dans les Côtes-du-Nord (statistiques du ministère de la justice de 1899).

ments pour le divorce lorsqu'ils sont divorciaires, contre lui lorsqu'ils sont anti-divorciaires ; car, surtout pendant une révolution, chaque parti prétend avoir pour lui seul la morale et le droit.

Certes bon nombre de partisans du divorce étaient de très braves gens parfaitement convaincus de la justice et de la moralité de la réforme qu'ils réclamaient ; mais bon nombre aussi n'y voyaient qu'un aimable prétexte à plaisanteries, ce libertinage légal leur apparaissait d'un haut goût et ils se moquaient un peu de l'influence de la religion sur la législation et autres graves sottises ; quelques brochures du temps nous éclaireront sur ce point. En dehors de la brochure intitulée *Le Divorce* (1), étude sérieuse et bien faite, qui fut tirée à plusieurs éditions et eut un grand succès, certaines autres, plus légères, n'en eurent pas moins, et particulièrement l'une d'elles intitulée : *Procès-verbal et protestations de l'Assemblée de l'ordre le plus nombreux du royaume* (2). L'ordre dont il s'agit

(1) *Du divorce*, par Hennet, Paris. Chez Desenne, au Palais-Royal, 1789 (2^e éd.).

(2) Paris, 1789 (pas de nom d'éditeur, d'auteur, ni d'imprimeur). *Bibl. nat.*, Lb. 39, 1827. — Cf. de la même source : *Réponse des femmes de Paris au cahier de l'ordre le plus nombreux du royaume* (*Bibl. nat.*, Lb. 39, 1828). On y lit (p. 11) : « Le cahier en question (de l'ordre le plus nombreux du royaume) est dans toutes les mains, trois éditions en sont déjà épuisées..., il sert d'entretien dans tous les cercles..., entrez dans un café, soyez aux promenades, partout ce cahier est dans les mains..., on lit et on commente les listes... » Les « femmes de Paris » s'indignent ensuite de l'infamie de l'auteur de ce cahier ; mais la « réclame » est bien apparente et montre le succès de l'entreprise, car cette réponse et le *cahier de l'ordre le plus nombreux...* émanent probablement du même auteur.

est celui des époux infortunés que Molière nomme, en son vert langage. Dans cette brochure le divorce est réclamé, est-il besoin de l'ajouter, et sur un ton assez sérieux :

« Art. VI :... Que le divorce sera établi, non pour favoriser l'inconstance des femmes et le libertinage des hommes, mais seulement pour ceux ou celles qui, ayant épuisé toutes les ressources de la patience envers une femme affichée, ou un époux dépravé, ne pourront plus supporter le poids de leurs chaînes. » Mais cette gravité n'est pas durable et, après maints détails assez graveleux, la brochure se termine par une liste des députés de l'ordre qui est nettement diffamatoire et devait piquer la curiosité publique au plus haut point. C'est le véritable Gotha des Cocus du temps, il y a plus de 300 noms écrits de la façon la plus transparente, et le *cahier de l'ordre le plus nombreux* dut réjouir ou irriter bien des gens.

La question de divorce devint vite, on le voit, « bien parisienne », les brochures se succèdent et sont lues avidement, les controverses sérieuses se mêlent aux quolibets, le divorce est à l'ordre du jour ; il importe peu à la masse de la nation, mais Paris dirige l'opinion et agira directement sur l'Assemblée.

Une brochure nous renseignera mieux que les autres sur l'état d'esprit des nobles, catholiques et éclairés, qui souhaitaient le divorce ; c'est celle du comte d'Antraigues (1). Le comte d'Antraigues n'est pas un homme de

(1) Observations sur le divorce par le comte d'Antraigues (à Paris. Imprimerie nationale, 1789). — Emmanuel-Louis-Henry de Launey,

génie, il est un peu naïf, son étude est loin d'être remarquable, mais elle est honnête et caractérise assez bien l'opinion moyenne des gens instruits de son rang. Elle montre aussi l'importance du point de vue religieux, et l'attitude des libéraux à l'égard de l'Eglise dans leurs discussions politiques. Elle montre clairement combien la loi de 1792 et maintes autres réformes révolutionnaires dépassèrent les intentions de ceux qui les sollicitaient.

Au début de son ouvrage le comte d'Antraigues a bien soin de nous avertir qu'il n'est partisan du divorce que parce que la religion le permet. « L'Assemblée nationale n'étant composée que des serviteurs du peuple, n'ayant de pouvoir que celui du peuple..., ne peut jamais prononcer un décret qui choquerait la croyance religieuse du peuple. Un pareil décret serait un délit (1). » Mais la religion catholique permet le divorce ; en effet, on aura beau démontrer que saint Mathieu l'interdit, les Anglais pourront s'en émouvoir qui ne reconnaissent pour interprète de Dieu que l'Evangile, mais « pour nous, nous recon-

comte d'Antraigues, député aux Etats-Généraux de 1789 par la Sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg, était né dans le Vivarais. Neveu du ministre Saint-Priest, il eut Maury pour précepteur. Il publie en 1788 un livre sur la Convocation des Etats-Généraux. Il voulait le rétablissement de la Constitution de Charlemagne (!). Apologiste du droit d'insurrection, révolutionnaire ardent *avant* la Révolution, comme bien d'autres, il émigra à la fin de 1789. Attaché à la cour de Russie pendant quelques années, il revient en France vers 1795. Il est arrêté en 1797 sur les ordres de Bonaparte, comme contre-révolutionnaire. Il s'évade. Pendant l'Empire, il travaille à la restauration des Bourbons. Il meurt assassiné, avec sa femme, par un domestique italien à Barne, près Londres, en 1812.

(1) D'Antraigues, pages 8 et 9.

naissions les décrets interprétatifs de l'Eglise comme la véritable interprétation de l'Evangile. Or, en prouvant que l'Eglise a jadis permis le divorce, on établit qu'elle l'a cru légitime. En établissant qu'elle le permet en Pologne (1), on prouve qu'elle le croit encore (2) ». Certes l'indissolubilité du mariage est le véritable idéal, un « sentiment sublime » la dicta, mais nos mœurs infâmes (3) la rendent impossible. « Un père ambitieux vendra sa fille pour des honneurs, un père avide en achète une au poids de l'or. Quand les plus viles, les plus abjectes passions des pères sont assouvies, alors on conduit à l'autel les deux victimes... Quand telles sont les mœurs d'un peuple, l'indissolubilité est un fléau (4). » Instituons donc le divorce mais « laissons les citoyens se marier à leur gré... Je pense

(1) Il y eut d'ardentes polémiques sur la question de savoir si le divorce était ou non permis par l'Eglise aux Polonais. Plusieurs brochures traitent ce sujet, on envoie des questionnaires aux Polonais, leurs réponses sont retournées dans tous les sens. Cf. *Arch. nat.*, AD^{III}, 33. *Réponse des Polonais*, etc... Cf. également l'ouvrage de l'abbé de Rastignac (*op. cit.*), p. 247 et suiv., il affirme que le divorce n'est pas permis dans les Eglises de Pologne : « Les dissolutions du mariage en Pologne ne sont pas fondées sur la faculté du divorce, mais sur des raisons de nullité et sur des empêchements dirimants. » Les empêchements dirimants sont l'éternelle échappatoire des canonistes.

(2) D'Antraigues, p. 9.

(3) Le malveillant anonyme qui publia la brochure que nous citons plus haut place parmi les députés de l'ordre le plus nombreux du royaume : « le Comte d'Antraigues ». Quant aux mœurs « infâmes » du temps, il semble bien que d'Antraigues n'exagère guère. Cf. Desmazes : *Debauche et prostitution à Paris au XVIII^e siècle, les mémoires de Mme d'Epinay, l'Ordonnance royale du 6 novembre 1778, les rapports de police.*

(4) D'Antraigues, p. 12.

qu'il faudrait permettre aux hommes et aux filles de se marier à 20 ans (1), sans le consentement de leurs pères, et sans qu'ils puissent alors les priver de leur légitime (2) ». Si on supprime « le despotisme domestique » qui est odieux, les mariages plus faciles seront l'antidote du divorce, qui deviendra bientôt inutile. Par exemple le divorce doit être toujours interdit lorsque les époux ont des enfants. « Vainement voudrait-on établir le divorce entre des époux que l'hymen a rendu pères (*sic*) ; il ne saurait exister (3)... » « Quand le ciel a donné des enfants aux époux... la chaîne de l'amour peut se rompre, celle d'un sentiment mutuel pour les enfants existe toujours (4). » N'instituez donc pas le divorce dans ce cas (5), car « vous rendez libres ceux que le ciel n'affranchit pas ; vous les autorisez à former une autre union quand la preuve de l'indissolubilité de la première est encore vivante (6) ». Surtout, il faut être sévère pour l'adul-

(1) Presque tous les libellistes du temps demandent l'abaissement de l'âge auquel les jeunes gens peuvent se marier sans consentement.

(2) D'Antraigues, p. 13 et 14.

(3) *Ibid.*, p. 25.

(4) *Ibid.*, 26.

(5) Maintes brochures réclament au contraire le divorce pour les enfants. Cf. *Pétition de Montaigné, Charron, Montesquieu et Voltaire à l'Assemblée nationale* », dédiée à un enfant nommé *Emile* dont le père et la mère vivent en mauvaise intelligence. « Détracteurs du divorce, laissez-moi réclamer pour lui le divorce, voyez-le, faible, pâle, mélancolique, ignorant, vicieux, ruiné..., le divorce seul rendra le père, la mère et *Emile* au bonheur, à la vertu, à la liberté... Convenez avec moi : « Que l'ami du divorce est l'ami de l'enfance. » — Cf. également. *L'Ami des Enfants* motion en faveur du divorce (*Arch. nat.*, AD^{II}, 33):

(6) D'Antraigues, p. 27.

tère, et cela est juste, mais pourquoi être plus sévère à l'égard des femmes adultères qu'à l'égard des hommes ? « Par une injustice absurde autant que révoltante, la loi ne fut sévère que pour les femmes... si les suites du crime sont irréparables pour les femmes, la tentation de le commettre est la même ; le même attrait les abuse... la loi du divorce pour fait d'adultère doit être égale pour les deux époux (1). » Quant au divorce pour incompatibilité des caractères, il est très discutable. « La loi doit être excessivement sévère pour admettre le divorce sur la seule allégation de l'incompatibilité des caractères... J'avoue que jamais le divorce ne me paraîtrait autorisé par cette seule raison (2). » Conclusion : « Cette loi (du divorce) est un malheur quand elle est devenue nécessaire, et il faut user de tous les moyens possibles, pour rendre ce malheur infiniment rare (3). » « Nos mœurs sont corrompues. Cette corruption seule, parvenue à son comble, nécessite le divorce ; mais la liberté du divorce accroîtra la corruption, si la loi ne la restreint avec la plus grande sévérité (4). » En outre, gardons-nous d'instituer le tribunal domestique (5). « C'est vouloir naturaliser chez un peuple

(1) *Ibid.*, p. 39 et 40. Le féminisme est à la mode en 1789. Nous verrons les discours d'Aubert-Dubayet et de Sedillez à l'Assemblée. L'épigraphe de la brochure de Bouchotte (*op. cit.*) est : *Semper sexus masculinus etiam fœmininum sexum continet.*

(2) D'Antraigues, p. 43.

(3) *Ibid.*, p. 44.

(4) *Ibid.*, p. 46.

(5) Les tribunaux de famille furent l'institution favorite des légistes révolutionnaires. Ils l'instituèrent pour connaître des procès nés entre

sans mœurs, un tribunal qui n'existe qu'avec les mœurs et qui périt avec elles (1). » « La nécessité de poursuivre devant les tribunaux les demandes en divorce sera un frein à la licence de ces demandes (2). » Le grand danger des tribunaux domestiques est l'absence de publicité ; la publicité des tribunaux ordinaires est un bien parce qu'elle écarte les demandeurs de leur juridiction tant que leurs maux sont supportables. « Je n'ai considéré la loi du divorce qu'en me rappelant sans cesse quelles étaient nos mœurs : puisse la liberté les régénérer et les rendre dignes de l'estime des peuples qui savent les honorer (3). »

On voit que par endroits la brochure du comte d'Antraigues est assez prophétique. Il craint les facilités trop grandes du divorce, il se méfie des tribunaux domestiques, il s'inquiète du sort des enfants et ne manque pas, en somme, de bon sens. Ce bon sens était normalement à la base des institutions révolutionnaires, le Comité de législation en est imprégné, mais il ne resta pas longtemps le maître.

Nous avons vu, en somme, les réclamations des

proches parents ; les demandes sur les pensions alimentaires, sur la garde des enfants, les séparations de corps et de biens, les partages et liquidations venaient à la barre de l'assemblée domestique ; le tribunal peut même ordonner la licitation à sa barre des biens immeubles. Mais les tribunaux de famille présentèrent de graves inconvénients que nous examinerons plus loin. — Cf. sur ce sujet : Ed. Seligman, *La justice en France sous la Révolution*, p. 395 et suiv.

(1) D'Antraigues, p. 47.

(2) *Ibid.*, p. 52.

(3) *Ibid.*, p. 54

philosophes, des canonistes, des intellectuels, des gens du monde, nous avons constaté qu'à partir de 1789 (1) l'idée du divorce est discutée, qu'elle est même à la mode, mais nous ne l'avons pas encore vu pénétrer dans les assemblées.

Pour que les députés votent, il faut que le peuple parle, et ce phénomène bien connu s'est produit pour la loi du divorce comme pour bien d'autres. Nous n'apercevons guère, en effet, de réclamations populaires qu'à partir de 1791, le mouvement s'accroît en 1792 (2), les

(1) La brochure de Martini, inspirée par Philippe d'Orléans (*op. cit.*), date de juin 1789. La plupart des brochures traitant du divorce sont postérieures à cette date ; en tous cas la polémique ne commence qu'à ce moment ; le plus ancien article de journal sur la question est de novembre 1789 (*Petites Affiches*, 12 novembre 1789). Le roman ne se met de la partie qu'en 1791 (*Emilie de Varmont ou Le divorce nécessaire et les amours du curé Sévin*, par l'auteur de *Faublas*). Quant au théâtre, on ne peut rien y signaler avant la loi.

(2) 3 février 1792. Pétition de Anne-Catherine Waterlot-Bagot (papiers du Comité de législation, *Arch. nat.*, DIII, 361), séance du 13 février 1792. Aubert Dubayet lit à la Législative une lettre de plusieurs citoyens et citoyennes du département de Paris : « L'Assemblée législative, sans cesse détournée de ses travaux par d'artificieuses manœuvres, est forcée de suspendre les lois nécessaires pour statuer définitivement sur l'état des femmes qui est plus dépendant et plus servile que jamais... » Le ton devient autoritaire (Cf. *Moniteur*). Le 7 avril 1792, députation de femmes à l'Assemblée. L'orateur de la députation : la citoyenne Aelders réclame Le divorce (*Journal des Débats*, XII, 23). — 22 juin 1792, pétition signée : Roche et 39 autres signatures, d'une orthographe et d'un style invraisemblable : « Nos législateurs, la presque universalité (!) des citoyens français est on ne peut plus impatiente d'apprendre que vous avez donné le jour et fait sanctionner cette loi sage et abolitive de l'indissolubilité du mariage... Nous n'aurions plus que des guerres intestines dans les ménages... c'est la baze (*sic*) des vœux à former pour la France » (papiers du Comité de législation. *Arch. nat.*, DIII, 361).

pétitions se multiplient, des délégations vont à l'Assemblée, les dames de la Halle composent une chanson contre « l'indissolubricité » au mois d'août (1), la loi est votée le 20 septembre de la même année.

Voltaire a eu beau railler, le duc d'Orléans a beau mettre à la mode son libertinage révolutionnaire, il faut

(1) *Histoire chantée de la première République*, par Louis Damade (Paris, Paul Schmidt, éd.), p. 156.

LE DIVORCE. — *Chanson populaire*. — Dialogue entre Mme Engueule et Mme Saumon, harengères (août 1792). — AIR : *Les marigners d'la Guernouillère* :

Madame Engueule.

J'aurons l'divorce ma commère,
En dépit de nos calotins ;
Avec leux quatre mots latins
Du mariage, ils font eunn galère,
Et l'sacrement nous plonge encore
Au fond d'l'enfer après la mort.

Jeune brebis douce et gentille
Tombe à vieux vilain loup garou,
On met du dur avec du mou
Pour l'intérêt de la famille ;
La jeune fille n'en veut pas,
Mais papa veut ; faut sauter l'pas.
C'te pauvre enfant qu'on tyrannise
Obéit et n'ose broncher,
Comme l'agneau va cheux l'bou-
[cher],
Telle elle va triste à l'Eglise,
Sa bouche y dit, oui, son cœur, non,
V'là qu'est bâclé ; l'mariage est bon.

Madame Saumon.

N'y a pus moyen de s'en dédire,
Par l'Indissolubricité,
Du bon Dieu, c'est la volonté

Qu'all'souffre un éternel martyr.
V'là comme vous raisonne un cagot
Qui d'son Dieu fait un ostrogot.

Madame Engueule.

Faut d'la vertu, pu gros qu'un ange
Pour que l'mâtin n'soit pas cocu ;
Bientôt la tête emporte l'cul,
Faut bien gratter où ça démange ;
Un galant gratte, et par un sort,
V'là qu'ça démange encor' plus fort.

Madame Saumon.

Pour la vertu faut z'être libre,
L'choix qu'on fait soy-même est
[l'seul bon]
L'mariage est comme le canon
Faut qu'son boulet soit de qualibre ;
Sinon il rate ou porte à faux
Et c'est j'ter sa poudre aux moi-
[gnaux].

Madame Engueule.

Avec l'divorce mon chien d'homme
Ne m'f'ra pu tant son embarras ;
Il n'vendra plus jusqu'à nos draps

que le peuple de Paris parle ou chante pour qu'une loi se vote.

Pour payer ses d'isquies d'ro-
gôme],

Il saura que j'peux l'planter là
Et ça seul le corrigera.

Madame Saumon.

Etl'mien donc, qui porte à sa gueuse

C'que j'gagne et jusqu'à mes jup-
[pons],

J'en f'rai justice j't'en réponds,
Tu verras c'te belle engueuleuse,
Drès que l'divorce sera v'nu,
Les yeux^x pochés et l'cul tout nu.

BIBLIOGRAPHIE : — De Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution* ; Ph. Sagnac, *Législation civile de la Révolution française* ; Ed. Seligman, *La justice en France sous la Révolution* ; Louis Damade, *Histoire chantée de la première République* (Paris, Paul Schmidt, éd.) ; Jauffret, *Le Théâtre révolutionnaire (1788-1799)* (Paris, Furne, éd. 1869) ; E. J. de Goncourt, *Histoire de la Société française pendant la Révolution* ; P. C. Lecomte, *Journal historique impartial et anecdotique de la Révolution* (Paris, Duponcet, éd.) ; Aulard, *Paris pendant la réaction thermidorienne. Documents pour servir à l'histoire de l'esprit public à Paris* ; Tuetey, *Répertoire général des œuvres manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution* ; *Revue de la Révolution* de G. Bord, année 1883 : Article de M. d'Auteville, intitulé, *Le divorce pendant la Révolution* ; Mallet, *Le divorce durant la période du Droit intermédiaire* (thèse, Paris, 1891) ; Desmaze, *Débauche et prostitution à Paris au XVIII^e siècle* ; Journaux de l'époque révolutionnaire (Bib. nat.) ; Mercier, *Tableau de Paris* (Amsterdam, 1783) ; Collection du *Moniteur*, *Le Journal des Débats* (t. XII) ; Bouchotte, Brochure sur le Divorce (Arch. nat., ADII, 33) ; *Cahier d'un citoyen du quartier de Bonne-Nouvelle* (Bib. nat., Lb 39 1561) ; *Collection générale des pièces tirées du coffre de l'hôtel de ville et de l'armoire du Châtelet* (Arch. nat., série BA, carton 64) ; *Collection Rondonneau* (Arch. nat., ADII, 33 et ADII, 38) ; *Papiers de la mission du conseiller d'Etat Lacuée* (AFIV, 1012) ; Hennet, *Du divorce* (chez Desenne, Palais Royal, 1789, 2^e éd.) ; *Procès-verbal et protestations de l'Ordre le plus nombreux du royaume, 1789* (Bib. nat., Lb 39, 1827) ; *Réponse des femmes de Paris à la brochure précédente* (Bib. nat., Lb 39, 1828) ; *Observations sur le divorce par le comte d'Antraigues* (Paris, Imp. nat., 1789).

CHAPITRE III

ÉTAT D'ESPRIT DES LÉGISISTES RÉVOLUTIONNAIRES.

SOMMAIRE.

La méthode des législateurs révolutionnaires est difficile à déterminer. — Leur prudence traditionnelle. — Comment purent-ils concevoir la loi du divorce ? — Le mariage est une aliénation de la liberté individuelle. — La lutte contre l'indissolubilité est un épisode de la lutte contre le despotisme. — Importance du droit public sous la Révolution. — Illusions sincères du législateur.

Les législateurs révolutionnaires furent souvent entraînés par un courant dont ils ne se sentaient pas les maîtres, leur méthode est difficile à déterminer, leurs théories se confondent constamment (1). Talonnés par les événements, plus ou moins inquiets ou intimidés, ils se plient aux circonstances et ratifient les lois plus encore qu'ils ne les votent. Ils voulaient abolir le despotisme théologico-monarchique, ils ne voulaient pas abolir la reli-

(1) « Les révolutionnaires sont à la fois des philosophes et des légis-tes..., la tradition et la philosophie se partagent l'empire de leur esprit, et c'est de cette lutte, du triomphe plus ou moins grand de la philosophie sur la tradition, que va sortir la législation civile de la France. » Ph. Sagnac, p. 56.

gion (1) ; ils ne désiraient certes pas l'union libre (2) ; et pourtant ils supprimèrent un instant la religion et instituèrent par leur loi du 20 septembre une sorte d'union libre (3).

C'est le sort des convictions doctrinales lorsqu'une révolution les adopte ; elles sont entraînées irrésistiblement jusque dans leurs extrêmes conséquences. Les classes instruites et libérales propagent les idées, le peuple s'en empare avec une sorte de furie, les impose, violemment déformées, à ses députés, puis est le premier à s'en écarter ensuite.

Si les troubles de septembre n'étaient pas intervenus, si, à la veille de se dissoudre (4), l'Assemblée n'eût pas été contrainte de voter en hâte cette loi du divorce qu'elle avait discutée sans fièvre, il est probable que ses auteurs l'eussent gardée dans leurs cartons ; M. Naquet va jusqu'à dire que nous l'attendrions encore (5).

La prudence traditionnelle des légistes de la Révo-

(1) *Archives parlementaires*, XVI, 33. « Nous pourrions changer la religion, mais nous ne le voulons pas » (Discours de Camus, 1^{er} juin 1790).

(2) Notons pourtant l'opinion de Oudot : « Ce n'est pas la loi qui fait le mariage, mais la simple volonté des époux » (25 juin 1792, *Arch. nat.*, AD, XVIIIe, 192, pièce 10).

(3) Alfred Naquet, *Vers l'union libre* (Juven, édit.), p. 65. — « Avec une loi analogue à celle du 20 septembre 1792, je ne verrais guère qu'une différence philosophique entre le mariage corrigé par le divorce ainsi compris, et l'union dite libre, telle que notre milieu la comporte. »

(4) La loi fut votée sans discussion à une séance du soir. Favart dit, au Conseil des Cinq-Cents (séance du 20 nivôse an V) : « Le divorce est l'acte *in extremis* de la Législative ».

(5) « Si le Code de 1803 n'avait pas conservé le divorce, nous en serions à l'attendre encore. » *Vers l'union libre*, p. 206.

lution est en effet frappante, l'ombre de Pothier plane au-dessus des réformes qu'il a sagement souhaitées ; les membres du Comité de législation veulent certes refaire les lois, mais ils les veulent avisées et opportunes (1) ; l'analyse des pièces contenues dans les cartons du Comité de législation conservés aux Archives nationales (2) est instructive à cet égard. Comment expliquer dès lors l'imprudente loi du 20 septembre ?

La pression de l'opinion parisienne, les événements précipités qui accompagnèrent la fin de la Législative (3) peuvent expliquer le vote hâtif de la loi, nous pouvons également comprendre sa hardiesse si nous la comparons à celle de certaines lois contemporaines destinées à n'être

(1) Les membres du Comité de législation sont en grand nombre des praticiens de la vieille école ; rien ne peut mieux résumer leurs tendances qu'une liasse de citations manuscrites, réunies avec soin, que nous avons retrouvées dans un carton des Archives. Citons-en quelques-unes : « Il ne faut pas abolir trop facilement les lois qui sont anciennes et autorisées par un long usage. » « Tite-Live a dit : l'usage est le censeur et le correcteur des lois. » « Il faut tout connaître avant de réprover ; tout prévoir avant de rien changer. » Une note concernant le droit coutumier signale la nécessité d'apporter beaucoup de prudence dans sa réforme (*Arch. nat.*, D^{III}, 362).

(2) *Archives nationales*, série D^{III}. — Signalons, en outre, la série BB⁴⁶ qui comprend une trentaine de cartons provenant du ministère de la justice et qui est une mine inépuisable de documents inédits. La plupart de ces documents n'étaient pas encore classés ni estampillés lorsqu'ils nous ont été signalés ; ils méritent d'attirer l'attention des historiens et seront sans nul doute l'occasion de découvertes curieuses.

(3) 2 septembre : Massacres de septembre. Lutte de la Législative et de la Commune de Paris. Louis XVI au Temple. 20 septembre : Victoire de Valmy. La Législative est en permanence depuis le 10 août. 21 septembre : La Convention ouvre ses délibérations. Proclamation de la République.

que des projets prometteurs et décoratifs, mais ces explications ne nous satisfont pas encore.

Une considération plus juridique peut expliquer la loi du divorce. Une phrase de son rapporteur, Léonard Robin, doit être particulièrement retenue : « *La liberté individuelle ne peut jamais être aliénée d'une manière indissoluble par aucun contrat.* » (1) Un article du titre premier de la loi se rattache directement à ce principe, l'article 3 : « L'un des époux peut faire prononcer le divorce, sur la simple allégation d'incompatibilité d'humeur ou de caractère. » La loi n'est donc pas fondée uniquement sur une application de la théorie des contrats, le mode de divorce spécifié par l'article 3 nécessite l'intervention d'un principe de droit public : « la liberté individuelle ». La loi du 20 septembre 1792 relève donc à proprement parler du droit public, elle est presque une loi constitutionnelle, un corollaire de la Déclaration des droits (2).

Ce système juridique qui repose sur une confusion fâcheuse entre la liberté civile et la liberté politique, est très contestable mais très caractéristique ; il va nous éclairer sur l'état d'esprit des légistes de 1792.

(1) *Archives parlementaires* (séance du 10 août).

(2) C'est Thuriot (séance du 13 septembre) qui exposa le plus nettement ce point de vue : « Je ne crois pas, Messieurs, que les lois d'un pays libre puissent contenir une telle disposition (l'indissolubilité) : elle serait tyrannique. » Le mariage étant exclusivement un contrat civil, il n'intéresse que les parties et la société n'a à intervenir que pour sauvegarder par le divorce la liberté individuelle des contractants. Cette liberté fondamentale, nul ne peut l'abdiquer, ni dans le mariage, ni en contractant des *vœux perpétuels* (Constitution de 1791).

Nous voyons en effet qu'en s'attaquant à la famille telle que la concevait l'Eglise catholique, le législateur a moins obéi à des convictions morales nouvelles qu'à l'horreur instinctive d'un despotisme qu'il voyait et traquait partout ; l'autorité paternelle, l'autorité maritale, le mariage indissoluble lui apparaissaient des abus au même titre que l'autorité absolue du monarque ou du pape (1) ; il voulait abolir l'indissolubilité du mariage comme il avait aboli les privilèges, il procédait par analogie. Cette conception un peu simpliste est plus explicable si l'on songe que l'œuvre principale de la Révolution fut de transformer le droit public (2). Or les artisans du droit public ont plus de hardiesse que ceux du droit privé, surtout lorsqu'une Révolution les pousse.

L'état d'esprit plus théorique que réaliste des législateurs des Assemblées devait d'ailleurs les conduire à des solutions radicales. Ils n'y manquèrent pas ; avant de réglementer les devoirs, ils affirmèrent brutalement les

(1) D'Antraigues... *Il faut supprimer l'odieux despotisme domestique* (observations sur le divorce), *op. cit.*

(2) On sait que le vœu le plus ardent des révolutionnaires était de doter la France d'un Code civil, mais on sait aussi les difficultés que rencontra ce projet. La Convention chargea son Comité de législation (le 25 juin 1791) de lui présenter un projet de Code civil dans le délai d'un mois. Durand de Maillanne fit un plan que le Comité n'adopta pas, un second projet fut discuté les 16 et 19 frimaire an III, la Convention n'en vota que 10 articles. Un troisième projet fut présenté le 14 juin 1786 au Conseil des Cinq-Cents, ce projet ne fut discuté qu'en 1797... ce n'est que le 21 mars 1804 que le Code civil fut voté dans son entier. Il est juste de dire que si les révolutionnaires ne réalisèrent pas leur législation civile, c'est à leurs travaux que nous devons le Code de 1804 (Cf. Sagnac, p. 47 et suiv.).

droits, aveuglés par la liberté individuelle, indispensable avant tout, ils négligèrent le point de vue social et, la crise passée, furent les premiers à s'en lamenter ; la réaction soudaine que subirent le divorce et quelques autres institutions révolutionnaires (1) marque bien la sincérité de leur illusion. Le droit privé reprend son importance lorsque le droit public, provisoirement stable, donne aux civilistes le loisir de travailler (2).

La loi du 20 septembre 1792 devait logiquement disparaître avec l'avènement de la République bourgeoise qui succéda à Thermidor (3) ; il fallut la collaboration intéressée de Napoléon pour la maintenir dans le Code civil, à la vérité très atténuée et définitivement impopulaire.

Le point de vue original du législateur de 1792 devait être signalé dès maintenant, il nous permettra de mieux comprendre les débats des Assemblées et la loi elle-même ; il se résume en deux formules très brèves : « Le mariage est un engagement contraire aux droits naturels. » — « Le divorce est un droit. »

(1) O. Martin, *La crise du mariage dans la législation intermédiaire* La législation concernant l'adoption et les enfants naturels souleva très vite de vives protestations (Cf. p. 128 et 129). Cette législation, contemporaine de celle du divorce, participe du même mouvement et des mêmes intentions.

(2) Pour mieux comprendre ce radicalisme un peu soudain des membres de la Législative, il ne faut pas oublier qu'à partir du 10 août la Révolution « bourgeoise » est terminée ; la Commune règne, le jacobinisme va triompher (Cf. Mignet, t. I, p. 225 et suiv.).

(3) Nous verrons par la statistique la décroissance marquée du nombre des divorces à cette époque.

BIBLIOGRAPHIE : — Mignet, *La Révolution française* ; E. Champion, *La France en 1789 d'après les cahiers des Etats généraux* (Paris, 1897, in-12) ; H. Taine, *Les origines de la France contemporaine* ; Bardoux, *Les légistes, leur influence sur la société française* ; Esmein, *Histoire du droit français* ; Ph. Sagnac, *Législation civile de la Révolution française* ; Sévin, *Etude sur les origines révolutionnaires du Code Napoléon* (Paris, 1897, in-8°) ; Recueils de Fenet et de Loqué ; Duvergier, *Recueil des Lois* ; O. Martin, *La crise du mariage dans la législation intermédiaire* (Rousseau, éd., 1901) ; Naquet, *Vers l'Union libre* (Juven, éd.) ; *Explications par ordre de matières des lois nouvelles sur le mariage et le divorce*, par le citoyen Vermeil, ancien jurisconsulte (Paris, chez Rondonneau, an VII) ; D'Antraigues, Brochure, *Observations sur le divorce* (Paris, Imp. nat., 1789) ; Collection du *Moniteur*, Archives parlementaires. Archives nationales : Série D111, BB16 AD11,33 ADXVIII c.

CHAPITRE IV

LES TRAVAUX DES ASSEMBLÉES.

SOMMAIRE.

Pétition des *Alsaciens*. — Constitution de 1791. — Rapport de Durand de Maillanne. — Nombre croissant de pétitions. — Séance du 30 août 1792. — Rapport de Léonard Robin. — Séance du jeudi 13 septembre. — Le jury de Sedillez. — Léonard Robin et Ducastel défendent le projet du comité. — Vote de la loi. — Physionomie des séances.

L'idée du divorce ne commença à se répandre sérieusement qu'au début de l'année 1792 ; l'assemblée ne subit donc l'influence de l'opinion qu'à partir de cette date. A partir de cette date seulement quelques pétitionnaires et quelques délégations défilaient à sa barre (1). Toutefois, dès 1790, la question du divorce fut agitée à l'assemblée ; les Alsaciens revendiquaient, au nom des principes nouveaux, le maintien de leurs anciennes franchises, parmi lesquelles figurait le divorce. La Constituante fit droit aux récla-

(1) On sait comment les assemblées se mettaient en contact avec le peuple. Les pétitionnaires défilaient dans la salle et défendaient leurs idées à la barre. Ce système qui transformait la salle des séances en une sorte de forum et retardait considérablement les discussions, jouissait d'une grande faveur populaire. Les tribunes manifestaient fréquemment leurs opinions, et non sans violence, lorsqu'elles le jugeaient à propos ; le président n'osait guère intervenir.

mations des Alsaciens (1) mais ne manifesta pas ses sentiments sur le divorce lui-même. Le Chapelier, au nom du Comité de législation, dit bien, en parlant du divorce, qu'il est « une sage institution », mais il ne fait naître aucune discussion générale ; seule se manifeste l'opinion isolée de quelques membres. M. Carpentier (2) fait très justement remarquer que le principe du mariage « contrat civil » n'est pas encore nettement formulé, il ne le sera que dans la constitution du 3 septembre 1791, et il fallait qu'il le fût pour que le divorce soit possible. « Le divorce n'est possible dans les pays catholiques que là où la religion n'est pas une religion d'Etat (3). »

L'assemblée, entraînée par les jansénistes (4) qui se

(1) Cf. rapport de M. de Marcère qui raconte le fait (*Journal officiel* du 9 mai 1882). Cf. également la brochure de Bouchotte (*op. cit.*). Cf. également *Moniteur*, année 1790, n° 232. Le Chapelier, l'abbé Eymar, Rewbell et Folleville prennent part à la discussion. L'assemblée décrète « que les *protestants* des deux confessions d'Augsbourg et Helvétique, habitants d'Alsace, continueront à jouir des mêmes droits, libertés et avantages dont ils ont joui et ont droit de jouir, et que les atteintes qui peuvent y avoir été portées seront considérées comme nulles et non avenues ».

(2) Carpentier, *Du divorce* (*op. cit.*), p. 6.

(3) *Ibid.*, p. 6.

(4) Ces jansénistes sur la présence desquels nous avons insisté (cf. ch. II) faisaient principalement partie du comité ecclésiastique. Durand de Maillanne, dont nous parlerons plus loin, en était un des membres les plus importants. Il était né à St-Rémy (Rouges-du-Rhône) en 1729. Il était avocat au Parlement. Il fut élu le 16 avril 1789 comme député du tiers. Il fut pendant la Convention, dont il fut élu membre le 6 septembre 1792 et dont il fut nommé secrétaire le 30 mai 1793, un adversaire farouche des Montagnards et des Jacobins. Le 23 vendémiaire an IV il est nommé député au Conseil des Anciens, il en sort en l'an VII. Après le 18 fructidor, il est enfermé quelque temps au Temple. Bonaparte le nomme juge à la Cour d'appel d'Aix.

trouvaient au milieu d'elle, va séparer nettement le principe civil du principe religieux. Thouret (1) dit : « Quand il a fallu assurer l'existence des prêtres, la religion a dit : Il est juste qu'ils vivent de l'autel. Nous, nous disons, par une version exacte de ce mot : Il faut que le fonctionnaire public vive de ses fonctions. » La suppression du clergé comme corps, l'abolition de la propriété ecclésiastique sont des faits accomplis ; la sécularisation des actes de l'Etat civil en sera la conséquence naturelle.

Durand de Maillanne, en décembre 1790, malgré la modération des termes (2) de son rapport, va porter un coup décisif à l'Eglise romaine. « Le mariage, comme sacrement, dit-il, peut être soumis à toutes les règles que l'Eglise a établies, sans que les mariés, qui s'en tiendraient à leur simple engagement civil, fussent tenus de les suivre. C'est là ce qu'il est essentiel de bien distinguer, aujourd'hui que, par notre constitution, tous les citoyens ont, comme citoyens, des droits que la différence dans leurs opinions religieuses ne saurait leur faire perdre (3). » La Législa-

(1) Séance du 14 avril 1790.

(2) « On doit respecter les règles ecclésiastiques, lors même qu'on croit avoir et qu'on a vraiment de bonnes raisons pour s'en écarter. . . il faut non pas faire des lois nouvelles mais rectifier simplement les anciennes, sans les abroger ; étendre et placer les lois civiles à côté des lois ecclésiastiques, sans affaiblir l'autorité ni des unes, ni des autres. »

(3) Rapport de Durand de Maillanne (décembre 1790). L'incident qui déterminait l'intervention de Durand de Maillanne vaut d'être conté. Le curé de St-Sulpice avait refusé de publier les bans du célèbre acteur Talma qui voulait se marier, Talma protesta auprès du comité ; Durand de Maillanne fit un rapport et développa la thèse du mariage contrat civil. Cet incident qui fit quelque bruit contribua certainement à l'impopularité du clergé, au moins à Paris.

tive se rangea à cet avis et la constitution de 1791 consacre définitivement le principe du mariage contrat civil (1) :

« La loi ne considère le mariage que comme contrat civil. Le pouvoir législatif établira pour tous les habitants sans distinction, le mode par lequel les naissances, mariages et décès seront constatés ; et il désignera les officiers publics qui en recevront et conserveront les actes. »

Il ne faudrait pas croire pourtant que, dès septembre 1791, l'assemblée fût prête à adopter le divorce. Durand de Maillanne dans le rapport même que nous citons plus haut affirme l'indissolubilité du mariage, la plupart des députés sont rien moins que résolus à adopter le divorce ; il faudra l'insistance des pétitionnaires et leurs objurgations répétées (2) pour que l'assemblée

(1) Titre II, article 7. — Ce fut Martineau, avocat au parlement, qui présenta à la Constituante le projet de constitution civile du clergé (divisé en 4 titres) dont l'état civil est la conséquence. Les prêtres prêtent serment, le chiffre de leur traitement est fixé, *ils sont placés sous la surveillance de la municipalité* ; l'élection est substituée aux formes canoniques dans la nomination des titulaires ecclésiastiques, — c'est le renversement de l'autorité papale (Cf. Bardoux, p. 270, 271). C'est la Législative, succédant à la Constituante le 30 septembre 1790 qui vota la Constitution de 1791.

(2) 8 avril 1790, le sieur Matigny présente à l'Assemblée un ouvrage sur le divorce, mention au procès-verbal (*Arch. nat.*, AD XVIII B 22, p. 4). Pétition d'un citoyen philosophe à la Législative, 4 octobre 1791, d'un sieur Durand, de Paris, 1^{er} novembre 1791, du sieur Benoist de La Mothe (2 novembre même année), citoyen de Château-du-Loir (Sarthe), qui demande l'établissement du divorce « comme seul moyen d'anéantir les dissensions qui règnent dans les familles et de prévenir les crimes qui en sont la suite » ; le comité des pétitions fait un rapport sur cette pétition et observe que : « si l'acte constitutionnel admet le

décède enfin le principe du divorce, le 30 août 1792.

divorce, il faut des lois explicites qui en règlent les effets ». Cette pièce très curieuse a été publiée par M. O. Martin (*La crise du mariage dans la législation intermédiaire*) (Arthur Rousseau éd., 1901) (Cf. appendice, pièce I). — Pétition du sieur Robin, 21 décembre 1791. Pétition de Anne Catherine Waterlot Bagot (3 février 1790) à la Législative : « Plusieurs fois on a proposé à la Constituante une loi qui permit le mariage des prêtres et le divorce ; plusieurs fois elle a éludé la question... si vos prédécesseurs ont cru devoir envelopper la vérité d'un nuage, respectons leurs motifs, mais rendez-leur grâce, Messieurs, de vous avoir laissé quelque chose à faire pour la liberté et pour le bonheur des français... déchirez la gaze légère que, dans leur triomphe rapide, ils ont laissée sur la statue de la Vérité... c'est surtout pour le sexe qu'on est convenu d'appeler le plus faible et qui cependant s'est montré le plus ardent pour la Révolution, c'est pour ce sexe jusqu'ici soumis aux volontés arbitraires de l'autre que le divorce est plus nécessaire et c'est celui qui abusera le moins de cette liberté... » (Toutes ces pétitions se trouvent dans les cartons du Comité de législation, *Arch. nat.*, Série DIII). Le 13 février 1792 (séance de la Législative du 13 février, présidence de Condorcet, cf. A. P.) Aubert-Dubayet, secrétaire, lit la lettre de plusieurs citoyens et citoyennes du département de Paris ainsi conçue : « Messieurs, l'assemblée législative, sans cesse détournée de ses travaux par d'artificieuses manœuvres, est forcée de suspendre les lois nécessaires pour statuer définitivement sur l'état des fils de famille et celui des femmes qui est plus dépendant et plus servile que jamais. L'état du mariage mérite une attention scrupuleuse et vigilante. C'est une question sentie mais non examinée sous ses véritables rapports, sous les rapports civils et politiques. Considérez, messieurs, que *tant que le despotisme sera dans nos foyers*, nous ne pouvons nous faire considérer comme une race d'hommes libres. Les générations naissantes, familiarisées avec le sentiment de la crainte, comme avec l'action du caprice, ne seront ni valeureuses, ni raisonnables. Considérez que les nations étrangères ne croiront pas que nous établissons le règne de la liberté et de l'égalité, si la puissance paternelle et celle maritale gardent le caractère du despotisme... etc. », suivent les signatures ; l'assemblée renvoie cette lettre au Comité de législation. Le 19 mars 1792 le livre du sieur William-William, jurisconsulte anglais, sur le divorce, est communiqué à l'assemblée, mention honorable au procès-verbal. Le 7 avril 1792, députation de femmes à la Législative, la citoyenne Aelders, orateur de la députation, demande le divorce

Analysons donc cette séance (1).

AUBERT DUBAYET. — « ... Vous considérez le mariage comme un contrat civil ; mais, en rendant hommage au principe, vous n'avez point encore parlé de la manière dont ce contrat pourra être rompu... pour nous qui vivons sous l'empire de la liberté et qui avons juré de conserver ce bien précieux, l'hymen ne saurait admettre l'asservissement d'une seule des parties... nous voulons que toutes les unions reposent sur le bonheur et nous parviendrons à ce but en déclarant que le divorce est permis.. loin de rompre ainsi les nœuds de l'hymen, vous les serrerez davantage : dès que le divorce sera permis, il sera très rare... on supporte plus facilement ses peines quand on est maître de les faire finir.. Oserai-je me citer pour appuyer l'opinion que je développe. Uni à une épouse de vingt ans, dont je tiens toute ma fortune, ne serait-il pas juste qu'elle jouît du bénéfice de votre loi, si j'avais le malheur de devenir un jour indigne d'elle ? » (*Vifs applaudissements.*)

(*Journ. des Débats*, XII, 23). Le 22 juin 1792 : pétition signée : Roche et 39 signatures, citée plus haut chap. III en note, p. 32.

(1) Assemblée nationale législative, séance du 30 août 1792 (Cf. A.P.) Le 20 août 1792 le Comité de législation avait été chargé de présenter un rapport sur le divorce dans les trois jours, il n'y avait pas eu de discussion. Le 7 juillet, au cours de la discussion du projet de décret du Comité de législation sur le mode par lequel naissances, mariages et décès seront constatés, M. Ducastel disait : « Le mariage présente deux portions : l'une par laquelle on unit les personnes ; l'autre par laquelle on règle leurs droits. La première est celle qui nous occupe maintenant. La seconde sera l'objet d'une loi nouvelle. Bientôt vous direz si la puissance maritale est ou n'est pas le droit commun, et si les contractants peuvent ou ne peuvent pas déroger au droit. » — (Cf. *Moniteur.*)

MURAIRE (rapporteur) propose de décréter le *principe* du divorce. —

« L'assemblée déclare que le mariage est un contrat dissoluble par le divorce. » *La salle retentit d'applaudissements.*

Le comité de législation est chargé de faire un rapport incessamment (1). A partir de ce moment l'idée est définitivement lancée, Léonard Robin présente son rapport le jeudi 6 septembre : —

« Votre amour pour la liberté vous faisait désirer depuis longtemps de l'établir au milieu même des familles et vous avez décrété que le divorce avait lieu en France. La Déclaration des droits et l'article de la constitution, qui veut que le mariage ne soit regardé par la loi que comme un contrat civil (2), vous ont paru avoir consacré le principe, et votre décret n'en est que la déclaration.... Le comité a cru devoir conserver ou accorder la plus grande latitude à la faculté du divorce, à cause de la nature du contrat de mariage qui a pour base principale le consentement des époux et parce que la liberté individuelle ne

(1) Léonard Robin est nommé rapporteur. Léonard Robin, né à Angoulême en 1745, député de Paris à la Législative, nommé en l'an VIII commissaire du gouvernement près le tribunal de 1^{re} instance, était juge suppléant. Cf. p. 937, t. II (Douarche).

(2) M. Esmein (*Histoire du Droit français de 1789 à 1814*, p. 227) fait remarquer que l'on peut très bien concevoir le mariage civil comme indissoluble et il en conclut que les révolutionnaires encore imprégnés de la doctrine catholique qui, depuis des siècles, rattachait l'indissolubilité au sacrement du mariage appuyaient la faculté du divorce sur l'affranchissement de cette doctrine... « il semblait que par là même on rendait le mariage dissoluble. »

peut jamais être aliénée d'une manière indissoluble par aucune convention (1). »

Ces paroles du rapporteur déterminent, dès le début des discussions, l'esprit de la législation nouvelle : si le mariage, qui est un contrat comme tous les contrats, n'est pas dissoluble, il est une aliénation de la liberté individuelle que la loi doit sauvegarder.

L'impression du rapport de Robin est ordonnée et l'assemblée ajourne à trois jours les débats ; elle veut en finir avant de céder la place à la Convention et aura le 13 septembre sa discussion la plus sérieuse sur le divorce.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Suite de la séance permanente du 10 août.

Jeudi 13 septembre (2).

Discours de M. Sedillez (tendant à instituer un « jury de répudiation » pour éviter les excès pouvant résulter du divorce par la volonté d'une seule des parties).

M. SEDILLEZ (3). — « Vous avez adopté le divorce : c'est moins une loi nouvelle que vous allez faire, qu'un retour à la loi naturelle.

« Je n'examinerai pas les effets moraux ou politiques qui peuvent en résulter ; j'observerai seulement, en passant,

(1) Cf. *Moniteur*, séance du 6 septembre 1792 (suite de la séance permanente du 10 août), présidence de M. Hérault.

(2) Cf. *Moniteur*.

(3) Sedillez, député de Seine-et-Marne, né à Nemours en 1745, avocat à Nemours, nommé en l'an XIII inspecteur général des écoles de droit.

que si le principe en est utile, s'il peut convenir à nos mœurs, il me semble que lorsqu'avec beaucoup d'art et de sentiment, on a cherché à intéresser votre sensibilité en faveur d'un sexe alternativement adoré et opprimé, on a produit sur vous un grand effet, sans faire un grand raisonnement en faveur du divorce.

« En effet, messieurs, je ne pense pas qu'à tout prendre, ce soient les femmes qui gagnent le plus à cette nouvelle institution.

« Il est à craindre que, dans les mains du mari, ce ne soit un moyen de plus d'abuser de sa puissance ; car, oserai-je le dire, la Liberté et l'Egalité n'existent pas encore en France pour les femmes. Le divorce ne sera jamais pour elles qu'un triste remède... Je fais cette réflexion non pour critiquer un principe que tant d'autres raisons peuvent avoir sollicité de votre sagesse, mais parce qu'en matière de législation surtout, il peut être dangereux de laisser croire qu'on s'est déterminé à une bonne loi par un motif insuffisant... »

M. Sedillez veut d'abord « préserver les citoyens de toute précipitation dans une démarche aussi importante ».

1° Pour cela il veut instituer un intervalle appréciable entre le projet de divorce et sa consommation. Il veut en outre donner à l'acte du divorce un grand caractère de solennité (1).

(1) Cette idée, qui inspira les fêtes décadaires, se retrouve dans la loi de 1884, où le législateur prévoyait une sorte de cérémonie du divorce qui fut promptement supprimée.

2° Quant à la « répudiation » il craint qu'elle ne soit susceptible de favoriser la légèreté de certains ; aussi veut-il la réglementer d'une façon particulière et voici quelle est son originale invention :

« ... Je me contenterai de poser le principe : que la répudiation sera admise pour toute cause *grave* qui ôterait à celui qui réclame toute espérance de trouver, dans l'union qu'il a contractée, le bonheur qu'il devait naturellement y chercher. »

Pour appliquer ce principe, Sedillez veut établir un « *Jury de répudiation* ».

« Le seul moyen de nous procurer une justice exacte, c'est de nous former une *conscience judiciaire*, seule règle de tous les jugements : c'est ce que l'établissement du jury a créé au criminel. Nous ne pouvons pas trop étendre cette précieuse institution (1) ; et ce ne sera que par des lois infiniment simples, que nous parviendrons à l'établir au civil... Je crois que ce jury (de répudiation) aurait atteint le degré désirable de perfection, s'il était composé de personnes nommées en nombre égal par chacune des parties, et par le procureur de la commune du lieu.

« Je hasarderai aussi de proposer de composer le jury de répudiation, de femmes, si c'est le mari qui provoque ;

(1) Les jurisconsultes érudits de la Révolution, les admirateurs des institutions anglaises et les lecteurs de Montesquieu sont très fêrus du jury, ils le considèrent comme une vieille institution française et en retrouvent l'essence dans le *jugement par les pairs* du Moyen-Age (Cf. Esmein, *Histoire du Droit français* (1789-1814), p. 97 et 98).

et d'hommes, si c'est la femme qui veut répudier. (*On applaudit.*)

« Je prie de considérer qu'il est ici question de choses dont les femmes doivent être de très bons juges, et même des juges assez sévères ; et d'ailleurs, n'est-il pas temps enfin de compter pour quelque chose dans notre gouvernement, dans notre législation, la raison et l'esprit des femmes, qui, sous plusieurs rapports, ne le cèdent en rien à l'esprit et à la raison des hommes. » (*Nouveaux applaudissements.*)

M. DUCASTEL répond à Sedillez que le comité ne peut pas abandonner le principe du divorce par la volonté d'une seule des parties. On a tâché d'éviter les divorces « de caprice » en privant de quelques avantages la partie qui demande le divorce et en la condamnant aux dommages. Le comité ne peut faire plus... « Une femme peut avoir à se plaindre d'injures graves, dont elle rougirait peut-être d'alléguer les preuves ; vous ne devez pas la réduire à dévorer ses larmes. La loi doit, en ce cas, lui accorder faveur... » *La séance est suspendue, elle reprend à 3 h. 1/2.*

M. MAILHE. — Il commence en disant qu'il n'approuve pas toutes les vues de M. Sedillez. Mais que quelques-unes sont excellentes, entre autres il approuve son jury, pourvu qu'il soit composé d'hommes et de femmes, car :

« Une des plus grandes difficultés sera de savoir s'il faudra le consentement respectif des deux époux pour opérer le divorce, ou la demande d'un seul... Pour la répudiation,

c'est-à-dire lorsqu'un des époux demande à être séparé de l'autre ; alors il faut des cas déterminés ; il faut des motifs bien constatés pour l'obtenir ; il faut des lois qui ne laissent pas le mariage au caprice ou à l'inconstance... »

M. THURIOT... proteste en disant que ce serait barbare de contraindre les familles à des discussions déshonorantes.—« Je demande que, dans tous les cas, les époux obtiennent le divorce sans en dire les causes ! »

M. LÉONARD RUBIN (rapporteur) :

« Les principales difficultés sont de distinguer le divorce de la répudiation (1), et de savoir s'il faut *déterminer* les causes du divorce ou non. La première difficulté n'en est une que de mots : car le mot de répudiation ne se trouve même pas dans le texte proposé par le comité... La seconde est de savoir si la demande en divorce sera fondée sur des motifs déterminants... or si le juré (proposé par M. Sedillez) pouvait refuser le divorce, il prononcerait dans ce cas un jugement d'esclavage, et cela n'est point dans nos mœurs. Je ne crois pas que l'on puisse insister sur le projet de M. Sedillez qui distingue le divorce de la répudiation. »

M. TARTANAC. — « Laissons là les mots et attaquons-nous aux choses, distinguons le divorce *volontaire* du divorce *forcé*. Lorsqu'il y aura consentement unanime, le divorce sera volontaire, lorsqu'il n'y aura consentement que d'un seul, le divorce sera forcé. »

(1) Le divorce demandé et obtenu par un seul des époux « pour cause d'incompatibilité d'humeur ou de caractère, sans autre indication de motifs » est bien un souvenir du *repudium* romain ; voir à ce sujet M. Esmein, *Histoire du droit français de 1789 à 1814*, p. 229.

M. DELACROIX. — « Il faut rayer de la loi le mot de répudiation » (il conclut à l'adoption du projet du comité et au rejet de celui de Sedillez). (*Applaudissements.*)

M. MAILHE. — « Vous n'avez pas besoin de distinguer les cas du divorce, puisque vous voulez que, sur la demande d'un seul, il soit prononcé. Il est inutile de faire une loi si étendue, il suffit de décréter un seul principe. »

M. CANBON (proteste en disant que, au cas de la demande d'un seul, on veut accorder un délai de réflexion avant la prononciation) « Ainsi la loi doit distinguer ces deux cas. » (*Applaudissements.*)

M. LÉONARD ROBIN (rapporteur) donne lecture du premier principe contenu dans l'article 1^{er}; il est adopté dans la forme suivante :

« Le divorce est la dissolution du mariage, du vivant des conjoints : il a lieu par le *consentement mutuel* du mari et de la femme en faisant leur déclaration devant un officier public, fondée sur la simple allégation d'incompatibilité d'humeur ou caractère. »

Le rapporteur présente ensuite le second principe contenu dans l'article 1^{er} :

« Le divorce pourra avoir lieu sur la demande *de l'un* des époux. »

M. HENRY-LARIVIÈRE. —... « si vous décrétez que la simple volonté d'un seul suffira pour rompre un mariage, demain il n'en existera plus dans la société. Je voudrais que celui qui demanderait le divorce fût tenu d'alléguer des faits sur lesquels on jugerait sa demande. »

M. DUCASTEL donne l'explication suivante :

« Le contrat de mariage est purement civil ; c'est un contrat de société, par lequel deux personnes mettent en commun leurs biens, leurs plaisirs et leurs peines. Eh bien ! tout contrat de société est dissoluble par la simple volonté de l'une des parties, sauf par elle à payer les dommages et intérêts qui résultent de cette rupture. Mais si, par exemple, une femme est frappée tous les jours par son mari, elle allègue son fait, le prouve, le mari est déclaré *prévaricateur* et le contrat est dissous sans dommages et intérêts. » (*Applaudissements.*)

Ces dernières paroles de Ducastel montrent à quel point les membres du comité de législation tenaient à leur conception contractuelle du mariage. Ce point de vue s'écarte singulièrement de celui du code civil et de celui de la loi de 1884. Les légistes révolutionnaires considèrent le divorce comme un *droit*, la loi actuelle le considère comme une *exception* au principe idéal de l'indissolubilité (1). Les légistes de 92, épris de liberté individuelle, se refusent à envisager le côté « social » du mariage ; c'est de quoi se plaindront surtout par la suite les anti-divorciaires.

Après cette séance du 13 septembre où la discussion fut, on le voit, assez animée, il n'y aura pour ainsi dire plus de débat pendant les séances du 14, du 16 et du 19 (2) ; la loi sera votée le 20, à une séance du soir, sans discussion.

(1) Cf. discours de Treilhard au Conseil d'Etat : *Le divorce est le remède d'un mal.*

(2) Cf. *Moniteur*.

Elle a donc bien un caractère de hâte et d'improvisation. L'assemblée est nerveuse, impatiente, inquiète ; pendant la séance du 13 septembre (1), des bataillons de volontaires défilent dans la salle, on lit des bulletins de Dumouriez concernant les opérations de l'armée du Nord... faudra-t-il envoyer de nouvelles troupes ?— Dans des moments semblables la question du divorce apparaît bien au second plan, on la discute parce qu'il le faut, mais sans zèle, les députés procèdent avec fièvre à une de ces liquidations sommaires qu'aiment à faire les assemblées lorsqu'elles vont abandonner leurs pouvoirs à une autre.

(1) Cf. *Moniteur*.

BIBLIOGRAPHIE : — Esmein, *Histoire du droit français de 1789 à 1814* ; Aulard, *Etudes et leçons sur la Révolution française* ; Mignet *la Révolution française* ; Glasson, *Le mariage civil et le divorce* ; Carpentier, *Du divorce* ; O. Martin, *La crise du mariage dans la législation intermédiaire* (thèse Paris, 1901) ; *Les élections et les cahiers de Paris en 1789*, par Chassin (Paris, 1888-1889, IV vol.) ; Sirey, *Code intermédiaire* ; Pothier, *Œuvres* (éd. Sirey) ; Merlin, *Répertoire de jurisprudence* (Bruxelles, 1825, 1828) ; Denisart, *Collection de décisions nouvelles* (Paris, 1771) ; Duvergier, *Collection complète des lois* (t. IV, p. 556 et suiv.) ; G. Michaud, *Biographie universelle* ; Bardoux, *Les légistes, leur influence sur la société* ; Locré, *Travaux préparatoires du Code civil* ; Le Hodey, *Journal de l'Assemblée nationale*, collection du *Moniteur. Journal officiel. Archives parlementaires, Journaux de l'époque révolutionnaire* (*Bibl. nat.*), *Journal des Débats. Invocation, Hymnes et autres exercices pour honorer l'Etre Suprême et Plan de fêtes à l'amour et à la tendresse conjugale* (*Bibl. nat.*, Lb. 41, 3864), *Pétition à l'Assemblée nationale*, par Montaigne, Charron, Montesquieu et Voltaire (Paris, 1791, *Arch. nat.*, A DII 33) ; *Archives nationales*, série DIII et ADXVII B.

CHAPITRE V

LA LOI DU 20 SEPTEMBRE 1792.

SOMMAIRE.

Caractère « constitutionnel » de la loi. — Causes et modes de divorce.

— Les enfants. — Procédure. — Insuccès des tribunaux de famille.

— Divorces d'émigrés. — Causes de divorce qui ne sont pas admises aujourd'hui. — Décrets facilitant le divorce. — La loi n'est appliquée intégralement que très peu de temps. — Décret de thermidor.

La loi du 20-25 septembre 1792 établit qu'« *aux termes de la Constitution*, le mariage est dissoluble par le divorce ». La faculté de divorcer est clairement déduite de ce que, d'après la Constitution de 1791 (1), le mariage est essentiellement un contrat civil ; le préambule de la loi est explicite à cet égard : « L'Assemblée considérant combien il importe de faire jouir les Français de la faculté du divorce, qui résulte de la liberté individuelle dont un engagement indissoluble serait la perte ; considérant que, déjà plusieurs époux n'ont pas attendu (2) *pour jouir de la disposi-*

(1) Cf. loi du 20 septembre 1792 sur l'état civil : « *Aux termes de la Constitution*, le mariage est dissoluble par le divorce » (art. I, section V).

(2) Quelques citoyens divorcèrent par devant notaire avant la promulgation de la loi. Un juge de paix de Paris, Charles Bosque, de la section des Enfants-Rouges, prononça un divorce le 12 septembre. Il fit part de cet événement à l'Assemblée, et le ministre de la justice fit imprimer cet acte de divorce avant la lettre (*Arch. nat.*, AD¹, 33).

tion constitutionnelle d'après laquelle le mariage n'est plus qu'un contrat civil, que la loi eût réglé le mode et les effets du divorce... » La loi a donc bien ce caractère de « loi constitutionnelle » sur lequel nous avons insisté dans les chapitres précédents.

Nous ne voulons pas énumérer ici tous les articles de la loi que nous reproduisons dans nos annexes ; nous nous bornerons à signaler les dispositions particulières de la loi du 20 septembre.

On peut, d'après la loi de 1792, divorcer : 1^o par consentement mutuel ; 2^o sur la simple allégation par l'un des époux d'incompatibilité d'humeur ou de caractère ; 3^o pour sept causes déterminées.

Le divorce pour cause déterminée n'exige aucun délai d'épreuve ; le divorce pour cause d'incompatibilité comporte trois tentatives de conciliation ; le divorce par consentement mutuel est précédé de deux tentatives de conciliation, après quoi le divorce est de droit. Les époux divorcés peuvent se remarier ensemble. La séparation de corps est supprimée (1).

Le divorce est prononcé par l'officier public chargé de

(1) La suppression de la séparation de corps est un coup direct porté à l'Eglise catholique, toutefois l'Assemblée voulait-elle d'ores et déjà supprimer le culte catholique ? On peut en douter, elle voulait surtout le républicaniser. Le 22 janvier 1793, sous la Convention, le Conseil exécutif provisoire interdit aux évêques, curés, vicaires et autres prêtres du culte catholique « d'exiger avant de donner la bénédiction nuptiale des conditions que la loi du 20 septembre ne commande pas » (voir Esmein, *op. cit.*, p. 226). N'est-ce pas clairement demander à l'Eglise d'accorder la bénédiction nuptiale aux divorcés désireux de se remarier ? La Convention espère encore s'attirer le clergé français ; elle

l'état civil qui dresse l'acte du divorce, mais qui n'a aucun pouvoir d'appréciation.

Le divorce est de droit pour tout conjoint antérieurement séparé de corps (1). Le divorce entraîne séparation de biens, les donations pour cause de mariage et pendant le mariage restent nulles. Les dispositions réglées à ce sujet par l'ancienne législation de la séparation de corps ont été peu modifiées (2).

ne lutte que contre Rome. Voir à ce sujet *Explications par ordre de matières des lois nouvelles sur le mariage et le divorce*, par le citoyen Vermeil (ancien jurisconsulte), Paris, chez Rondonneau, an VII. « Dans le nouvel ordre de choses où nous sommes, nos législateurs ont pensé qu'il serait impolitique de laisser à un pontife étranger la plus légère influence sur des engagements contractés parmi nous ; ils ont cru à l'exemple de beaucoup d'autres nations que le mariage n'était autre chose qu'un contrat civil entre l'homme et la femme, mais qui devait être fait avec le concours de l'autorité publique, à raison de son importance et pour l'intérêt des mœurs ; que les opinions religieuses étaient une affaire de l'homme à Dieu, et qu'il dépendait des parties contractantes d'invoquer la faveur du ciel, en faisant bénir leur lien suivant le rite qu'elles auraient adopté. » C'est un député nommé Gossin qui demanda la suppression de la séparation de corps (Cf. *Arch. nat.*, AD ^{xviii}, c. 162) : « Il faut supprimer ce célibat forcé. »

(1) Il y eut assez peu de conversions de séparations de corps en divorces, environ 1/45 seulement. Cf. O. Martin, *op. cit.*, p. 164. Ces conversions amenèrent quelquefois des difficultés, nous voyons notamment dans les cartons du Comité de législation, DIII, 361 (*Arch. nat.*), une pétition du citoyen Mouret qui demande :

« 1° S'il doit être alloué des indemnités à l'époux contre lequel le divorce a été prononcé pour fait d'incompatibilité d'humeur et de caractère.

« 2° Si par l'article 10 du titre III de la loi, on ne doit pas ranger dans la classe des séparations de corps, celles faites volontairement et sans aucune formalité de justice. Avant la loi, en effet, Mouret, séparé de corps, recevait de sa femme une pension annuelle de 6.000 francs (par transaction sous signature privée), et depuis la loi, la dame Paignon, femme de Mouret, avait provoqué le divorce.

(2) La loi de 1884, comme celle de 1804 et de 1792, adopte, au point

Quant aux enfants, si le divorce a lieu par consentement mutuel ou pour incompatibilité d'humeur, les filles sont données à la mère, les garçons, de plus de sept ans, au père. Si le divorce a été prononcé pour cause déterminée, c'est l'assemblée de famille qui décide du sort des enfants (1). Ceux-ci, en outre, conservent tous leurs droits (droits successoraux, droit aux aliments) ; le législateur ne veut pas que les enfants soient victimes d'un acte dont ils ne sont pas responsables.

Quant à la procédure du divorce, elle n'est pas aussi aisée qu'il apparaît d'abord, le tribunal de famille sur lequel les révolutionnaires basaient tant d'espérances ne répondit qu'assez mal à ce qu'ils en attendaient (2).

Le tribunal domestique manquait incontestablement d'autorité à cause de l'absence d'instruction juridique de ceux qui le composaient. De plus, la disposition de l'article 1^{er} du paragraphe 2 de la loi qui permettait au mari et à la femme de choisir des amis à défaut de parents, introduisit dans l'assemblée de famille des hommes d'affaires

de vue des biens, les mêmes dispositions que pour la séparation de corps.

(1) Les dispositions de la loi (§ 4) sont la consécration des idées de Bouchotte dont nous avons plusieurs fois cité la brochure (*Arch. nat.*, ADII, 33). Un député proposa d'enlever les enfants aux époux pour les donner à l'Etat (Cf. Sagnac, *op. cit.*, p. 290).

(2) Seligman (*op. cit.*, p. 396 et 397). « Le tribunal de famille n'a pas, non plus, présenté les avantages qu'en attendait un législateur bien intentionné... Ce tribunal domestique manquait d'autorité pour trancher les débats graves et irritants qui se soulèvent en famille. Les appels, au district, étaient fréquents... L'assemblée de parents, dépourvue d'instruction juridique, devait recourir aux conseils des légistes : les hommes d'affaires régnaient en maître dans ces tribunaux. »

plus ou moins retors qui compliquaient la procédure à plaisir. Nous analyserons dans le chapitre VII un procès datant de 1793, et l'on verra que, pour la longueur des délais, la multiplicité des significations et la complication des actes, la loi du 20 septembre ne le cède en rien à notre loi actuelle (1).

En outre les appels du tribunal de district étaient fréquents, ce qui rendait assez illusoires les bienfaits du tribunal de famille (2).

Quant aux divorces pour cause d'émigration, ils furent assez nombreux (3). Le 9 novembre 1792 la Législative avait décidé que les Français assemblés au delà des frontières étaient suspects de conjuration contre la patrie ; ils seraient traités en conspirateurs, deviendraient punissables de mort, leurs biens seraient perçus au profit de la nation

(1) Voir ch. VII, les pièces du divorce Suzan (*Arch. nat.*, W. 129) ; ce divorce, d'une procédure compliquée, dura un peu plus d'un an (12 février 1793 au 30 février 1794). Cf. Lettre adressée au Comité de législation (*Arch. nat.*, DIII, 361) (signée Goroy), 21 juin 1793. « Les arbitres, ordinairement *gens de loi*, sont toujours imbus des idées de l'ancien régime et, par conséquent, très éloignés de l'esprit de ce tribunal. »

(2) Notons en outre que le décret du 8 nivôse an II, que nous analysons plus loin, élargissait la compétence des tribunaux de famille, mais exigeait que leurs opérations fussent terminées *dans le délai d'un mois* ; faute de quoi l'affaire était portée devant les tribunaux de district.

(3) Cf. Douarche, *Tribunaux civils à Paris sous la Révolution*, t. II, p. 839, 840. 48^e conférence. Hôtel du département de la justice, jeudi 13 décembre 1792 (7 h. du soir). Il est décidé sur le rapport du citoyen Robin : Quant aux femmes d'émigrés :

1^o La communauté est dissoute de droit par la mort civile.

2^o Les intérêts civils doivent être réglés avec le procureur général syndic du département.

3^o Le divorce, s'il est demandé, doit être demandé *contre* le mari, qui peut seul y défendre, quoiqu'absent.

sans préjudice toutefois *des droits de leur femme, de leurs enfants et de leurs créanciers légitimes* (1).

Le divorce pour cause d'émigration eut, de ce fait, un succès assez inquiétant pour les révolutionnaires. Beaucoup de femmes d'émigrés divorcèrent pour conserver leur patrimoine et frustrèrent ainsi la nation de biens qui devaient légalement lui revenir (2).

Nous voyons que la loi de 1792 comprend trois causes de divorces qui ne sont pas admises aujourd'hui : 1° la démence ou folie de l'un des époux (3), 2° l'absence d'un des époux sans nouvelles, pendant cinq ans, 3° l'émigration.

Dans un cas du divorce pour cause déterminée (l'absence sans nouvelles pendant cinq ans), l'époux demandeur pouvait directement se pourvoir devant l'officier public de son domicile, lequel prononçait le divorce sur la simple présentation d'un acte de notoriété constatant cette absence.

(1) Mignet, *Révolution française*, p. 226.

(2) *Décret de la Convention* (4 germinal an II). « La Convention... décrète : Nulle femme ou fille d'émigré, soit qu'elle soit divorcée ou non, ne pourra épouser un étranger, ni sortir du territoire de la République, ni vendre ses biens, sous peine d'être traitée comme émigrée. » Signé : Auger (*Arch. nat.*, AD^{II}, 38). Cf. également DM, 361, lettre du ministre de l'intérieur au président de la Convention. Il demande que l'on suspende la loi sur le divorce relativement aux émigrés et aux étrangers jusqu'à la fin de la guerre. « On peut être assuré que les femmes d'émigrés se serviront du divorce pour rentrer en possession de leurs biens, puis, par l'effet du jugement, elles feront passer la majeure partie de leur fortune à leurs maris qui s'en serviront contre la République. »

(3) On sait que les lois de 1804 et de 1884 n'admettent plus cette cause. Les époux se doivent mutuellement aide et assistance.

Malgré les complications de procédure qui retardaient un peu l'acte de divorce dans les autres cas, la faculté de divorcer était singulièrement large ; elle fut encore facilitée par les décrets du 8 nivôse an II, des 4 et 9 floréal an III, du 24 vendémiaire an III (1). Bien que les tribunaux de famille ne soient pas aussi zélés que les législateurs l'espéraient, bien que certaines municipalités se montrent hostiles (2), la loi du 20 septembre est assez généralement appliquée et le mariage est devenu une union libre régulièrement constatée par la loi pour établir la filiation.

Elle fut appliquée intégralement à partir de septembre 1792 jusqu'au 15 thermidor an III (3). Son application qui

(1) Décret du 8 nivôse an II (décembre 1793) :

1° Les tribunaux de famille peuvent connaître des contestations relatives aux droits *pécuniaires* des époux divorcés ;

2° Le mari *peut se remarier immédiatement* après le divorce. La femme *après dix mois* révolus ;

3° Dans le cas où le mari avait abandonné son domicile *depuis dix mois*, la femme pouvait *se remarier aussitôt* après le divorce.

Décret des 4-9 floréal an II :

Sur acte authentique ou de notoriété publique, deux époux *séparés de fait depuis plus de 6 mois* pouvaient se remarier *sans délai* d'épreuve.

Les *divorces hâtifs* survenus entre la Constitution de 1791 et la promulgation de la loi du 20 septembre sont reconnus *valables*.

Loi du 24 vendémiaire an III :

Si le demandeur établit par acte authentique ou de notoriété publique que son époux est *émigré* ou *résidant à l'étranger*, son divorce est prononcé sans *aucune citation*.

(Cf. annexes, l'acte de divorce femme Malescot.)

(2) L'article 5 du décret du 4 floréal montre qu'il y eut un certain nombre d'officiers municipaux rétractaires : « Tous officiers municipaux qui ne voudront pas recevoir une action en divorce, ou qui refuseront de la prononcer... seront destitués et pourront être condamnés à des dommages et intérêts... »

(3) Décret qui suspend l'exécution des lois des 8 nivôse et 4 floréal

dura à peine plus de deux ans, concorda très exactement avec la période la plus troublée de la Révolution.

an II relatives au divorce (du 15 thermidor an III).

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité de législation, décrète :

ART. 1. — L'exécution des lois des 8 nivôse et 4 floréal de l'an II, relatives au divorce, demeure suspendue à compter de ce jour.

ART. 2. — Le Comité de législation est chargé de réviser toutes les lois concernant le divorce, et de présenter dans le délai d'une décade le résultat de son travail. »

BIBLIOGRAPHIE : — Dalloz, *Répertoire* ; Duvergier, *Collection complète des lois* ; Esmein, *Histoire du droit français de 1789 à 1814* ; Ed. Seligman, *La justice en France pendant la Révolution* ; Douarche, *Tribunaux civils à Paris sous la Révolution* ; Ph. Sagnac, *Législation civile de la Révolution* ; Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil* ; O. Martin, *La crise du mariage dans la législation intermédiaire* ; Mignet, *La Révolution française* ; Vermeil, *Explication des lois nouvelles sur le mariage et le divorce* (Rondonneau, an VII) ; *Archives nationales*, ADII, 33, ADII, 38, ADXVIII, 162, DIII 361, W 129.

CHAPITRE VI

APPLICATION DE LA LOI. — STATISTIQUE.

SOMMAIRE.

Accueil fait à la loi à Paris. — Imperfection des statistiques. — Lès divorces à Paris et en province. — Statistique des divorces à Toulouse. — Le divorce est populaire surtout dans les villes.

Dès que la loi fut promulguée, elle fut accueillie avec joie par Paris (1), quoique de nombreux citoyens la trouvassent trop modérée. Sedillez déclare qu' « elle est taillée sur le modèle des lois minutieuses du despotisme » et se plaint des longueurs de la procédure (2), d'ardents républicains dénoncent le manque de zèle de certaines municipalités et supplient la Convention d'abrégier les délais imposés aux époux avant un second mariage (3). Certains souhaitent que « l'aristocratie » compte parmi les motifs déterminés du divorce et veulent que l'on permette aux femmes d'émigrés de se remarier avant un an à compter

(1) Cf. Brochure d'un avocat : Prévost de Saint-Lucien, intitulée : *Formules pour parvenir au divorce et décisions des principales questions qui s'y peuvent rencontrer* (Paris, 1792), compte rendu dans le *Moniteur* du 29 novembre 1792.

(2) Pétition (*Arch. nat.*, DIII, 361) publié par M. O. Martin (*op. cit.*), appendice, pièce III.

(3) DIII, 361 (*Arch. nat.*).

de la publication de leur divorce (1). Aussi le divorce fleurit ; un grand nombre sont causés par les différences d'opinions ; le Comité de législation veille avec un soin jaloux à ce que la loi soit observée, car « il le doit surtout à ces époux qui, outre les travaux de la Révolution, ont eu sans cesse à combattre dans leur propre maison et sous le nom le plus cher un ennemi de la République (2) ». Loin de s'affliger du nombre considérable des divorces les jacobins s'en réjouissent ; il semble qu'ils considèrent leur loi comme un instrument révolutionnaire et qu'ils veuillent s'en faire une arme contre les aristocrates et les obscurantistes. Les décrets de nivôse et de floréal sont votés d'enthousiasme (3) et avant la fin de l'an III on ne peut noter aucun symptôme bien net de réaction.

Ce n'est que vers cette époque en effet que la crise du mariage et de la famille devint évidente pour les contemporains comme elle l'est aujourd'hui pour les historiens de la Révolution. Il ne faudrait pas toutefois accuser de cette crise la seule législation.

Tout d'abord il convient de vérifier soigneusement les statistiques très imparfaites et souvent passionnées du temps (5). Ils ne faut pas notamment en étendre les don-

(1) *Ibid.*, DIII, 361. — Cf. Pétition du citoyen Garnier. M. Martin a publié un grand nombre de ces pétitions.

(2) Rapport de Oudot (4 floréal an II), *Arch. nat.*, ADII, 33.

(3) Le Comité s'était mis en mouvement sur une pétition de la citoyenne Lefebvre, pétition très curieuse dont les principaux passages sont dans le *Moniteur* (8 nivôse an II).

(5) Carion Nisas, dont nous citons les chiffres dans nos annexes

nées à tout le pays et se garder de considérer des troubles

peut nous donner un exemple de statistique légèrement partielle ; si, nous comparons en effet ses chiffres à ceux de Lacuée (*Arch. nat.*, AF^{IV} 1012), nous voyons à Paris (an VIII) selon Lacuée : 3.306 mariages et 684 divorces, tandis que Carion Nisas (an IX) nous signale 4.000 mariage et 700 divorces ; de l'an VIII à l'an IX le chiffre des mariages aurait donc augmenté et celui des divorces aussi, mais dans un mouvement bien moins rapide que celui des mariages. Comment expliquer qu'en l'an X, selon Carion Nisas, il n'y ait plus que 3,000 mariages et 900 divorces ? le saut est assez inexplicable ?

Les statistiques sont donc très douteuses ; Lacuée se plaint de la négligence des maires et conteste quelques chiffres (notamment concernant la population de la Seine et d'Orléans). — Depuis le 1^{er} *prairial an VIII*, on adresse chaque mois au ministre de l'intérieur l'état des changements survenus dans la statistique du département. — La statistique de la Seine est des plus imparfaites le préfet s'en plaint et promet d'y mettre ordre, il veut « une description fidèle » et non « un roman fruit de l'imagination ».

Eure-et-Loir : Avant Lacuée le tableau statistique n'est pas encore rédigé ;

Loiret : Travaux très incomplets ;

Seine-et-Marne : Matériaux incomplets ;

Seine-et-Oise : bons matériaux.

Manière de faire les *statistiques* (notes de Lacuée) :

Les maires tiennent les registres, et les tiennent mal. On voudrait « simplifier la rédaction des actes », « réunir tous les actes dans un seul registre pour éviter les feuilles volantes », « faire imprimer des formules où les noms seraient en blanc », « créer des secrétaires ambulants pour vérifier la rédaction des maires », « assujettir les actes à un droit de timbre ». « Les maires sont moins inexacts à remplir leur office dans les communes populeuses. » « Un abus réside dans ce fait que, dans l'absence de l'officier de l'état civil, on établit une note sur laquelle on rédige l'acte. »

Dans l'Oise ; Réponse à la question suivante : Les registres de l'état-civil sont-ils tenus avec ordre ? « Oui, dans les communes où les officiers publics sont intelligents, et c'est le petit nombre !.. »

Les registres de l'état-civil sont tenus conformément aux lois des 20 septembre 1792 et 3 ventôse an III. Depuis le 1^{er} vendémiaire an IX les actes ont été dressés d'après les modèles prescrits par l'article 10 de l'arrêté du Consul en date du 19 floréal an VIII.

Les registres de l'an IX bénéficieront de cette prescription Il y a à

essentiellement « urbains » (1) comme la marque d'un mal répandu dans toute la France.

Quant à la répercussion de la loi elle-même, elle ne fut peut-être pas aussi grande que certains veulent le croire. Les mœurs font les lois bien plus que les lois ne font les mœurs ; en outre, dans une époque d'agitation et de désordre, on a facilement une tendance à rapporter des effets à des causes totalement ou partiellement étrangères, les rapports de causalité sont difficiles à déterminer.

Si l'on s'étonne notamment du nombre considérable de divorces demandés par les femmes, il ne faudrait pas se hâter de l'attribuer à leur seule démoralisation.

Nous voyons en effet que, du 1^{er} janvier 1793 au 17 juin 1795, les femmes demandèrent 3.868 divorces sur un chiffre total de 5.987 divorces (2). La proportion est énorme. Seulement, sur ces 3.868 demandes de divorce, nous en relevons 1.332 pour cause d'absence de plus de 6 mois (loi

Paris 12 arrondissements d'état-civil (municipalités d'arrondissement). De nombreuses mesures pour assurer la vérification sont proposées : — On propose d'affecter l'instituteur à la constatation de l'état civil et un *notaire* qui inspecterait deux fois par mois (proposition de Lacuée). Même proposition par *Thibaudeau* (Haut-Rhin), *ibid.* par *Najac* (Lyon) (*Arch. nat.*, AF^{IV}, 1015 et AF^{IV}, 1012).

(1) Notons ici qu'aujourd'hui encore le divorce reste une institution essentiellement urbaine. Voici les chiffres de l'année 1908 que nous devons à l'obligeance de M. Yvernès, chef du bureau de la statistique au ministère de la justice :

Paris : 3.445 divorces.

Lyon : 445 divorces.

Seine-et-Marne : 101 divorces.

Côtes-du-Nord : 32 divorces.

(2) Chiffres de M. d'Auteville (*Revue de la Révolution française*,

du 4 floréal), et n'est-on pas fondé à attribuer ces demandes si nombreuses aux massacres, aux exils et aux guerres meurtrières du temps ?

Les divorces si nombreux, comme les massacres d'alors, sont bien plus imputables à la Révolution elle-même qu'à la République ou aux lois. Cela est si vrai que nous verrons le nombre des divorces diminuer non pas à cause de la promulgation de la loi de 1804 (1), mais à cause de la réaction générale qui a caractérisé Thermidor puis le Directoire.

Les sources de la statistique révolutionnaire sont assez peu nombreuses (2). Les registres de l'état-civil sont tenus conformément aux lois des 20 septembre 1792 et 3 ventôse an III et ils sont très mal tenus ; les plaintes à ce sujet sont unanimes. Les meilleures recherches statistiques faites au sujet du divorce révolutionnaire sont sans conteste celles de M. O. Martin, nous lui devons presque tous nos

G. Bord, éd.):

Motifs	Divorces demandés	
	par les hommes	par les femmes
Incomptabilité d'humeur	253	619
Consentement mutuel	548	11
6 mois d'absence (loi du 4 floréal) . .	673	1.332

(1) Voir Annexes, la courbe des divorces à Toulouse qui souligne clairement ce point.

(2) 1° *Le Moniteur* (surtout pour l'an IV et l'an V).

2° Chiffres de la mission Lacuée (*Arch. nat.*, AF^{IV}, 1012).

3° D'Auteville (*Revue de la Révolution française*), ses chiffres sont extraits de *La Décade* du 28 juin 1796.

4° Chiffres de Carion Nisas.

5° De rares registres municipaux.

chiffres et de précieuses références. Nous avons ajouté à ses données une statistique assez complète du divorce dans la ville de Toulouse de 1792 à 1816 (1).

Nous donnons dans nos annexes les statistiques détaillées que nous avons recueillies ; nous voulons nous borner dans ce chapitre à résumer les conclusions que nous en avons tirées.

1° Le divorce est essentiellement urbain ; — nous voyons à Paris (ans VII et VIII), un divorce pour 5 mariages ; à Lyon Brest et Bordeaux (même époque), un divorce pour 10 mariages ; dans la banlieue de Paris, un divorce pour 20 mariages ; tandis que nous voyons en Seine-et-Oise : 72 divorces pour 2.337 mariages, en Eure-et-Loir : 24 divorces pour 2.612 mariages, en Seine-et-Marne : 3 divorces pour 1.438 mariages !

2° Le chiffre des divorces atteint son maximum pendant les années II et III pour décroître sans cesse jusqu'en 1804 ; cette constatation qui est celle de M. O. Martin (2), est très nettement appuyée par la statistique que nous avons recueillie à Toulouse : — An II : 44 divorces ; an III : 63 divorces ; an IV : 24 divorces ; an V : 21 divorces ;

(1) Cette statistique recueillie aux *Archives départementales et municipales de Toulouse* est reproduite en détail aux Annexes ; elle est la seule complète que nous connaissions, elle se poursuit sans interruption de 1792 à 1816.

(2) M. O. Martin constate, il est vrai, qu'il y eut un relèvement sensible du nombre des divorces pendant les trois dernières années de la loi ; mais ce relèvement n'est guère remarquable qu'à Paris et dans quelques grandes villes, telles que Brest et Bordeaux.

an VI : 13 divorces .. ; enfin an XII : 3 divorces et 1804 : 3 divorces. Ces chiffres sont éloquentes. Dès l'an XII, le divorce a vécu à Toulouse, jusqu'en 1816 il n'y aura plus que 3 divorces par an !

On voit que nous étions fondé à affirmer que le divorce révolutionnaire eut une durée très brève. Les divorces qui seront prononcés à partir de l'an IV ne dépasseront pas sensiblement l'ancien chiffre des séparations de corps. La statistique de Toulouse va nous permettre de vérifier cette assertion.

Les séparations de corps (en 1786, 1787, 1788) sont au nombre de 22 par an dans le ressort du Présidial de Toulouse, les divorces (à partir de l'an IV jusqu'en XI) sont ainsi répartis : 24, 21, 13, 20, 22, 20, 21, 21... (1). Leur chiffre moyen, on le voit, n'excède guère celui des séparations de 1786, 1787 et 1788 (2). Ce qui est frappant c'est le saut de ce chiffre de l'an XI à l'an XII (de 21 divorces à 3), et ce chiffre 3 qui se maintient sans cesse de l'an XII à 1816 !

La loi du 20 septembre aurait-elle eu à Toulouse l'effet moralisateur qu'en attendaient les législateurs ? Il est plus probable que la population très catholique de Toulouse

(1) Pour la *ville* de Toulouse. Le ressort du *Présidial* avait une étendue un peu supérieure à celle du département actuel de la Haute-Garonne, mais les séparations de corps en dehors de Toulouse étaient très peu nombreuses.

(2) Nous avons pensé que les paroisses tenaient peut-être un registre particulier et secret des séparations, mais nos recherches sur ce point sont restées infructueuses.

tint surtout à affirmer nettement son désir de voir la loi de 1792 définitivement abrogée.

Nous pouvons tirer de nos statistiques les conclusions suivantes : Le divorce a été populaire dans les villes et surtout à Paris, pendant deux ans et demi, les campagnes, même pendant ces deux années, n'en ont que très peu usé. Le chiffre des divorces tendait à s'équilibrer lorsque la réaction de thermidor rendit impopulaire l'institution « jacobine » du divorce, et le chiffre des divorces baissera sans cesse (1) jusqu'en 1816.

La période des divorces excessifs concorde très exactement avec celle du jacobinisme outrancier, et la République bourgeoise qui succède à la République révolutionnaire comptera le remaniement du divorce parmi ses réformes les plus urgentes.

(1) Sauf le très court moment qui a suivi le coup d'Etat de fructidor.

BIBLIOGRAPHIE : — Mignet, *La Révolution française* ; *Revue de la Révolution française* de G. Bord, année 1883 (article de M. d'Auteville intitulé : *Le Divorce pendant la Révolution*) ; O. Martin, *La crise du mariage dans la législation intermédiaire* ; Collection du *Moniteur*. *Archives parlementaires*. *Archives nationales* : DIII, 361, ADII, 33, AF IV, 1012, AF IV, 1015. Provenance des statistiques : à Paris, ministère de la justice ; à Toulouse, Archives municipales et archives départementales de la Haute-Garonne.

CHAPITRE VII

UN DIVORCE EN 1793.

SOMMAIRE.

Historique résumé du procès Suzan. — Chronologie détaillée de la procédure. — Copies et extraits des pièces principales.

Nous avons fait remarquer, dans le chapitre où nous étudions la loi du 20 septembre, que la procédure des divorces de 1792 n'était pas toujours aussi simple et aussi rapide que le législateur l'espérait. Nous avons indiqué notamment que l'institution du tribunal de famille ne correspondait pas toujours à son but, car les tribunaux de district avaient fréquemment à intervenir. — Rien ne peut mieux illustrer la loi que la procédure complète d'un divorce en 1793. Les pièces inédites du procès Suzan, que nous allons mettre sous les yeux du lecteur, l'éclaireront plus que de longs commentaires.

Louis Suzan (1), âgé de quarante cinq ans, est adjudant à la 29^e division de la gendarmerie nationale dont la ca-

(1) Nous avons rédigé ce résumé très exact, d'après les pièces manuscrites inédites, conservées aux Archives dans les cartons W 429, W 442 et W 444. Nous y renvoyons une fois pour toutes.

serne est à Paris, rue Meslée. Il demande le divorce contre sa femme, Elisabeth-Françoise Desgranges, qui habite chez une fruitière, rue du Four-St-Germain, n° 6.

Louis Suzan est assisté du citoyen Merry, huissier à cheval au cy-devant Châtelet, habitant 382 rue St-Martin. Elisabeth Desgranges, dame Suzan, a pour avoué le citoyen Rougeot, demeurant 124, rue de La Harpe.

Suzan demande le divorce, aux termes de l'article 4 du paragraphe 1^{er} de la loi du 20 septembre 1792 (1), prétendant que sa femme l'a abandonné depuis plus de deux ans.

La dame Suzan multiplie les chicanes, accumule les délais ; Suzan la poursuit obstinément de sommations et d'assignations.

La thèse de Suzan est celle-ci : « J'invoque l'abandon de ma femme comme motif de divorce parce que je veux lui éviter les rigueurs de l'édit de Blois qui prononce la peine de mort contre les femmes qui attendent à la vie de leur mari...

« Mais qu'elle ne me pousse pas à bout ! Elle me discrédite auprès de mes officiers par des communications mensongères, elle écrit des mémoires au journaliste Marat et tente par tous les moyens de me faire perdre ma place.

« Elle a dit et répété que l'un de nous perdrait la vie en cette affaire, et n'a que trop montré jusqu'où pouvait aller

(1) ART. 4. — Chacun des époux peut également faire prononcer le divorce, sur des motifs déterminés ; savoir. . 5° sur l'abandon de la femme par le mari ou du mari par la femme pendant deux ans au moins. C'est ce dernier motif qu'invoque Suzan.

son ressentiment. Lorsque j'habitais rue de Carèmenprenant où j'étais pensionnaire d'une dame Hébert, mon épouse s'étant prise de jalousie vint faire des esclandres dans la maison, me traitant de « voleur, d'escroc, de macreau, et autres injures atroces », elle attroupait les passants et les excitait à m'attaquer, si bien que j'étais obligé de m'esquiver pour me rendre à mon service et de fuir dans les marais du Temple, traqué par ma femme qui me poursuivait comme une furie.

« La dame Hébert ayant changé de logement, j'en changeai également pour avoir la commodité d'une écurie pour mon cheval. Cette maison dite « de la Belle Etoile », sise Chaussée de la Vilette, avait en effet une écurie dont je profitai ainsi que mon camarade Pérotte, cavalier dans ma division.

« Or, le premier mois de 1791, ma femme vint un jour dans les environs de la maison de la Belle Etoile. Elle était accompagnée de deux particuliers portant chapeau de grenadier à ganse d'or. Elle leur fit boire de l'eau-de-vie et les excita à entrer dans la cour de la maison. Ces grenadiers m'injurièrent et m'interpellèrent à haute voix, criant que j'eusse à descendre dans la rue pour me battre. Puis ma femme les prit par le bras et entra avec eux au cabaret...

« Las de tant d'injures et de menaces pour ma vie, je demande toutefois le divorce d'une façon qui lui évite de graves accusations, et les arbitres ont vu que, le 3 avril dernier, à la sortie de la première séance du tribunal de famille, rue de la Folie-Méricourt, elle s'est mise à crier

pendant plus d'un quart d'heure et de telle manière que la foule s'amassa. Les arbitres peuvent en témoigner, ils virent le Conseil de ma femme la faire entrer dans une maison pour la faire taire et pour me permettre de m'échapper. »

Quant à la femme Suzan elle dit — « que l'abandon invoqué par son mari est absurde parce qu'il a toujours connu sa résidence, et d'ailleurs elle a toujours habité avec sa mère. Ce qui a amené les discordes, c'est l'insuccès d'un commerce de vins qu'elle entreprit avec son mari. De ce moment date la désunion du ménage. Ils habitèrent des logis séparés, les visites de Suzan s'espacèrent, et cet homme qui l'accuse de tant de méfaits la trompa indignement.

« Comment ne pas excuser les violences de la dame Suzan ? Elle est bonne épouse et bonne mère, elle seule s'occupe des enfants et les soigne, et sa légitime colère date du jour où, venant voir Suzan avec sa fille, chez la dame Hébert, elle le trouva couché avec cette femme dont il ne se prétend que le pensionnaire. Elle ne veut pas se laisser voler un mari qu'elle a la faiblesse d'aimer encore et partager le sort de l'époux de madame Hébert, qui fut enfermé, dit-elle, grâce à une lettre de cachet qu'obtint Suzan pour s'en débarrasser. »

Suzan proteste avec force. — « Il paye la pension de son fils dont il surveille l'éducation et qui d'ailleurs n'habite pas avec sa mère. Quant à sa fille, il pourvoit à ses besoins et la voit souvent.

« La dame Suzan exagère singulièrement ses mérites ; elle n'habite pas avec sa mère comme elle le prétend et ajoute à ses menaces de mort une abominable calomnie en assurant que Suzan aurait fait enfermer le mari de la dame Hébert dont il n'est nullement l'amant. La scène où il est représenté couché avec cette dame est fausse en tous points. — Pour ce qui est du commerce de vins, l'histoire est réelle, mais ce que la dame Suzan ne dit pas, c'est que l'insuccès de leur commerce fut dû à sa négligence et au peu de soin qu'elle prenait de la maison. »

Les arbitres sont très perplexes ; l'article 4 du paragraphe 1^{er} de la loi du 20 septembre n'est pas applicable, car Suzan n'a pas usé du droit que lui donne la loi de contraindre sa femme à partager son habitation ; ils se décident enfin à admettre Suzan à prouver les faits graves qu'il a articulés contre sa femme (1).

Après maintes sommations sans effet, la dame Suzan, qui persiste de ce jour à faire défaut, se voit donner par le tribunal deux arbitres d'office : les citoyens Jacquotot et Bondy. Ce jugement l'inquiète sur l'issue du procès. Elle écrit à son mari une lettre de menaces qui reste sans effet, et l'acte de divorce lui est signifié le 21 mars 1794. Il n'est pas inutile de rappeler que dans sa lettre de menaces qui date du 29 janvier, la dame Suzan prévenait son mari qu'elle saurait se venger de lui, grâce à ses relations avec certaines personnes de l'entourage de

(1) Les documents sur cette phase du procès manquent. Le résultat de l'enquête eût été curieux à connaître.

Marat, car, le 13 juillet 1794, Louis Suzan fut guillotiné, et nous lisons sur l'acte d'accusation de Fouquier que Suzan, non content d'être « l'ennemi de la liberté et le partysan du despotisme », aurait dit un jour en présence de plusieurs citoyens et *citoyennes* « que s'il avait tenu ce coquin de Marat il l'aurait haché à coups de sabre ».

Suzan périt à 46 ans, victime de la loi du divorce, en compagnie de la femme Grimaldy, d'Henry Macdonald, de Jean François Thoiros, d'Etienne Montarly et sa femme et de Letèvre, à la barrière de Vincennes.

La chronologie de l'affaire Suzan, que nous avons établie avec soin, montrera qu'il était, en 1793, beaucoup plus aisé d'être condamné à mort que de divorcer. Malgré les facilités accordées par la loi du 20 septembre, nous verrons que les hommes de loi savaient, comme de nos jours, compliquer et ralentir la procédure. Les opérations du divorce Suzan durèrent du mois de février 1793 au mois de mars 1794 ; — le 13 juillet de cette dernière année, Louis Suzan fut condamné et exécuté dans les 24 heures.

Divorce Suzan.

(12 février 1793-21 mars 1794).

Résumé chronologique et classement des pièces.

- 12 février 1793. Sommation à la dame Suzan, à la requête de Louis Suzan, de nommer ses arbitres.
- 12 février » Sommutation de Louis Suzan à ses arbi-

- tres, les convoquant le vendredi 15 février.
- 27 mars 1793 Signification de la dame Suzan à son mari du nom de ses arbitres.
- 28 mars » Sommation à la dame Suzan, à la requête de Louis Suzan, de se trouver le 3 avril à 3 heures chez Duverney, doyen des arbitres.
- 3 avril » Séance du tribunal de famille (ajournement au 17 avril).
- 13 avril » Citation de Suzan aux arbitres de la dame Suzan les convoquant chez Duverney le 17 avril.
- 17 avril » Séance du tribunal de famille.
- 11 mai » Sommation à la requête de Suzan à Girardin, un de ses arbitres, de venir signer le procès-verbal du tribunal de famille du 8 mai.
- 14 mai » Séance du tribunal de famille. Les arbitres sont divisés et sur le fond et sur le choix d'un tiers arbitre.
- 25 mai » Requête au président du tribunal présentée par Suzan pour obtenir la nomination d'un sur-arbitre.
- 1^{er} juin » Ordonnance nommant Ruin.
- 1^{er} juin » Requête de Suzan, signifiant aux arbitres l'ordonnance du 25 mai.
- 1^{er} juin » Requête de la dame Suzan sommant Suzan de dire ce qu'il a fait et comment il s'est pourvu pour la nomination d'un tiers arbitre.
- 3 juin Signification du procès-verbal du 25

- mai par Suzan à sa femme, l'avisant
que Ruin a fixé rendez-vous pour le
5 juin.
- 24 juin 1793 Jugement du tribunal de famille auto-
risant Suzan à faire la preuve des
faits qu'il a articulés.
-
- 11 octobre » Décision rendue exécutoire par le pré-
sident du tribunal.
- 28 octobre » Sommation, à la requête de Suzan,
aux arbitres de se réunir pour l'en-
quête.
- » Sommation de Suzan à dame Suzan.
- » Sommation de Suzan aux témoins.
- 3 nov. » Procès-verbal de carence, ni la dame
Suzan ni ses arbitres n'ont comparu,
- 7 nov. » Suzan somme sa femme de compa-
raître devant le tribunal du 6^e arron-
dissement pour nommer des arbitres
d'office.
- 23 nov. »
- 8 déc. » { Sommations semblables.
- 18 déc. »
- 20 déc. » Jugement du tribunal donnant défaut
contre femme Suzan et nommant
des arbitres d'office : les citoyens
Jacquotot et Bondy.
- 2 janvier 1794. Signification à dame Suzan du juge-
ment du 20 décembre.
- 5 janvier » Sommation aux témoins de se trouver
chez Jacquotot.

11 janvier 1794	Sommation à femme Suzan.
29 janvier »	Lettre affolée et menaçante de dame Suzan.
30 février »	Acte de divorce.
21 mars »	Signification de cet acte à dame Suzan.
.	
13 juillet »	Exécution de Louis Suzan.

**Extraits et copies des pièces principales, d'après
les documents manuscrits des Archives.**

I. — L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, deuxième de la République française, le douze février, à la requête du citoyen Louis Suzan, gendarme national, demeurant à Paris, rue Meslée, à l'hôtel de la gendarmerie où il fait élection de domicile, non sujet à patente, j'ai, Louis Merry, huissier à cheval au cy-devant Châtelet et aux tribunaux du département de Paris, y demeurant rue St-Martin, n° 382, Section des Amis de la Patrie, pourvu de patente, soussigné, signifié et déclaré à la citoyenne Elizabeth-Françoise Desgranges son épouse, demeurant à Paris, rue du Four-St Germain, n° 6, maison d'une fruitière en son domicile parlant à sa personne ainsy qu'elle a dit être. Que pour former le tribunal de famille, en conformité de la loi du divorce du 20 septembre dernier, article 18 du paragraphe 2 qui renvoie les parties devant les arbitres de famille, en la forme prescrite par le Code de l'Ordre judiciaire pour les cas déterminés où il est dit, article 13, titre 10, que chacune des parties nommera deux arbitres ; en conséquence, le dit citoyen Suzan

nomme pour ses arbitres les personnes des citoyens Baudin, jardinier, et *Duverney*, *homme de loi*, demeurant tous deux à Paris, rue Folie-Molicault, fg du Temple, ses *amis*, à défaut de parents à l'effet d'entendre les parties, prendre les connaissances nécessaires et rendre une décision motivée sur la demande que forme ledit citoyen Suzan, en divorce et dissolution de son mariage avec lad. Desgranges, son épouse, conformément à la loi du 20 septembre de l'année dernière, sur le motif de l'abandon par elle de son mary pendant plus de deux années pour vivre particulièrement et séparément de lui, ce qui forme un des sept motifs déterminés par l'article 4 du paragraphe 1^{er} de ladite loi ; sommant lad. Desgranges de nommer deux arbitres de sa part et d'en faire signifier les noms et demeures dans le délai de trois jours au domicile cy devant élu où il consent la validité de tous actes et exploits de justice, même offres réelles, à peine de nullité, lui déclarant que, faute par elle de ce faire, le requérant se pourvoira par les voyes de droit pour faire nommer des arbitres d'office en exécution de lad. loi sur l'organisation de l'ordre judiciaire du seize août mil sept cent quatre-vingt-dix et même de se pourvoir par telles autres voyes et ainsi qu'il appartiendra, sous la réserve expresse qu'il fait de tous ses droits et actions et de ses moyens de défense lors de la tenue dudit tribunal de famille et de requérir en même tems ce qu'il appartiendra afin d'assurer le sort des enfants issus de leur mariage, à ce qu'elle n'en ignore et parlant comme dessus luy ai laissé copie du présent. Signé : MERRY

Enregistré à Paris le 16 février 1793.

II. — Le même Merry, huissier à cheval au cy devant Châtelet,

Le même 12 février 1793, à la requête de Suzan a « requis, cité, même sommé et interpellé : 1^o le citoyen Paysan, jardinier demeurant à Paris, rue de Paradis, au-dessus de la Vve Brisset, en son domicile, parlant à sa personne ainsi qu'il a dit être.

2^o Le citoyen Duverney, homme de loi.

3^o Le citoyen Baudin, *aussy jardinier*, par ces présentes de comparoir et se trouver vendredy prochain 15 du présent mois en la demeure du susdit citoyen Louis Merry, huissier, à l'effet d'y tenir l'assemblée de famille que le susnommé convoque conjointement avec les trois parents ou à leur défaut les amis que la citoyenne Desgranges son épouse aura nommés, en exécution de la sommation à elle faite par acte extrajudiciaire de ce jourd'hui ; pour parvenir à faire prononcer le divorce d'entre lui et son épouse... sous la réserve expresse que fait ledit citoyen Suzan de tous ses droits et actions, même de faire pendant la tenue de l'assemblée telles dires, déclarations et observations qu'il jugera nécessaires pour la décision des arbitres. »

Signé : MERRY.

III. — Le 27 MARS 1793, à la requête de la citoyenne Desgranges, l'huissier Lapinault, demeurant 123 rue Tiquetonne, section du Contrat Social, répondant à la sommation prétendue faite le 12 février dernier, quoiqu'elle ne soit parvenue que le jour d'hier, dit que « sans aucune appro-

bation du motif déterminé invoqué par Suzan et sous les réserves les plus expresses d'en démontrer la fausseté », la citoyenne Desgranges « nomme de sa part pour composer le tribunal de famille, les citoyens Girardin, huissier-priseur au ci-devant Châtelet, et de Boissieu, docteur en médecine, requérant en qualité de deffenderesse que le tribunal de famille tienne ses séances chez le citoyen Rougeot, avoué, rue de la Harpe, 124, son conseil, protestant de nullité de tout ce qui serait fait au préjudice des présentes.

Copie de cette requête est laissée chez Merry.

IV. — Derechef Merry, le 28 mars, se précipite chez la citoyenne Desgranges, armé d'une autre requête. Nous acceptons vos arbitres, mais, « aux termes de la loi, il est dit que le lieu des séances des tribunaux de famille sera convenu entre les arbitres choisis et, comme il est d'usage et de jurisprudence constante que le domicile indiqué soit celui du doyen des arbitres, nous vous convoquons chez le citoyen Duverney pour mercredi prochain, 3 avril, à 3 heures de relevée, sinon, après procès-verbal, Suzan se pourvoira afin d'obtenir des arbitres nommés d'office.

La citoyenne Desgranges met la plus grande mauvaise volonté à se rendre aux rendez-vous, elle accumule les retards, les huissiers de Suzan font pleuvoir les sommations chez ses arbitres ; — le 11 mai encore, l'huissier convoque le citoyen Girardin, arbitre de la citoyenne Desgranges, pour le mardi 14 mai. En fin de compte, les arbitres réunis ne peuvent pas s'entendre, Suzan demande que l'on nomme un surarbitre ; les arbitres se divisent derechef

sur le choix de cet arbitre : ceux de la femme veulent le citoyen de la Haye, ceux du mari le citoyen Mathias.

V. — « Aux citoyens, présidents et juges, composant le tribunal du 3^e arrondissement du département de Paris, séant au Châtelet.

Louis Suzan, adjudant de la 29^e division de la gendarmerie nationale demeurant à Paris, rue Meslée, à la caserne de la gendarmerie,

Requiert, vu le procès-verbal cy-joint, et attendu que dudit procès-verbal à la vacation du 14 may présent mois, il résulte que les arbitres respectivement nommés pour former le tribunal de famille à l'effet de connaître et statuer sur le divorce d'entre le requérant et Elizabeth-Françoise Desgranges son épouse, se trouvent divisés tant sur le fond de la contestation que sur la nomination du tiers arbitre qui doit les départager, que les arbitres de la femme ont nommé le citoyen de la Haye et ceux du mary le citoyen Mathias, que dans cet état il n'y a pas d'autre moyen que de s'en rapporter au choix du tribunal, il vous plaise, citoyens, commettre tel citoyen qu'il vous plaira nommer pour tiers arbitre à l'effet de départager les premiers dans leur avis. »

« Vu la minute du procès-verbal joint à la présente requête, le tribunal nomme pour tiers arbitre le citoyen Ruin, demeurant rue du Vert-Bois, maison de la justice de paix ; cette ordonnance sera signifiée par un huissier audiencier. » 25 may.

L'huissier audiencier *Choquet* signifie donc cette ordon-

nance à la cit. Desgranges et à ses arbitres le 1^{er} juin 1793.

Et il les convoque chez Ruin le 5 juin à 3 heures de relevée.

24 juin 1793. — Jugement qui ordonne une ENQUÊTE.

VI. — Jugement du tribunal du 6^e arrondissement autorisant Suzan à faire la preuve des faits qu'il a articulés.

11 octobre. — « Le tribunal du 6^e arrondissement du département de Paris rend exécutoire la décision du tribunal de famille...

Exposé des faits et de la procédure suivie : ... l'an 1793, 2^e de la République française, le 3 avril, en la demeure de J. Philippe Duverney, homme de loi, 7, rue Folie Molicaut (le doyen) et devant Baudin, jardinier, etc., est comparu Louis Suzan, adjudant de la 29^e division de la gendarmerie nationale, assisté de Louis Merry, huissier à cheval au cy devant Châtelet, a dit qu'il fait citer son épouse devant le tribunal de famille pour être entendu sur la demande en divorce contenue dans l'acte extrajudiciaire du 11 février, fondée sur le motif de l'abandon par elle de son mari, etc.; est aussi comparue Elisabeth-Françoise Desgranges, épouse de Suzan, assistée de Marie Rougeot, avoué, et a requis l'ajournement du tribunal, un de ses arbitres étant absent. Ajournement au 17 avril. — Le 17 avril, chez le même Duverney, la citoyenne Suzan déclare que son mari est ridicule d'invoquer un *abandon* de sa part. « Il faut que le tribunal ne perde pas de vue qu'un mari est

inadmissible à alléguer que sa femme l'a abandonné tant qu'il n'apporte pas de preuve légale qu'il a usé du droit que lui donne la loi pour assujettir sa femme à partager son habitation. »

Suzan raconte que sa femme le poursuit de ses injures et de ses menaces, elle provoque par ses cris des rassemblements dans la rue qu'il habite et jusque dans la cour de sa maison ; elle a même essayé de le faire tuer par deux grenadiers comme il pourrait le prouver, mais « la rigueur de l'édit de Blois qui prononce la peine de mort contre les femmes qui attentent à la vie de leur mari a déterminé le comparant à ne point donner ledit attentat pour cause de son divorce ». Il ajoute que si sa femme persistait dans d'inutiles et spécieuses dénégations, il ferait la preuve des graves accusations qu'il cherche à éviter.

En fin de compte les arbitres ne pouvant se mettre d'accord, le tiers arbitre décide :

« Attendu la persévérance de la femme Suzan dans la dénégation des faits et que ledit Suzan a persévéré dans sa demande, disons qu'il y a lieu d'admettre le dit Suzan à la preuve de ces faits... etc... » (1)

.

(1) L'enquête qui manque ici dut être favorable à Suzan si nous considérons la violence de la lettre de sa femme reproduite ci-après (pièce VII).

VII. — Lettre de la citoyenne Suzan.

Adresse :

Au citoyen Suzant (1),
maréchal de logis de la Cavalerie Parisienne,
rue Meslée, à l'hôtel de la Cavalerie,
à Paris.

« Pour la première et la dernière lettre que je vous écrit, Malgré votre intégrité n'ayant pu vous fléchir ny vous ramener à la sensibilité qui aurait du vous parler en faveur de votre femme et de vos enfants, vous persistez à profiter de la loi qui autorise le divorce, et malgré que vous croyez que je n'ay personne pour moi, vous êtes dans l'erreur. Je n'ay employez aucune protection, espérant qu'il y aurait de la ressource vis-à-vis de vous, j'ay des protections auprès des membres de la Convention qui sont à porté de rendre justice à qui il appartient, comme jusqu'à présent je ne vous ay fait aucune peine comme vous avez prétendue le dire vous ne serez pas surpris *que je vais faire circuler un mémoire au citoyen Marat ainsy que dautres citoyens non pas pour le divorce, mais pour démontrer votre ingratitude et votre insouciance pour vos enfants depuis 8 ans vous n'avez contribué en rien à leur soutient et je ferez connaître l'intelligence (qui) existe entre vous et cette femme chez qui vous vous dittes en pension. Je vous prouverez aussy le droit que j'ay à réclamer mon mariage et*

(1) Nous avons respecté l'orthographe de ce curieux document.

les douze cent livres de ma mère. Je suis sûre que la Compagnie honorable du poste que vous avez n'approuveront pas l'intelligence qui existe avec cette femme qui vous conduit à une ingratitude aussy marquée que celle que vous avez pour moi et pour vos enfans vous pouvez faire vos réflexions pendant qu'il est tems car voyant qu'il n'y a aucune ressource de votre part je mettrai tout en usage pour me faire rendre justice et malgré que vous disiez que vous n'avez que cent sous par jour l'on sçait combien votre poste peut produire et suretout depuis 8 ans n'ayant pas donné un sou pour vos enfans il est surprenant qu'un parein (1) prenne tant de feu au préjudice de ses enfans légitimes.

Je suis a même de faire connaitre que cette femme est de même que moi mariée et qu'elle serait fâché que l'on fit comme a moi la perte de son ménage sauve que l'entendeur sera au diseur (?).

Sy toutefois l'écriture vous ennuye vous n'aurez qu'à en faire part a votre Mentor qui vous conduira a toutes les erreurs auquel vous vous livrez et dont vous en serez la dupe et vous regretterez celle qui a toujours été la plus sincère pour vous.

Sy l'on vous permet de faire réponse voilà mon adresse car je ne la cache jamais a la citoyenne Suzant chez la citoyenne Desgranges sa mère, rue du Four, faubourg St-Germain maison du citoyen Sotin Md de laine, n° 6, à

(1) Suzan était sans doute le parrain des enfans de Madame Hébert.

Paris ; — vous avez le tems de faire vos réflexions pour me faire réponce avant trois jours. »

VIII. — Signification de l'acte de divorce intervenu entre Suzan et sa femme, à sa femme par l'huissier Firmin Choquet requis par Suzan.

1^{er} germinal an II.

EXTRAIT DU REGISTRE DE DIVORCE

DE LA MUNICIPALITÉ DE PARIS.

SUZAN
DESGRANGES

N^o 1 S.

1^e Expéd.

Du onze ventôse de l'an second de la République.

Acte de divorce de Louis Suzan, âgé de quarante cinq ans, domicilié, rue du faubourg Martin, fils de Mathieu Suzan et Marie-Louise Guérin.

Et Elisabeth-Françoise Desgranges, âgée de quarante un ans, domiciliée à Paris, rue du Four, Section du Bonnet Rouge, fille de Jean Pierre Desgranges et de Jeanne Favier, son épouse.

Les actes préliminaires sont une décision arbitrale, rendue exécutoire par ordonnance du tribunal du sixième arrondissement, de laquelle résulte la preuve d'injures graves de l'épouse envers l'époux, et suivie d'une citation faite aux termes de la loi, le tout signifié et enregistré.

L'époux seul présent a demandé à haute voix la dissolution de son mariage avec Elisabeth-Françoise Desgranges.

Jean-André Tonnellier, officier public, a prononcé que au nom de la loi le dit mariage est dissout et a signé avec la partie et le témoin dénommé audit registre.

Collationné par moi officier public de l'état civil.

Signé : TONNELIER.

*Enregistré à Paris
le 21 ventôse an II.*

Reçu douze livres.

Signé : CARRON.

IX. — Pièce jointe au dossier.

« Je soussigné reconnois devoir au citoyen Charles Antoine Collet la somme de soixante et quinze livres, pour tous frais restant dus pour le divorce contre la citoyenne Desgranges mon épouse, laquelle somme je promets lui payer le quatre germinal. — Ce sept ventôse 2^e année de la République française une et indivisible.

(Rayé quatre mots nuls.)

Approuve l'écriture sidesus bon pour la somme quinze livres : Suzan (grosse écriture d'enfant).

Pour acquis de 70 livres, le 16 germinal, 2^e année.
Collet .»

X. — Question posée aux jurés au sujet de Suzan.

« Est-il convaincu de s'être déclaré ennemi du peuple en servant d'instrument aux assassins du peuple, et provoquant l'assassinat de Marat, se montrant l'agent furieux des traîtres ? »

.

Suzan est condamné à être exécuté dans les 24 heures
le 24 messidor an II.

En compagnie de :
 La femme Grimaldy,
 Henry Macdonald,
 Jean-François Thoiros,
 Etienne Montarly et sa femme,
 Et Lefèvre.

XI. — **Extrait de l'acte d'accusation de Fouquier.**

Suzan, brigadier du guet à cheval s'est montré dès le commencement de la Révolution l'ennemi de la liberté et le partysan du despotisme... on l'a vu en 1788 dans la rue Martin sabrer le peuple qui portait l'effigie de l'infâme Dubois... Un jour il s'est vanté d'avoir sauvé l'infâme Decroene, lieutenant de police et de l'avoir soustrait à la poursuite des patriotes... il a dit en présence de plusieurs citoyens et en parlant de *Marat* « *que s'il avait tenu ce coquin de Marat il l'aurait haché à coups de sabre* » (souligné sur l'acte d'accusation).

XII. — **Extrait des registres de décès.**

ACTE DE DÉCÈS de LOUIS SUZAN, brigadier du guet
 à cheval (1).

Agé de 46 ans, natif de Paris, domicilié rue du faubourg Martin, n° 122.

(1) Le nom de Suzan est orthographié tantôt Suzant, tantôt Suzau tantôt Suzan. D'après une pièce officielle jointe à l'acte d'accusation l'orthographe correcte est *Suzan*. Quant à son grade c'est celui d'adjudant à la 25^e division de la gendarmerie nationale et non celui de

Exécuté le 24 messidor an II.

Condamné à la séance du tribunal révolutionnaire (présidence de Dumas) du 24 messidor an II (exécuté dans les 24 heures à la barrière de Vincennes) sur acte d'accusation d'Astoise Quentin Polquier, accusateur public du tribunal révolutionnaire.

maréchal des logis ou de brigadier du guet comme cela est spécifié sur certaines pièces

CHAPITRE VIII

LA RÉDACTION. — LA LOI DE 1804.

SOMMAIRE.

Influence de la réaction de thermidor. — Echec des fêtes décadaires. — Campagnes de brochures et de pétitions. — Revirement du public parisien. — Les décrets de nivôse et de floréal sont suspendus. — Période hésitante du Directoire. — Les travaux du Conseil d'Etat. — Esprit de la loi de 1804. — Influence du premier Consul. — La discussion du texte. — Fin du droit idéaliste de la Révolution.

La réaction de thermidor ne pouvait manquer d'atteindre la législation civile de la Révolution. Dès que la tyrannie jacobine se détendit, les doléances affluèrent et les premières pétitions contre le divorce vinrent de province (1). Le pays de vieille tradition catholique qu'est la France, s'étonnait d'être tombé dans de pareils excès.

Malgré les efforts bien intentionnés de certains législateurs qui pensèrent restituer au mariage son ancien prestige en instituant les fêtes décadares, la crise du mariage devenait aiguë (2). Ces cérémonies assez ridicules ne satis-

(1) *Réflexions sur la loi du divorce*, par le citoyen A. du Bois, de Rouen. Pièce publiée par M. O. Martin (*op. cit.*, n° XIV, appendice) (*Arch. nat.*, DIII, 361).

Ce brave citoyen est vivement indigné, il s'écrie : « Un drôle en est à sa 14^e femme et il en changera autant que de chemises... »

(2) Les pétitionnaires signalent à l'envi des divorces scandaleux : De

firent pas l'opinion publique, on les railla et elles furent bientôt supprimées (1). Le clergé qui se reconstituait partiellement reprenait de l'influence sur l'opinion et soulignait les fautes des révolutionnaires ; il suscita bientôt une nouvelle campagne de brochures.

La presse, jadis unanimement favorable au divorce, reprit les arguments des antidorciaires les plus farouches : arguments qu'elle jugeait exécrables si peu de temps auparavant. On retrouve dans les articles du Censeur ou de l'Accusateur Public la virulence de l'abbé Barruel ; — des pétitionnaires indignés traitent de drôles les amateurs de divorces successifs et déplorent que la majorité des demandes en divorce soient formées « par un sexe volage qui ne cesse de jurer une fidélité à toute épreuve (2) ». Le public des théâtres de Paris applaudit à tout rompre les pas-

jeunes escrocs divorçaient pour frustrer leurs créanciers, des soldats se mariaient et se démariaient au hasard des cantonnements et l'Etat versait d'onéreuses pensions à leurs passagères épouses (*Arch. nat.*, DXXXIX) ; un individu condamné à 12 ans de fers pour bigamie s'exprime de la façon suivante dans son pourvoi en cassation : « On ne peut voir dans la bigamie que la négligence d'une simple formalité... car il n'y a point de droits du mariage là où un des époux peut le dissoudre par un simple acte de sa volonté... » M. Glasson, auquel nous empruntons cet épisode, affirme que le pourvoi fut admis (*op. cit.*, p. 262).

(1) Les fêtes républicaines qu'instituèrent les décrets du 18 floréal an II, puis du 3 brumaire an IV ne furent pas célébrées avec beaucoup de zèle au début. Le culte décadaire du Directoire les fit refluer en l'an VI et en l'an VII ; Laréveillère Légeaux s'y intéressait fort ; il déplorait que les mariages fussent célébrés sans aucun cérémonial et voulait que, pour le divorce, il y eût une cérémonie particulière dans laquelle on marquerait l'affliction de la société « en présence d'un acte qui rompt un nœud aussi sacré » (*Reflexions sur le culte*, par Laréveillère Légeaux, an V, *Bibl. nat.*).

(2) *Arch. nat.*, Comité de classif. des lois, D XXXIX.

sages contre le divorce du drame intitulé « La mère coupable » ; dans lescafés on attribue tous les malheurs de la société à cette néfaste institution (1).

Le 2 thermidor an III, le Comité de législation est chargé de faire un rapport sur les modifications à apporter à la loi du 20 septembre. Mailhe présente un rapport le 15 et les conclusions en sont votées. Les décrets de nivôse et de floréal sont suspendus.

Le Comité dès lors s'attache à la révision de la loi et fait un projet de décret en 77 articles, mais ce projet n'est pas présenté à la Convention qui, harcelée de besogne, ne trouve pas le temps de le discuter. Les plaintes et les pétitions continuent pourtant à affluer.

Le Conseil des Cinq Cents dès son arrivée au pouvoir se préoccupe du divorce (2) ; Berlier, Chazal et Guillemot se réunissent le 4 pluviôse an IV pour réviser la loi, mais n'aboutissent à rien. Le 20 nivôse an V, Favard dépose un rapport dans lequel il conclut formellement à la suspension de la loi de 1792. Une interminable discussion

(1) Aulard, *Paris pendant la réaction thermidorienne*, t. IV, p. 11.

« Dans le café de Journalier, lorsqu'il s'est agi de la loi du divorce, on s'est sans cesse réuni pour rejeter sur le changement à l'ancien Code civil une grande partie des malheurs de la société etc. » Rapport du bureau central ; 23 ventôse an V (18 mars 1797). *Arch. nat.*, BB 3/85 (9 mai 1797), 20 floréal an V.

Spectacles : Le public a saisi par des applaudissements très prolongés ce que les rôles du drame de « la Mère coupable » offraient de sensible et de satirique contre l'institution du divorce (police) ». Bréon (*Arch. nat.*, BB³, 86).

(2) *Arch. nat.*, AD¹⁸ B. Conseil des Cinq Cents. Procès-verbaux des Assemblées.

s'engage qui n'aboutit qu'à l'impression des discours des divers orateurs. A partir de ce jour, les rapports se multiplient, les pétitions se font de plus en plus insistantes, les projets de décret s'entassent, mais rien de décisif n'est voté (1). Les incohérentes discussions du Conseil des Cinq Cents au sujet du divorce sont l'image fidèle de la période hésitante du Directoire. — Les opinions sont ballottées, l'esprit réformateur n'est guidé par aucune idée d'ensemble. Les réacteurs coiffés « à la victime », revêtus de l'uniforme des chouans, font à Paris la « chasse des Jacobins » ; les « Compagnies de Jésus » et les « Compagnies du Soleil » se livrent à d'atroces représailles contre les territoristes à Lyon, à Aix, à Marseille. Après le coup d'Etat du 18 fructidor, la presse monarchiste est obligée de se taire, les idées républicaines réapparaissent, mais la régence directoriale de Barras à Paris ne peut guère leur rendre leur pureté.

Le nombre des divorces qui tendait à se stabiliser reçoit le contre-coup de ces troubles, il remonte très sensible-

(1) Notons toutefois la loi du 1^{er} juin complémentaire de l'an V.

Loi relative aux demandes en divorce pour incompatibilité d'humeur.

« Le Conseil des Cinq Cents considérant combien il importe de remédier sans délai à la trop grande facilité de dissoudre le lien du mariage, Déclare qu'il y a urgence.

.....
 « Art. 1. — Dans toutes les demandes en divorce qui ont été ou seront formées sur simple allégation d'incompatibilité d'humeur et de caractère, l'officier public ne pourra prononcer le divorce que 6 mois après la date du dernier des 3 actes de non-conciliation exigés par les articles VIII, X et XI de la loi du 20 septembre 1792.

« Art. 2. — A l'égard des demandes en divorce formées pour la cause ci-dessus, après lesquelles les trois actes de non-conciliation auront eu lieu, l'officier public ne pourra prononcer le divorce que 6 mois après la publication de la présente. »

ment pendant les années VIII, IX et X, à Paris surtout (1) ; la théophilanthropie de Laréveillère-Lépeaux est un idéalisme insuffisant, le catholicisme reprend sourdement sa puissance.

D'ailleurs la masse de la nation est lasse des luttes de partis et aspire au repos intérieur. La Révolution tend à se matérialiser ; les fanatiques ont épuisé l'idéalisme.

Ainsi la loi du divorce, votée *in extremis* dans une période de transition va disparaître dans une période de transition. Sa destinée précaire tient essentiellement à ce qu'elle fut promulguée, puis remaniée au milieu des préoccupations générales du pays, sans que l'attention publique puisse s'y attacher exclusivement.

Le Code civil tant souhaité, tant de fois projeté, va être enfin promulgué en 1804. Les travaux du Conseil d'Etat nous éclaireront sur l'état de la question du divorce (2). Dès thermidor, la période révolutionnaire du divorce est, nous l'avons vu, terminée. La loi survivra-t-elle à la Révolution ?

A la vérité la puissance grandissante de la réaction, l'organisation de plus en plus forte du clergé rendent cette survivance bien difficile. L'impopularité du divorce est éclatante, les légistes ne l'aiment guère ; ses anciens

(1) Ce phénomène est, selon M. Martin, sensible également à Brest, Bordeaux et Lyon ; en l'an X il relève un divorce pour 3 mariages à Paris.

(2) Nous avons puisé nos renseignements sur les discussions du Conseil d'Etat dans le livre de Loqué. Les séances consacrées au divorce par le Conseil d'Etat sont celles des 14, 16, 24, 26 vendémiaire, 4 brumaire, 6, 14 et 16 nivôse an X.

partisans le défendent timidement, restent muets ou le combattent. Les auteurs du Code civil proclament bien haut que le mariage indissoluble est le véritable idéal, que le divorce n'est que le remède d'un mal (1).

Nougarède, dans une brochure très lue en 1803, résume les doléances des catholiques. Il se plaint que la loi de 1792 « place sans cesse un époux catholique entre ses passions et sa croyance religieuse ». Le mariage créé par elle pour les catholiques n'est même plus un contrat civil puisqu'il n'est pas synallagmatique (?) au point de vue des effets (2). « Quand l'époux irréligieux pouvait à son gré rompre le mariage, l'époux fidèle à sa croyance se trouvait engagé seul dans des nœuds indissolubles. » L'argumentation, pour spécieuse qu'elle fût, porta. — La loi de 1892 se fondait sur la liberté constitutionnelle, les législateurs de 1803 invoqueront la liberté des cultes ; ils institueront à nouveau la séparation de corps.

La loi du 20 septembre, maintenue de mauvaise grâce,

(1) Rappelons ici dans quelles conditions se fit le Code civil. Cambacérès, Portalis et Tronchet en sont les principaux auteurs. Le premier Consul avait nommé pour sa confection et sa rédaction une commission de quatre membres : Tronchet (président du tribunal de Cassation), Bigot de Préameneu (commissaire du gouv. près le trib. de Cassation), Portalis (commissaire du gouv. près le tribunal des Prises), Malleville (juge au trib. de Cassation). Le gouvernement avait l'initiative des lois. Le Conseil d'Etat pouvait émettre un vœu par *oui* ou par *non*. Quant au Corps législatif, son rôle se bornait à un vote affirmatif ou négatif, sans discussion. Un conseiller d'Etat, commissaire du gouvernement, était chargé de présenter la loi audit Corps législatif.

(2) *Histoire des lois sur le mariage et sur le divorce*, par André Nougarède, ventôse an XI.

verra son esprit définitivement condamné. Les principaux rédacteurs du Code civil se défendent de vouloir réformer les mœurs ou influencer sur elles. Le Code, en maintenant le divorce, ne veut pas porter atteinte à la conception ancienne du mariage, mais seulement la préciser. Du moment que certains cultes autorisent le divorce, la loi doit le permettre, afin que ceux dont la croyance l'autorise puissent en user. Mais « si nous avions affaire à un peuple neuf, avoue Portalis, je n'établirais pas le divorce (1) ».

Le principe révolutionnaire de l'égalité des sexes dans le mariage va sombrer (2). Aubert-Dubayet s'écriait le 30 août 1792 : « Il est temps de voir les maris se courber sous la justice universelle ! » En l'an XI, au Conseil d'Etat, Napoléon dit : « Les femmes ont besoin d'être contenues de nos jours . . . , il faut un frein pour celles qui sont adultères pour des clinquants, des vers, Apollon, les muses. . . (3) » Il n'est certes pas de l'avis du naïf républicain Chevallier qui, en l'an IX, défendait encore le divorce en disant : « Des femmes esclaves n'eussent point inspiré de courage ; des femmes libres firent des héros (4). »

(1) Réponse de Portalis au premier Consul qui voulait lui faire avouer qu'il était l'adversaire du divorce.

(2) Sagnac (*op. cit.*, p. 370). « L'ordre naturel (selon Cambacérès), c'est la suprématie du mari dans l'intérêt du ménage. Les rédacteurs du Code du Consulat vont plus loin et reviennent franchement aux idées romaines. »

Dans le Code civil (art. 213) est proclamé le principe nouveau : « La femme doit obéissance à son mari. »

(3) Chaumette disait : « Le divorce est le dieu tutélaire de l'hymen. »

(4) Brochure de Chevallier, *Arch. nat.*

La vie privée qui tend à se réorganiser reprend son importance, les héros y seraient mal à l'aise. Après la période fiévreuse de vie publique qui interrompit le travail et désorganisa les milieux, la majorité des Français veut reconstituer son foyer.

La polygamie à laquelle s'intéressait en l'an II le citoyen Fleurant (1) n'aurait plus aucun succès ; la loi de 1792 qui favorise un « libertinage légal odieux » doit disparaître.

Peut-on affirmer toutefois que, sans l'insistance intéressée du premier Consul l'institution du divorce eût disparu ? Cette affirmation serait trop brève. Il y avait au Conseil d'Etat un reste d'idéal républicain très net. Le premier Consul lui-même en est imprégné ; ses boutades, dont on a souvent exagéré l'importance, sont nourries de locutions et de pensées révolutionnaires. — La loi du divorce n'aurait peut-être pas disparu si Napoléon ne s'y fût pas intéressé. Mais à coup sûr il eût suffi de sa volonté pour la supprimer. Le pays n'était plus assez républicain pour protester utilement et le catholicisme gagnait chaque jour du terrain.

Aussi la loi de 1804 va-t-elle, par la modération dont elle s'inspire, faire un singulier contraste avec la loi de 1792.

Le projet de Cambacérès du 24 prairial an IV maintenait le divorce qui « est fondé sur la liberté inaliénable des époux », mais il reconnaissait déjà les désordres que causait le motif d'incompatibilité d'humeur ; le projet

(1) Frimaire an II, pétition du citoyen Fleurant (*Arch. nat.*, D III, 361) citée par M. O. Martin.

Jacqueminot, seul projet sérieux concernant le divorce qui fût présenté depuis l'an IV marqua, en l'an VIII, un esprit de réaction très net ; le mariage y est considéré comme une union indissoluble « dans l'intention des parties ». — Le projet de Portalis va mieux situer la question. Le divorce n'est pas définitivement écarté parce que le mariage indissoluble n'est possible « que dans une société d'hommes sages et vertueux », parce que, en outre, certains cultes admettent le divorce et la loi civile doit l'admettre aussi. Toutefois il faut être prudent dans son application ; la faculté de divorcer doit être limitée avec sagesse. Le mariage n'est pas une société d'intérêts privés, et il faut repousser le divorce par incompatibilité d'humeur et par consentement mutuel.

Sur treize tribunaux consultés, trois seulement demandent l'extension du divorce (1). Le tribunal de Reims seul se prononce contre le divorce, les tribunaux de Toulouse, d'Agen, de Nîmes demandent le rétablissement de la séparation de corps. A ce moment Bonald consacre toute une étude intitulée : *Du Divorce* à défendre les idées catholiques (2). La conception républicaine du mariage perd du terrain ; toutefois, le 16 vendémiaire an X, après un exposé de la question par Portalis, le Conseil d'Etat décréta, sans discussion, que le divorce serait maintenu. Tronchet seul en critiqua le principe et n'admit en fin de compte qu'un divorce très strictement réglementé qui ne devait interve-

(1) Cf. O. Martin, *op. cit.*, p. 204.

(2) Bonald, *Du divorce* (1801).

nir que dans les cas désespérés. Il entraîne à sa suite Malleville, Boulay, Bigot-Préameneu qui refuseront sans cesse de s'inspirer des principes révolutionnaires. Une interminable discussion s'engage sur le divorce sur simple allégation d'incompatibilité d'humeur et par consentement mutuel. Le premier consul aidé de Cambacérès et de Berlier s'acharne à les faire maintenir et parvint par un moyen détourné, en faisant voter que : « les sévices seront réputés prouvés quand il y aura consentement mutuel des époux », à faire adopter le divorce par consentement mutuel pur et simple. L'allégation d'incompatibilité d'humeur disparaît et le divorce par consentement mutuel est entouré de précautions minutieuses. Les époux seront soumis à des délais multiples, à des tentatives de conciliation très sérieuses devant le juge, enfin ce mode de divorce n'est admis que lorsqu'il est autorisé par les père et mère des époux ou autres ascendants vivants.

Pratiquement les causes déterminées restent les seules causes de divorce et encore leur nombre est-il restreint. Au lieu des sept causes de la loi de 1792 le Code n'en admet plus que trois : l'adultère, les excès, sévices ou injures graves, la condamnation à une peine infamante.

L'esprit de réaction du Conseil d'Etat se manifeste très clairement dans la législation du divorce pour cause d'adultère. Malgré l'article 212 du Code civil qui dit que les époux se doivent une fidélité *mutuelle*, le législateur insiste sur la distinction à établir entre l'adultère du mari et celui de la femme.

La femme ne peut demander le divorce que si son mari a commis l'adultère dans la maison commune. En outre, alors que le mari coupable n'est puni que d'une amende de 100 à 2.000 francs, la femme convaincue d'adultère est, sur la réquisition du ministère public, condamnée à la réclusion pour un temps qui varie de trois mois à deux ans. Enfin, si la femme est surprise en flagrant délit avec un complice dans la maison conjugale, la loi excuse le mari meurtrier (art. 324).

Cette législation du consulat, fortement imprégnée de droit romain (1), souligne nettement la fin du droit idéaliste et philosophique de la Révolution. Le législateur de 1804 ne croit plus que la liberté est une panacée universelle, il s'éméfie de la faiblesse des hommes et évite les dangereuses confusions entre le droit public et le droit civil. Le point de vue social va reprendre sa place avec d'autant plus de hâte que les droits individuels semblaient l'avoir plus menacé. Le morcellement de puissance dont souffrent les révolutions, va donner le goût d'un pouvoir central puissant, appuyé sur des lois sévères.

(1) Cf. Ph. Sagnac, *op. cit.*, p. 370 et suiv.

BIBLIOGRAPHIE : — O. Martin, *La crise du mariage dans la législation intermédiaire* ; Recueils de Fenet et de Loqué, *Travaux préparatoires du Code civil* ; Aulard, *Paris pendant la réaction thermidorienne, documents pour servir à l'Histoire de l'Esprit public à Paris, et Documents sur le club des jacobins* ; Bonald, *Du divorce* (1801) ; Nongarède, *De la législation sur le mariage et sur le divorce* (1802) ; Agier, *Du mariage dans ses rapports avec les lois françaises* (1801) ; De Bonneville, *Nouveau Code conjugal établi sur les bases de la Constitution* (1792) (in-8°) ; Collection du *Moniteur*, *Archives parlementaires*, *Les annales de la Religion*, *Journal du clergé constitutionnel* (*Bibl. Nat.*).

CONCLUSION

La loi du 20 septembre 1792 n'est qu'un épisode de la Révolution. Si on la considère abstraitement, dégagée des événements qui accompagnèrent son vote et son application, son caractère prématuré a de quoi étonner ; on ne sait comment expliquer l'avance qu'elle prit sur les idées nationales du temps. L'étude qu'on en peut faire est donc plus historique que juridique.

Nous avons vu qu'à son vote, qu'à chacune de ses transformations correspondait un mouvement caractéristique de la Révolution. Le divorce, institution constitutionnelle de la Législative devient avec la Convention une institution révolutionnaire ; après thermidor, le mouvement monarchiste le rend impopulaire ; le coup d'Etat de fructidor lui redonne une vie factice à Paris, enfin le consulat prépare doucement sa fin, qui interviendra tout naturellement en 1816.

Si l'on compare en outre la crise religieuse de la Révolution à la crise du mariage, on aperçoit un saisissant parallélisme.

Au divorce constitutionnel de la Législative correspond la constitution civile du clergé qui était un essai loyal de catholicisme républicain ; au divorce révolutionnaire de la

Convention correspond la disparition momentanée de l'Eglise ; à la réaction de thermidor correspond le succès passager des monarchistes et des catholiques ; le coup d'Etat de fructidor qui conduit à la tentative d'une religion civile et républicaine, aux fêtes décadaires et aux fêtes des époux, correspond au relèvement du nombre des divorces de l'an VIII, de l'an IX et de l'an X ; le divorce très atténué de 1804 sera la conséquence des efforts d'organisation et d'apaisement religieux du Directoire et du Consulat.

A vrai dire la France de 1789 n'était pas plus préparée au divorce qu'à la République. La soudaineté de la loi de 1792 n'est pas plus étonnante que celle de la plupart des événements révolutionnaires. Une crise aussi profondément idéaliste, aussi intellectuelle que la crise révolutionnaire devait conduire à des institutions prématurées peu conformes à l'esprit général de la masse, dont la caractéristique est de redevenir réaliste dès que les événements le permettent. Cette seule considération peut justifier l'apparition inopinée du divorce. Les institutions humaines sont rarement soumises à la logique du raisonnement et sont bien plus souvent entraînées par les circonstances. La loi du divorce très sincèrement idéaliste et républicaine périt avec l'idéalisme qui l'avait fait naître, parce que ses auteurs légiféraient pour des héros abstraits, non pour des hommes ; le despotisme napoléonien les ramena rudement à la réalité.

Ainsi le petit épisode du divorce est remarquablement symbolique et parfaitement explicable. Il souligne d'une

façon particulièrement curieuse les aspirations parfois chimériques des révolutionnaires.

Dégagée des excès du temps, considérée à un point de vue purement philosophique, la loi du 20 septembre 1792, qui est basée sur une croyance très noble en la perfectibilité de l'homme, sur un respect presque superstitieux de la liberté individuelle, reste une manifestation très haute de l'esprit révolutionnaire et de l'esprit humain.

Septembre 1909.

ANNEXES

Loi du 20 septembre 1792, l'an quatrième de la Liberté, qui détermine les causes, le mode et les effets du divorce.

L'Assemblée Nationale, considérant combien il importe de faire jouir les Français de la faculté du divorce, qui résulte de la liberté individuelle dont un engagement indissoluble serait la perte ; considérant que déjà plusieurs époux n'ont pas attendu, pour jouir des avantages de la disposition constitutionnelle, suivant laquelle le mariage n'est qu'un contrat civil, que la loi eût réglé le mode et les effets du divorce, décrète qu'il y a urgence.

L'Assemblée Nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète sur les causes, le mode et les effets du divorce, ce qui suit :

§ 1^{er}. — CAUSES DU DIVORCE.

ART. 1^{er}. — Le mariage se dissout par le divorce.

ART. 2. — Le divorce a lieu par le consentement mutuel des époux.

ART. 3. — L'un des époux peut faire prononcer le divorce, sur la simple allégation d'incompatibilité d'humeur ou de caractère.

ART. 4. — Chacun des époux peut également faire prononcer le divorce sur des motifs déterminés ; savoir, 1^o sur la démence, la folie ou la fureur de l'un des époux ; 2^o sur la condamnation de l'un d'eux à des peines afflictives ou infamantes ; 3^o sur les crimes, sévices ou injures graves de l'un envers l'autre ; 4^o sur le dérèglement de mœurs notoire ; 5^o sur l'abandon de la femme par le mari ou du mari par la femme pendant deux ans au moins ; 6^o sur l'absence de l'un d'eux, sans nouvelles, au moins pendant

cinq ans ; 7° sur l'émigration dans les cas prévus par les lois, notamment par le décret du 8 avril 1792.

ART. 5. — Les époux maintenant séparés de corps par jugement exécuté ou en dernier ressort, auront mutuellement la faculté de faire prononcer leur divorce.

ART. 6. — Toutes demandes et instances en séparation de corps non jugées, sont éteintes et abolies ; chacune des parties payera ses frais. Les jugemens de séparation non exécutés ou attaqués par appel ou par la voie de la cassation, demeurent comme nonavenus, le tout sauf aux époux à recourir à la voie du divorce, aux termes de la présente loi.

ART. 7. — A l'avenir aucune séparation de corps ne pourra être prononcée ; les époux ne pourront être désunis que par le divorce.

§ 2. — MODES DU DIVORCE.

Mode du divorce par consentement mutuel.

ART. 1^{er}. — Le mari et la femme qui demanderont conjointement le divorce seront tenus de convoquer une assemblée de six au moins des plus proches parens, ou d'amis à défaut de parens ; trois des parens ou amis seront choisis par le mari, les trois autres seront choisis par la femme.

ART. 2. — L'assemblée sera convoquée à jour fixe et lieu convenu avec les parens ou amis ; il y aura au moins un mois d'intervalle entre le jour de la convocation et celui de l'assemblée. L'acte de convocation sera signifié par un huissier aux parens ou amis convoqués.

ART. 3. — Si, au jour de la convocation, un ou plusieurs des parens ou amis convoqués, ne peuvent se trouver à l'assemblée, les époux les feront remplacer par d'autres parens ou amis.

ART. 4. — Les deux époux se présenteront en personne à l'assemblée ; ils y exposeront qu'ils demandent le divorce. Les parens ou amis assemblés leur feront les observations et représentations qu'ils jugeront convenables. Si les époux persistent dans leur dessein, il sera dressé par un officier municipal requis à cet effet,

un acte contenant simplement que les parens ou amis ont entendu les époux en assemblée dûment convoquée, et qu'ils n'ont pu les concilier. La minute de cet acte, signée des membres de l'assemblée, des deux époux et de l'officier municipal, avec mention de ceux qui n'auront su ou pu signer, sera déposée au greffe de la municipalité : il en sera délivré expédition aux époux gratuitement, et sans droit d'enregistrement.

ART. 5. — Un mois au moins, et six mois au plus après la date de l'acte énoncé dans l'article précédent, les époux pourront se présenter devant l'officier public chargé de recevoir les actes de mariage dans la municipalité où le mari a son domicile ; et sur leur demande, cet officier public sera tenu de prononcer leur divorce sans entrer en connaissance de cause. Les parties et l'officier public se conformeront aux formes prescrites à ce sujet, dans la loi sur les actes de naissance, mariage et décès.

ART. 6. — Après le délai de six mois, mentionné dans le précédent, les époux ne pourront être admis au divorce par consentement mutuel, qu'en observant de nouveau les mêmes formalités et les mêmes délais.

ART. 7. — En cas de minorité des époux ou de l'un d'eux, ou s'ils ont des enfans nés de leur mariage, les délais ci-dessus indiqués d'un mois pour la convocation de l'assemblée de famille, et d'un mois au moins après l'acte de non-conciliation pour faire prononcer le divorce, seront doubles, mais le délai fatal de six mois après l'acte de non-conciliation, pour faire prononcer le divorce, restera le même.

Mode du divorce sur la demande d'un des conjoints pour simple cause d'incompatibilité.

ART. 8. — Dans le cas où le divorce sera demandé par l'un des époux contre l'autre, pour cause d'incompatibilité d'humeur ou de caractère, sans autre indication de motifs, il convoquera une première assemblée de parens, ou d'amis, à défaut de parens, laquelle ne pourra avoir lieu qu'un mois après la convocation.

ART. 9. — La convocation sera faite devant l'un des officiers

municipaux du domicile du mari, en la maison commune du lieu, aux jour et heure indiqués par cet officier. L'acte en sera signifié à l'époux défendeur, avec déclaration des noms et demeures des parens ou amis au nombre de trois au moins, que l'époux demandeur entend faire trouver à l'assemblée, et invitation à l'époux défendeur de comparaitre à l'assemblée, et d'y faire trouver de sa part également trois, au moins, de ses parens ou amis.

ART. 10. — L'époux demandeur en divorce sera tenu de se présenter en personne à l'assemblée. Il entendra, ainsi que l'époux défendeur, s'il comparait, les représentations des parens ou amis à l'effet de les concilier. Si la conciliation n'a pas lieu, l'assemblée se propagera à deux mois, et les époux y demeureront ajournés. L'officier municipal sera tenu de se retirer pendant ces explications et les débats de famille ; en cas de non-conciliation, il sera rappelé dans l'assemblée pour en dresser acte, ainsi que de la prorogation dans la forme prescrite par l'article 4 ci-dessus : expédition de cet acte sera délivrée à l'époux demandeur, qui sera tenu de le faire signifier à l'époux défendeur si celui-ci n'a pas comparu à l'assemblée.

ART. 11. — A l'expiration des deux mois, l'époux demandeur sera tenu de comparaitre de nouveau en personne. Si les représentations qui lui seront faites, ainsi qu'à son époux s'il comparait, ne peuvent encore les concilier, l'assemblée se propagera à trois mois, et les époux y demeureront ajournés : il en sera dressé acte, et la signification en sera faite, s'il y a lieu, comme au cas de l'article précédent.

ART. 12. — Si à la troisième séance de l'assemblée à laquelle le provoquant sera également tenu de comparaitre en personne, il ne peut être concilié, et persiste définitivement dans sa demande, acte en sera dressé : il lui en sera délivré expédition qu'il fera signifier à l'époux défendeur.

ART. 13. — Si aux première, seconde ou troisième assemblées, les parens ou amis indiqués par le demandeur en divorce ne peuvent s'y trouver, il pourra les faire remplacer par d'autres à son

choix. L'époux défendeur pourra aussi faire remplacer à son choix les parens ou amis qu'il aura fait présenter aux premières assemblées ; et enfin l'officier municipal lui-même, chargé de la rédaction des actes de ces assemblées, pourra, en cas d'empêchement, être remplacé par un de ses collègues.

ART. 14. — Huitaine au moins, ou au plus dans les six mois après la date du dernier acte de non-conciliation l'époux provoquant pourra se représenter pour faire prononcer le divorce, devant l'officier public chargé de recevoir les actes de mariage dans la municipalité où le mari a son domicile ; il observera, ainsi que l'officier public, les formes prescrites à ce sujet dans la loi sur les actes de naissance, mariage et décès. Après les six mois, il ne pourra y être admis qu'en observant de nouveau les mêmes formalités et les mêmes délais.

*Mode du divorce sur la demande d'un des époux
pour cause déterminée.*

ART. 15. — En cas de divorce demandé par l'un des époux pour l'un des sept motifs déterminés, indiqués dans l'article 4 du § 1^{er} ci-dessus, ou pour cause de séparation de corps, aux termes de l'article 5, il n'y aura lieu à aucun délai d'épreuve.

ART. 16. — Si les motifs déterminés sont établis par des jugemens, comme dans les cas de séparation de corps, ou de condamnation à des peines afflictives ou infamantes, l'époux, qui demandera le divorce, pourra se pourvoir directement pour le faire prononcer, devant l'officier public chargé de recevoir les actes de mariage dans la municipalité du domicile du mari. L'officier public ne pourra entrer en aucune connaissance de cause. S'il s'élève devant lui des contestations sur la nature ou la validité des jugemens représentés, il renverra les parties devant le tribunal de district, qui statuera en dernier ressort, et prononcera si ces jugemens suffisent pour autoriser le divorce.

ART. 17. — Dans le cas de divorce pour absence de cinq ans sans nouvelles, l'époux qui le demandera pourra également se pourvoir directement devant l'officier public de son domicile, lequel

prononcera le divorce sur la présentation qui lui sera faite d'un acte de notoriété, constatant cette longue absence.

ART. 18. — A l'égard du divorce fondé sur les autres motifs déterminés, indiqués dans l'article 4 du § 1^{er} ci-dessus, le demandeur sera tenu de se pourvoir devant des arbitres de famille, en la forme prescrite dans le Code de l'ordre judiciaire pour les contestations entre mari et femme.

ART. 19. — Si, d'après la vérification des faits, les arbitres jugent la demande fondée, ils renverront le demandeur en divorce devant l'officier du domicile du mari, pour faire prononcer le divorce.

ART. 20. — L'appel du jugement arbitral en suspendra l'exécution ; cet appel sera instruit sommairement et jugé dans le mois.

§ 3. — EFFETS DU DIVORCE PAR RAPPORT AUX ÉPOUX.

ART. 1^{er}. — Les effets du divorce par rapport à la personne des époux sont de rendre au mari et à la femme leur entière indépendance, avec la faculté de contracter un nouveau mariage.

ART. 2. — Les époux divorcés peuvent se remarier ensemble. Ils ne pourront contracter avec d'autres un nouveau mariage qu'un an après le divorce, lorsqu'il a été prononcé sur consentement mutuel, ou pour simple cause d'incompatibilité d'humeur ou de caractère.

ART. 3. — Dans le cas où le divorce a été prononcé pour cause déterminée, la femme ne peut également contracter un nouveau mariage avec un autre que son premier mari qu'un an après le divorce, si ce n'est qu'il soit fondé sur l'absence du mari depuis cinq ans sans nouvelles.

ART. 4. — De quelque manière que le divorce ait lieu, les époux divorcés seront réglés par rapport à la communauté de biens, ou à la société d'acquêts qui a existé entre eux, soit par la loi, soit par la convention, comme si l'un d'eux était décédé.

ART. 5. — Il sera fait exception à l'article précédent, pour le cas où le divorce aura été obtenu par le mari contre la femme,

pour l'un des motifs déterminés, énoncés dans l'article 4 du § 1^{er} ci-dessus, autre que la démence, la folie ou la fureur, la femme en ce cas sera privée de tous droits et bénéfice dans la communauté de biens ou société d'acquêts ; mais elle reprendra les biens qui y sont entrés de son côté.

ART. 6. — A l'égard des droits matrimoniaux emportant gain de survie, tel que douaire, augment de dot ou agencement, droit de viduité, droit de part dans les biens meubles ou immeubles du prédécédé, ils seront dans tous les cas de divorce, éteints et sans effet. Il en sera de même des dons ou avantages pour cause de mariage, que les époux ont pu se faire réciproquement ou l'un à l'autre, ou qui ont pu être faits à l'un d'eux par les père, mère, ou autres parens de l'autre. Les dons mutuels faits depuis le mariage et avant le divorce resteront aussi comme non venus et sans effet, le tout sauf les indemnités ou pensions énoncées dans les articles suivans.

ART. 7. — Dans le cas de divorce pour l'un des motifs déterminés énoncés dans l'article 4 du § 1^{er} ci dessus celui qui aura obtenu le divorce sera indemnisé de la perte des effets du mariage dissous, et de ses gains de survie dons et avantages, par une pension viagère sur les biens de l'autre époux, laquelle sera réglée par des arbitres de famille, et courra du jour de la prononciation du divorce.

ART. 8. — Il sera également alloué par des arbitres de famille, dans tous les cas de divorce, une pension alimentaire à l'époux divorcé qui se trouvera dans le besoin, autant néanmoins que les biens de l'autre époux pourront la supporter, déduction faite de ses propres besoins.

ART. 9. — Les pensions d'indemnité ou alimentaire énoncées dans les articles précédens seront éteintes si l'époux divorcé, qui en jouit, contracte un nouveau mariage.

ART 10. — En cas de divorce pour cause de séparation de corps, les droits et intérêts des époux divorcés resteront réglés, comme ils l'ont été par le jugement de séparation, et selon les

lois existant lors de ces jugemens, ou par les actes et transactions passés entre les parties,

ART. 11. — Tout acte de divorce sera sujet aux mêmes formalités d'enregistrement et publication, que l'étaient les jugemens de séparation ; et le divorce ne produira à l'égard des créanciers des époux que les mêmes effets que produisaient ces séparations de corps ou de biens.

§ 4. — EFFETS DU DIVORCE PAR RAPPORT AUX ENFANS.

ART. 1^{er}. — Dans le cas du divorce par consentement mutuel, ou sur la demande de l'un des époux, pour simple cause d'incompatibilité d'humeur ou de caractère, sans autre indication de motifs, les enfans nés du mariage dissous seront confiés, savoir, les filles à la mère, les garçons âgés de moins de sept ans également à la mère : au-dessus de cet âge ils seront remis et confiés au père ; et néanmoins le père et la mère pourront faire à ce sujet tel autre arrangement que bon leur semblera.

ART. 2. — Dans tous les cas de divorce pour cause déterminée, il sera réglé en assemblée de famille auquel des époux les enfans seront confiés.

ART. 3. — En cas de divorce pour cause de séparation de corps, les enfans resteront à ceux auxquels ils ont été confiés par jugement ou transaction, ou qui les ont à leur garde et confiance depuis plus d'un an. S'il n'y a ni jugement ou transaction, ni possession annale, il sera réglé en assemblée de famille auquel du père ou de la mère séparés, les enfans seront confiés.

ART. 4. — Si le mari ou la femme divorcés contractent un nouveau mariage, il sera également réglé en assemblée de famille si les enfans qui leur étaient confiés leur seront retirés, et à qui ils seront remis.

ART. 5. — Soit que les enfans, garçons ou filles, soient confiés au père seul, ou à la mère seule, soit à l'un et à l'autre, soit à des tierces personnes, le père et la mère ne seront pas moins obligés de contribuer aux frais de leur éducation et entretien ; ils y con-

tribueront en proportion des facultés et revenus réels et industriels de chacun d'eux.

ART. 6. — La dissolution du mariage par divorce ne privera dans aucun cas les enfans nés de ce mariage, des avantages qui leur étaient assurés par les loix ou par les conventions matrimoniales ; mais le droit n'en sera ouvert à leur profit, que comme il le serait si leurs père et mère n'avaient pas fait divorce.

ART. 7. — Les enfans conserveront leur droit de successibilité à leur père et à leur mère divorcés. S'il survient à ces derniers d'autres enfans de mariages subséquens, les enfans des différens lits succéderont en concurrence, et par égales portions.

ART. 8. — Les époux divorcés ayant enfans ne pourront en se remariant faire de plus grands avantages, pour cause de mariage, que ne le peuvent, selon les loix, les époux veufs qui se remarient ayant enfans.

ART. 9. — Les contestations relatives au droit des époux d'avoir un ou plusieurs de leurs enfans à leur charge et confiance ; celles relatives à l'éducation, aux droits et intérêts de ces enfans, seront portées devant des arbitres de famille : et les jugemens rendus en cette matière seront, en cas d'appel, exécutés par provision.

Au nom de la Nation, le Conseil exécutif provisoire mande et ordonne à tous les corps administratifs et tribunaux, que les présentes ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier et afficher dans leurs départemens et ressorts respectifs, et exécuter comme loi.

En foi de quoi Nous avons signé ces présentes auxquelles Nous avons fait apposer le sceau de l'Etat. A Paris, le vingt-cinquième jour du mois de septembre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an premier de la République française. *Signé* : LE BRUN, *contresigné*, DANTON. Et scellées du sceau de l'Etat.

Certifié conforme à l'original.

Loi du 20 septembre 1792, l'an 4^e de la Liberté, qui détermine le mode de constater l'état civil des citoyens.

L'Assemblée Nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, les trois lectures du projet de décret sur le mode par lequel les naissances, mariages et décès seront constatés, et avoir décrété qu'elle est en état de délibérer définitivement, décrète ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Des officiers publics par qui seront tenus les registres des naissances, mariages et décès.*

ART. 1^{er}. — Les municipalités recevront et conserveront à l'avenir les actes destinés à constater les naissances, mariages et décès

ART. 2. — Les conseils généraux des communes nommeront parmi les membres, suivant l'étendue et la population des lieux, une ou plusieurs personnes qui seront chargées de ces fonctions.

ART. 3. — Les nominations seront faites par la voie du scrutin, et à la pluralité absolue des suffrages ; elles seront publiées et affichées.

ART. 4. — En cas d'absence ou empêchement légitime de l'officier public chargé de recevoir les actes de naissance, mariage et décès, il sera remplacé par le maire, ou par un officier municipal, ou par un autre membre du conseil général à l'ordre de la liste.

TITRE II. — *De la tenue et dépôt des registres.*

ART. 1^{er}. — Il y aura dans chaque municipalité trois registres pour constater, l'un les naissances, l'autre les mariages, le troisième les décès.

ART. 2. — Les trois registres seront doubles, sur papier timbré,

fournis aux frais de chaque district, et envoyés aux municipalités par les directoires, dans les quinze premiers jours du mois de décembre de chaque année; ils seront cotés par premier et dernier, et paraphés sur chaque feuillet, le tout sans frais, par le président de l'administration du district, ou à son défaut, par un des membres du directoire, suivant l'ordre de la liste.

ART. 3. — Les actes de naissance, mariage et décès seront écrits sur les registres doubles, de suite et sans aucun blanc. Les renvois et ratures seront approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte. Rien n'y sera écrit par abréviation, ni aucune date mise en chiffres.

ART. 4. — Toute contravention aux dispositions de l'article précédent sera punie de dix livres d'amende pour la première fois, de vingt livres d'amende en cas de récidive, et même des peines portées par le Code pénal en cas d'altération ou de faux.

ART. 5. — Il est expressément défendu d'écrire et de signer, en aucun cas, les actes sur feuilles volantes, à peine de cent livres d'amende, de destitution et de privation pendant dix ans de la qualité et des droits de citoyen actif.

ART. 6. — Les actes contenus dans ces registres et les extraits qui en seront délivrés, feront foi et preuve en justice des naissances, mariages et décès.

ART. 7. — Les actes qui seront inscrits dans les registres ne seront point sujets au droit d'enregistrement.

ART. 8. — Dans les quinze premiers jours du mois de janvier de chaque année, il sera fait, à la fin de chaque registre, une table par ordre alphabétique des actes qui y seront contenus.

ART. 9. — Dans le mois suivant, les municipalités seront tenues d'envoyer, au directoire de leur district, l'un des registres doubles.

ART. 10. — Les directoires de district vérifieront si les actes ont été dressés et les registres tenus dans les formes prescrites.

ART. 11. — Dans les quinze premiers jours du mois de mars, les procureurs-syndics seront tenus d'envoyer ces registres aux

directoires de département, avec les observations des directoires de district.

ART. 12. — Ces registres seront déposés et conservés aux archives des directoires de département.

ART. 13. — Les autres registres doubles seront déposés et conservés aux archives des municipalités.

ART. 14. — Les procureurs-généraux-syndics des départemens seront chargés des dénonciations et poursuites, en cas de contravention au présent décret.

ART. 15. — Tous les dix ans les tables annuelles faites à la fin de chaque registre seront refondues dans une seule ; néanmoins, pour déterminer une époque fixe et uniforme, la première de ces tables générales sera faite en 1800.

ART. 16. — Cette table décennale sera mise sur un registre séparé, tenu double, timbré, coté et paraphé.

ART. 17. — L'un des doubles de ces registres sera envoyé, dans les quinze premiers jours du mois de mai de la onzième année, aux directoires de district, et transmis dans le mois suivant, par le procureur-syndic, au directoire du département, pour être placé dans le même dépôt.

ART. 18. — Toutes personnes sont autorisées à se faire délivrer des extraits des actes de naissance, mariage et décès, soit sur les registres conservés aux archives des municipalités, soit sur ceux déposés aux archives des départemens. Les extraits devront être sur papier timbré ; ils ne seront pas sujets au droit d'enregistrement.

ART. 19. — Il ne sera payé que six sous pour chaque extrait des actes de naissance, décès et publication de mariage, et douze sous pour chaque extrait des actes de mariage, non compris le timbre.

ART. 20. — Les extraits demandés sur les registres courans seront délivrés par celui qui sera chargé de les tenir. Après le dépôt, les extraits seront expédiés par les secrétaires-greffiers des municipalités ou des départemens.

ART. 21. — Les registres courans seront tenus par celui qui sera chargé de recevoir les actes : il en répondra.

ART. 22. — Dans les villes dont l'étendue et la population exigent qu'il y ait plus d'un officier public chargé de constater les naissances, mariages et décès, il sera fourni trois registres doubles à chacun d'eux ; ils seront tenus de se conformer aux règles ci-dessus prescrites.

TITRE III. — *Naissance*

ART. 1^{er}. — Les actes de naissance seront dressés dans les vingt-quatre heures de la déclaration qui sera faite par les personnes ci-après désignées, assistées de deux témoins de l'un ou de l'autre sexe, parens ou non parens, âgé de vingt-un ans.

ART. 2. — En quelque lieu que la femme mariée accouche, si son mari est présent et en état d'agir, il sera tenu de faire la déclaration.

ART. 3. — Lorsque le mari sera absent ou ne pourra pas agir, ou que la mère ne sera pas mariée, le chirurgien ou la sage-femme qui aura fait l'accouchement sera obligé de déclarer la naissance.

ART. 4. — Quand une femme accouchera, soit dans une maison publique, soit dans la maison d'autrui, la personne qui commandera dans cette maison ou qui en aura la direction sera tenue de déclarer la naissance.

ART. 5. — En cas de contravention aux précédens articles, la peine contre les personnes chargées de faire la déclaration sera de deux mois de prison ; cette peine sera poursuivie par le procureur de la commune devant le tribunal de police correctionnelle, sauf les poursuites criminelles en cas de suppression, enlèvement ou défaut de représentation de l'enfant.

ART. 6. — L'enfant sera porté à la maison commune ou autre lieu public servant aux séances de la commune ; il sera présenté à l'officier public. En cas de péril imminent, l'officier public sera tenu, sur la réquisition qui lui en sera faite, de se transporter dans la maison où sera le nouveau-né.

ART. 7. — La déclaration contiendra le jour, l'heure et le lieu de la naissance, la désignation du sexe de l'enfant, le prénom qui lui sera donné, les prénom et noms de ses père et mère, leur profession, leur domicile ; les prénoms, noms, profession et domicile des témoins.

ART. 8. — Il sera de suite dressé acte de cette déclaration sur le registre double à ce destiné ; cet acte sera signé par le père ou autres personnes qui auront fait la déclaration, par les témoins et par l'officier public : si aucun des déclarans et témoins ne peut ou ne sait signer, il en sera fait mention.

ART. 9. — En cas d'exposition d'enfant, le juge de paix ou de police qui en aura été instruit sera tenu de se rendre sur le lieu de l'exposition, de dresser procès-verbal de l'état de l'enfant, de son âge apparent, des marques extérieures, vêtemens et autres indices qui peuvent éclairer sur sa naissance ; il recevra aussi les déclarations de ceux qui auroient connoissances relatives à l'exposition de l'enfant.

ART. 10. — Le juge de paix ou l'officier de police sera tenu de remettre, dans les vingt-quatre heures, à l'officier public, une expédition de ce procès-verbal, qui sera transcrit sur le registre double des actes de naissance.

ART. 11. — L'officier public donnera un nom à l'enfant, et il sera pourvu à sa nourriture et à son entretien, suivant les lois qui seront portées à cet effet.

ART. 12. — Il est défendu aux officiers publics d'insérer par leur propre fait, dans la rédaction des actes et sur les registres, aucunes clauses, notes ou énonciations autres que celles contenues aux déclarations qui leur seront faites, à peine de destitution qui sera prononcée par voie d'administration, par les directoires de département sur la dénonciation, soit des parties, soit des procureurs des communes ou procureurs-syndics, et sur la réquisition des procureurs-généraux-syndics.

ART. 13. — Si, antérieurement à la publication de la présente loi, quelques personnes avoient négligé de faire constater la naissance de leurs enfans dans les formes usitées, elles seront tenues

dans la huitaine qui suivra ladite publication, d'en faire la déclaration, conformément aux dispositions ci-dessus.

TITRE IV. — *Mariage.*

SECTION I. — *Qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage.*

ART. 1^{er}. — L'âge requis pour le mariage est quinze ans révolus pour les hommes et treize ans révolus pour les filles.

ART. 2. — Toute personne sera majeure à vingt-un ans accomplis.

ART. 3. — Les mineurs ne pourront être mariés sans le consentement de leurs père ou mère, ou parens ou voisins, ainsi qu'il va être dit.

ART. 4. — Le consentement du père sera suffisant.

ART. 5. — Si le père est mort ou interdit, le consentement de la mère suffira également.

ART. 6. — Dans le cas où la mère seroit décédée ou en interdiction, le consentement des cinq plus proches parens paternels ou maternels sera nécessaire.

ART. 7. — Lorsque les mineurs n'auront point de parens ou n'en auront pas au nombre de cinq dans le district, on y suppléera par des voisins pris dans le lieu où les mineurs seront domiciliés.

ART. 8. — Les parens et les voisins assemblés dans la maison commune du lieu du domicile du mineur délibéreront, à cet égard, devant le maire ou autre officier municipal à l'ordre de la liste, en présence du procureur de la commune.

ART. 9. — Le consentement sera donné ou refusé, d'après la majorité des suffrages.

ART. 10. — Toute personne engagée dans les liens du mariage ne peut en contracter un second que le premier n'ait été dissous conformément aux lois.

ART. 11. — Le mariage est prohibé entre les parens naturels

et légitimes en ligne directe, entre les alliés dans cette ligne, et entre le frère et la sœur.

ART. 12. — Ceux qui sont incapables de consentement ne peuvent se marier.

ART. 13. — Les mariages faits contre la disposition des articles précédens seront nuls et de nul effet.

SECTION II. — *Publications.*

ART. 1^{er}. — Les personnes majeures qui voudront se marier seront tenues de faire publier leurs promesses réciproques dans le lieu du domicile actuel de chacune des parties. Les promesses des personnes mineures seront publiées dans celui de leurs pères et mères, et si ceux-ci sont morts ou interdits, dans celui où sera tenue l'assemblée de famille requise pour le mariage des mineurs.

ART. 2. — Le domicile, relativement au mariage, est fixé par une habitation de six mois dans le même lieu.

ART. 3. — Le mariage sera précédé d'une publication faite le dimanche à l'heure de midi, devant la porte extérieure et principale de la maison commune, par l'officier public : le mariage ne pourra être contracté que huit jours après cette publication.

ART. 4. — Il sera dressé acte de cette publication sur un registre particulier à ce destiné ; ce registre ne sera pas tenu double, et sera déposé, lorsqu'il sera fini, aux archives de la municipalité.

ART. 5. — L'acte de publication contiendra les prénoms, noms, profession et domicile des futurs époux, ceux de leurs pères et mères, et les jour et heure de la publication. Il sera signé par l'officier public.

ART. 6. — Un extrait de l'acte de publication sera affiché à la porte de la maison commune, dans un tableau à ce destiné.

ART. 7. — Dans les villes dont la population excède dix mille âmes, un pareil tableau sera en outre placé sur la principale porte du chef-lieu des sections sur lesquelles les futurs époux habiteront.

SECTION III. — *Oppositions.*

ART. 1^{er}. — Les personnes dont le consentement est requis pour les mariages des mineurs pourront seules s'y opposer.

ART. 2. — Seront également reçues à former opposition aux mariages, soit des majeurs, soit des mineurs, les personnes déjà engagées par mariage avec l'une des parties.

ART. 3. — Dans le cas de démence des majeurs, et lorsqu'il n'y aura point encore d'interdiction prononcée, l'opposition de deux parens sera admise.

ART. 4. — L'acte d'opposition en contiendra les motifs, et sera signé par la partie opposante ou par son fondé de procuration spéciale, sur l'original et sur la copie. Il sera donné copie des procurations en tête de celle de l'opposition.

ART. 5. — L'acte d'opposition sera signifié au domicile des parties, et à l'officier public qui mettra son *visa* sur l'original.

ART. 6. — Il sera fait une mention sommaire des oppositions par l'officier public, sur les registres des publications.

ART. 7. — La validité de l'opposition sera jugée en première instance par le juge de paix du domicile de celui contre lequel l'opposition aura été formée; il y sera statué dans trois jours. L'appel sera porté au tribunal du district, sans que les parties soient obligées de se présenter au bureau de conciliation; le tribunal prononcera sommairement et dans la huitaine. Les délais, soit pardevant le juge de paix, soit pardevant le tribunal d'appel, ne pourront être prorogés.

ART. 8. — Une expédition des jugemens de main-levée sera remise à l'officier public, qui en fera mention en marge de celle des oppositions sur le registre des publications.

ART. 9. — Toutes oppositions formées hors les cas, et par toutes personnes autres que celles ci-dessus désignées, seront regardées comme non avenues, et l'officier public pourra passer outre à l'acte de mariage; mais dans les cas et les formes ci-dessus spécifiés, il ne pourra passer outre au préjudice des oppositions, à peine de destitution, de trois cents livres d'amende, et de tous dommages et intérêts.

SECTION IV. — *Des formes intrinsèques de l'acte de mariage.*

ART. 1^{er}. — L'acte de mariage sera reçu dans la maison commune du lieu du domicile de l'une des parties.

ART. 2. — Le jour où les parties voudront contracter leur mariage, sera par elles désigné, et l'heure indiquée par l'officier public chargé d'en recevoir la déclaration.

ART. 3. — Les parties se rendront dans la salle publique de la maison commune, avec quatre témoins majeurs, parens ou non parens, sachant signer, s'il peut s'en trouver aisément dans le lieu qui sachent signer.

ART. 4. — Il sera fait lecture en leur présence, par l'officier public, des pièces relatives à l'état des parties et aux formalités de mariage, tels que les actes de naissance, les consentemens des pères et mères, l'avis de la famille, les publications, oppositions et jugemens de main-levée

ART. 5. — Après cette lecture, le mariage sera contracté par la déclaration que fera chacune des parties à haute voix, en ces termes :

Je déclare prendre (le nom) en mariage.

ART. 6. — Aussitôt après cette déclaration faite par les parties, l'officier public, en leur présence et en celle des mêmes témoins, prononcera, au nom de la loi, qu'elles sont unies en mariage.

ART. 7. — L'acte de mariage sera de suite dressé par l'officier public ; il contiendra : 1^o les prénoms, noms, âge, lieu de naissance, profession et domicile des époux ; 2^o les prénoms, noms, profession et domicile des pères et mères ; 3^o les prénoms, noms, âge, profession, domicile des témoins, et leur déclaration s'ils sont parens ou alliés des parties ; 4^o la mention des publications dans les divers domiciles, des oppositions qui auroient été faites, et des jugemens de main-levée ; 5^o la mention du consentement des pères et mères, ou de la famille dans les cas où il y a lieu ; 6^o la mention des déclarations des parties et de la prononciation de l'officier public.

ART. 8. — Cet acte sera signé par les parties, par leurs père

mère et parens présens, par les quatre témoins, et par l'officier public ; en cas qu'aucun d'eux ne sût ou ne pût signer, il en sera fait mention.

ART. 9. — Si, antérieurement à la publication de la présente loi, quelques personnes s'étoient mariées devant des officiers civils, elles seront tenues de venir dans la huitaine déclarer leur mariage devant l'officier public de la municipalité de leur domicile, lequel en dressera acte sur les registres aux formes ci dessus prescrites.

SECTION V. — *Du divorce dans ses rapports avec les fonctions de l'officier public chargé de constater l'état civil des citoyens.*

ART. 1^{er}. — Aux termes de la Constitution, le mariage est dissoluble par le divorce.

ART. 2. — La dissolution du mariage par le divorce sera prononcée par l'officier public chargé de recevoir les actes de naissance, mariage et décès, dans la forme qui suit :

ART. 3. — Lorsque deux époux demanderont conjointement le divorce, ils se présenteront accompagnés de quatre témoins majeurs devant l'officier public, en la maison commune, au jour et heure qu'il aura indiqués : ils justifieront qu'ils ont observé les délais exigés par la loi sur le mode du divorce ; ils représenteront l'acte de non-conciliation qui aura dû leur être délivré par leurs parens assemblés ; et sur leur réquisition, l'officier public prononcera que leur mariage est dissous.

ART. 4. — Il sera dressé acte du tout sur le registre des mariages ; cet acte sera signé des parties, des témoins et de l'officier public, ou il sera fait mention de ceux qui n'auront pu ou su signer.

ART. 5. — Si le divorce est demandé par l'un des conjoints seulement, il sera tenu de faire signifier à son conjoint un acte aux fins de le voir prononcer : cet acte contiendra réquisition de se trouver en la maison commune de la municipalité, dans l'étendue de laquelle le mari a son domicile, et devant l'officier public chargé des actes de naissances, mariages et décès, dans le délai

qui aura été fixé par cet officier. Ce délai ne pourra être moindre de trois jours, et en outre d'un jour par dix lieues en cas d'absence du conjoint appelé.

ART. 6. — A l'expiration du délai, le conjoint demandeur se présentera, accompagné de quatre témoins majeurs; devant l'officier public; il représentera les différens actes ou jugemens qui doivent justifier qu'il a observé les formalités et les délais exigés par la loi sur le mode de divorce, et qu'il est fondé à le demander; il représentera aussi l'acte de réquisition qu'il aura dû faire signifier à son conjoint, aux termes de l'article précédent; et sur sa réquisition, l'officier public prononcera, en présence ou en absence du conjoint dûment appelé, que le mariage est dissous.

ART. 7. — Il sera donné acte du tout sur le registre des mariages, en la forme réglée par l'article 4 ci-dessus.

ART. 8. — S'il s'élève des contestations de la part du conjoint contre lequel le divorce sera demandé, sur aucun des actes ou jugemens représentés par le conjoint demandeur, l'officier public n'en pourra prendre connaissance; il renverra les parties à se pourvoir.

ART. 9. — L'officier public qui aura prononcé le divorce, et en aura fait dresser acte sur les registres des mariages, sans qu'il lui ait été justifié des délais, des actes et des jugemens exigés par la loi sur le divorce, sera destitué de son état, condamné à cent livres d'amende, et aux dommages-intérêts des parties.

TITRE V. — *Décès.*

ART. 1^{er}. — La déclaration du décès sera faite par les deux plus proches parens ou voisins de la personne décédée, à l'officier public, dans les vingt-quatre heures.

ART. 2. — L'officier public se transportera au lieu où la personne sera décédée; et après s'être assuré du décès, il en dressera l'acte sur les registres doubles. Cet acte contiendra les prénoms, noms, âge, profession et domicile du décédé. S'il étoit marié ou

veuf, dans ces deux cas, les prénoms et noms de l'épouse, les prénoms, noms, âge, profession et domicile des déclarans ; et au cas qu'ils soient parens, leur degré de parenté.

ART. 3. — Le même acte contiendra de plus, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, noms, profession et domicile des père et mère du décédé et le lieu de sa naissance.

ART. 4. — Cet acte sera signé par les déclarans et par l'officier public ; mention sera faite de ceux qui ne sauroient ou ne pourroient signer.

ART. 5. — En cas de décès dans les hôpitaux, maisons publiques ou d'une des maisons d'autrui, les supérieurs, directeurs, administrateurs et maîtres de ces maisons seront tenus d'en donner avis dans les vingt quatre heures à l'officier public, qui dressera l'acte de décès sur les déclarations qui lui auront été faites, et sur les renseignements qu'il aura pu prendre concernant les prénoms, noms, âge, lieu de naissance, profession et domicile du décédé.

ART. 6. — Si, dans le cas du précédent article, l'officier public a pu connoître le domicile de la personne décédée, il sera tenu d'envoyer un extrait de l'acte de décès à l'officier public du lieu de ce domicile, qui le transcrira sur ses registres.

ART. 7. — Les corps de ceux qui auront été trouvés morts avec des signes ou indices de mort violente, ou autres circonstances qui donnent lieu de le soupçonner, ne pourront être inhumés qu'après que l'officier de police aura dressé procès-verbal, aux termes de l'article 2 de titre III de la loi sur la police de sûreté.

ART. 8. — L'officier de police, après avoir dressé le procès-verbal de l'état du cadavre et des circonstances y relatives, sera tenu d'en donner sur le champ avis à l'officier public, et de lui en remettre un extrait contenant des renseignements sur les prénoms, noms, âge, lieu de naissance, profession et domicile du décédé.

ART. 9. — L'officier public dressera l'acte de décès, sur les renseignements qui lui auront été donnés par l'officier de police.

TITRE VI. — *Dispositions générales.*

ART. 1^{er}. — Dans la huitaine, à compter de la publication du présent décret, le maire ou un officier municipal, suivant l'ordre de la liste, sera tenu, sur la réquisition du procureur de la commune, de se transporter, avec le secrétaire-greffier, aux églises paroissiales et presbytères et aux dépôts des registres de tous les cultes ; ils y dresseront un inventaire de tous les registres existans entre les mains des curés et autres dépositaires. Les registres courans seront clos et arrêtés par le maire ou officier municipal.

ART. 2. — Tous les registres, tant anciens que nouveaux, seront portés et déposés dans la maison commune.

ART. 3. — Les actes de naissance, mariage et décès continueront d'être inscrits sur les registres courans, jusqu'au premier janvier 1793.

ART. 4. — Dans deux mois, à compter de la publication du présent décret, il sera dressé un inventaire de tous les registres de baptêmes, mariages et sépultures existans dans les greffes des tribunaux. Dans le mois suivant, les registres et une expédition de l'inventaire, délivrée sur papier timbré et sans frais, seront, à la diligence des procureurs-généraux-syndics, transportés et déposés aux archives des départemens.

ART. 5. — Aussitôt que les registres courans auront été clos arrêtés et portés à la maison commune, les municipalités seules recevront les actes de naissances, mariages et décès, et conserveront les registres. Défenses sont faites à toutes personnes de s'immiscer dans la tenue de ces registres et dans la réception de ces actes.

ART. 6. — Les Corps administratifs sont spécialement chargés par la loi de surveiller les municipalités dans l'exercice des nouvelles fonctions qui leur sont attribuées.

ART. 7. — Toutes les lois contraires aux dispositions de celle-ci sont et demeurent abrogées.

ART. 8. — L'Assemblée Nationale, après avoir déterminé le mode de constater désormais l'état civil des citoyens, déclare qu'elle n'entend ni innover ni nuire à la liberté qu'ils ont tous de consacrer les naissances, mariages et décès par les cérémonies du culte auquel ils sont attachés, et par l'intervention des ministres de ce culte.

Au nom de la Nation, le Conseil exécutif provisoire mande et ordonne à tous les corps administratifs et tribunaux que les présentes ils fassent configurer dans leurs registres, lire, publier et afficher dans leurs départemens et ressorts respectifs, et exécuter comme loi. En foi de quoi nous avons signé ces présentes auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'État. A Paris, le vingt-cinquième jour du mois de septembre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an premier de la République française. *Signé :*
LE BRUN. *Contresigné :* DANTON. Et scellés du sceau de l'État.

Certifié conforme à l'original.

Modèle d'un acte de divorce.

Mairie de.

Arrondissement communal :

Du. jour du mois de., l'an. de la République française.

Acte de divorce de., âgé de. ans, né à., département d., le. du mois de., an., profession de., demeurant à., département d., fils de., demeurant à., département d., et de. (il faut énoncer si les époux sont majeurs ou mineurs) ;

Et de., âgée de. ans, née à., département d., le. du mois de., an., demeurant à., département d., fille de., demeurant à., département d., et de.
[Ici énumération des actes préliminaires exigés par la loi.]

(S'il n'y a que l'époux demandeur présent, on énoncera qu'il a

demandé *seul* le divorce ; s'ils sont présents tous deux, on énoncera qu'ils ont demandé tous deux le divorce.)

X. . . a demandé à haute voix la dissolution du mariage,

En présence de. . . . (noms, professions et domiciles de 4 témoins exigés).

Après quoi, moi. . . . , maire d. . . . , faisant les fonctions d'officier public de l'état-civil, ai prononcé qu'au nom de la loi, le mariage de. . . . et de. . . . est dissous ; et j'ai signé avec X. . . . , requerrant le divorce, et les témoins...

P. S. — Pour l'énumération des actes exigés, se reporter à la loi du 20 septembre 1792.

Fait à. . . . , 1^{er} jour complémentaire de l'an V.

Acte de Divorce. — Extrait du registre de la municipalité de Bazas.

Aujourd'hui cinquième prairial An second de la République française une et indivisible à six heures de relevée, par devant moy Bonnaventure Saint Gès, officier municipal et officier public de la commune Bazas a comparu Anne Biroat, épouse de Malescot aîné émigré, domiciliée de Bazas, assistée des citoyens Joseph-François Descornes, secrétaire de la municipalité, âgé de trente-deux ans, et de Silvestre Grenier, notaire public, âgé de quarante-huit ans, et Raigmont Saint-Espes cultivateur, âgé de quarante-neuf ans, et George Dupeyré, notable, âgé de trente-huit ans, tous domiciliés de cette commune, laquelle a déclaré à haute voix vouloir faire divorce avec ledit Malescot aîné ; vu par nous l'acte de notoriété publique du conseil général de la commune de Bazas en date de ce jour en bonne et due forme qui constate l'absence de Malescot aîné depuis plus de deux ans de cette commune qui est jugé émigré, vu l'article premier du décret de la Convention nationale des quatre et cinq floréal, qui porte que lorsqu'il sera prouvé par un acte authentique ou d'une notoriété publique que deux époux sont séparés de fait, depuis plus de six mois, si l'un d'eux demande le divorce, il sera prononcé sans aucun délai de

preuve (*sic*), je déclare au nom de la loi que le mariage entre Malescot et Anne Biroat est dissous ; que, en conséquence, ladite Anne Biroat est libre de sa personne, comme elle l'étoit avant de l'avoir contracté et j'ay dressé le présent acte signé de moy et des témoins et de ladite Anne Biroat. Fait à Bazas dans la maison commune le jour, mois et an que dessus. — Anne Biroat, Grenier, Dupeyré, Saint-Espes et Descornes.

Pour copie :

SAINT-GÈS,

Officier public.

Je certifie que la signature du citoyen Saint-Ges est la véritable. A Bazas le 15^e prairial, l'an 2^e de la République française une et indivisible.

DESCORNES.

Décret de la Convention nationale, du 22^e jour du premier mois de l'an second de la République française une et indivisible, qui autorise le conjoint demandeur en divorce à faire apposer les scellés sur les effets mobiliers de la communauté.

La Convention nationale, sur la proposition d'un membre, décrète ce qui suit :

ART. 1^{er}. — En formant une demande en divorce, s'il existe une communauté, le conjoint demandeur pourra faire apposer les scellés sur tous les meubles et effets mobiliers dépendans de ladite communauté.

ART. 2. — Ces scellés ne pourront, soit dans le cours de l'instance, soit après le jugement définitif, être levés qu'en procédant de suite à l'inventaire des choses y comprises, à moins que les deux parties ne consentent à une levée pure et simple.

Visé par l'inspecteur. Signé : S. E. MONNEL.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires de la Convention nationale. A Paris,

le 23^e jour du 1^{er} mois de l'an second de la République une et indivisible. *Signé*: L. J. CHARLIER, *président*; PONS (de Verdun) et G. JAGOT, *secrétaires*.

Au nom de la République, le Conseil exécutif provisoire mande et ordonne à tous les corps administratifs et tribunaux, que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier et afficher, et exécuter dans leurs départemens et ressorts respectifs. En foi de quoi nous y avons apposé notre signature et le sceau de la République. A Paris, le vingt-troisième jour du premier mois de l'an second de la République française une et indivisible. *Signé*: DEFORGUES. *Contresigné*: GOUHIER. Et scellée du sceau de la République.

Certifié conforme à l'original.

Décret de la Convention nationale du 8^e jour de nivôse an second de la République française, une et indivisible, qui attribue aux tribunaux de famille la connoissance des contestations relatives aux droits des époux divorcés.

La Convention nationale, après avoir entendu son comité de législation sur la pétition de la citoyenne *Lefebvre* ;

Considérant que la loi du 20 septembre 1792 (vieux style) attribue aux tribunaux de famille les contestations qui s'élèvent entre les époux après la prononciation de leur divorce, dans les cas prévus par les articles 7 et 8 du § 3 ; que l'article 9 du § 4 renvoie aussi pardevant ces mêmes tribunaux les contestations relatives aux droits des époux d'avoir un ou plusieurs enfans, et celles relatives à l'éducation et aux intérêts de ces enfans ; qu'il est de l'esprit de cette même loi d'attribuer aussi aux tribunaux de famille les contestations que des époux divorcés peuvent avoir sur le règlement de leurs droits, soit par rapport à la communauté des biens ou à la société d'acquêt, soit par rapport aux droits matrimoniaux emportant gain de survie ;

Considérant qu'il s'élève une foule de réclamations contre les lenteurs que mettent les tribunaux de famille à terminer les affaires soumises à leur décision par la loi du divorce, et qu'il arrive souvent que, pendant ces délais, celui qui est maître de la communauté en abuse pour la dilapider et changer de nature les effets qui en dépendent ;

Considérant qu'il n'y a pas de raison d'empêcher un mari divorcé de se remarier immédiatement après le divorce, et une femme dix mois après, lorsque le divorce n'a pas pour cause l'absence du mari ;

Que dans ce dernier cas, si l'absence du mari, de dix mois avant le divorce, est constatée, il n'y a pas non plus de motif pour empêcher la femme de se remarier immédiatement après le divorce ;

Considérant enfin que les dispositions de la loi du 20 septembre 1762 donnent lieu à cet égard à beaucoup de réclamations, décrète ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Les tribunaux de famille auxquels sont attribués les jugemens des contestations entre maris et femmes, après le divorce, dans les cas prévus par les articles 7 et 8 du 3 de la loi du 20 septembre 1792, sur le divorce, et dans les cas prévus par l'article 9 du § 4 de la même loi, connoîtront aussi de celles relatives aux réglemens des droits dans leur communauté, et de leurs droits matrimoniaux emportant gain de survie.

ART. 2. — Ces tribunaux de famille seront obligés de prononcer sur ces contestations dans le délai d'un mois après leur formation.

Les époux, ou l'un d'eux, pourront porter l'affaire soumise à la décision des arbitres de famille, pardevant le tribunal du district, si ces arbitres ont négligé de prononcer leur jugement pendant ce délai.

ART. 3. — Le mari divorcé peut se remarier immédiatement après le divorce ; l'épouse divorcée ne peut se remarier que dix mois après.

ART. 4. — S'il est constaté que le mari ait abandonné depuis

dix mois son domicile et sa femme, celle-ci pourra contracter un nouveau mariage aussitôt après le divorce.

Visé par l'Inspecteur. Signé : S. E. MONNEL.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires de la Convention nationale, à Paris, le 14^e jour de nivôse, an second de la République une et indivisible. Signé COUTHON, *président* : A. C. THUREAUDEAU et PERRIN, *secrétaires*.

Au nom de la République, le conseil exécutif provisoire mande et ordonne à tous les corps administratifs et tribunaux que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier et afficher, et exécuter dans leurs départemens et ressorts respectifs ; en foi de quoi nous y avons apposé notre signature et le sceau de la République. A Paris, le quatorzième jour de nivôse, an second de la République française une et indivisible. Signé : COHIER, président du Conseil exécutif provisoire. Contresigné : COHIER, et scellée du sceau de la République.

Certifié conforme à l'original.

Décrets de la Convention nationale des 4^e et 5^e jours de floréal, l'an second de la République française une et indivisible, relatifs au divorce.

1^{er} décret, du 4 floréal, contenant des dispositions additionnelles à la loi du 20 septembre 1792, sur le divorce.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, décrète :

ART. 1^{er}. — Lorsqu'il sera prouvé par un acte authentique ou de notoriété publique que deux époux sont séparés de fait depuis plus de six mois, si l'un d'eux demande le divorce, il sera prononcé sans aucun délai d'épreuve, conformément à l'article 17 du § 2 de la loi du 20 septembre 1792 : l'acte de notoriété publique sera donné par le conseil général de la commune ou par les co-

mités civils des sections, sur l'attestation de six citoyens. L'époux qui demandera le divorce pourra, dans le cas d'une résidence de six mois dans une nouvelle commune, faire citer l'autre par devant l'officier public de ce nouveau domicile.

La citation sera donnée à la personne de l'époux défendeur ou au dernier domicile commun, chez l'agent national, qui sera tenu de l'afficher pendant une décade à la porte de la maison commune.

ART. 2. — S'il est constaté par acte authentique ou de notoriété publique, que la séparation des époux a lieu par l'abandon fait par l'un d'eux du domicile commun, sans donner de ses nouvelles, l'époux abandonné pourra obtenir son divorce sur la seule présentation de l'acte authentique ou de notoriété, six mois après cet abandon, et sans avoir besoin d'appeler l'époux absent.

ART. 3. — Dans les cas prévus dans les deux articles précédens, les époux se pourvoiront dans la forme ordinaire, tant pour le règlement de leurs droits que pour ce qui concerne l'éducation et l'intérêt de leurs enfans.

ART. 4. — Les femmes des défenseurs de la patrie et des fonctionnaires éloignés de leur domicile pour le service de la République, ne pourront néanmoins, pendant l'absence de leur mari, demander le divorce que par devant l'officier public de leur dernier domicile commun, ou par devant celui de la résidence actuelle de leur mari.

Elles ne pourront réclamer pendant son absence que ce qu'elles ont apporté en mariage, et tous les réglemens qu'elles feront faire de leurs droits ne seront que provisoires jusqu'au retour de leur mari.

ART. 5. — Tous officiers municipaux qui ne voudront pas recevoir une action en divorce, ou qui refuseront de le prononcer dans les cas prévus par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus, seront destitués et pourront être condamnés à des dommages et intérêts envers les parties, sans préjudice des peines portées par l'article 8 de la section V de la loi du 14 frimaire, qui leur seront appliquées, s'il y a lieu.

ART. 6. — Le divorce ne pourra être attaqué par la voie de l'appel, s'il a été prononcé avant l'accomplissement des délais ; on pourra le faire prononcer de nouveau après leur expiration.

ART. 7. — La femme divorcée peut se marier aussitôt qu'il sera prouvé, par un acte de notoriété publique, qu'il y a dix mois qu'elle est séparée de fait de son mari. Celle qui accouche après son divorce est dispensée d'attendre ce délai.

ART. 8. — Les divorces qui ont été effectués en vertu du principe que le mariage n'est qu'un contrat civil, et qui ont été constatés par des déclarations authentiques faites par devant des officiers municipaux, des juges de paix ou des notaires, depuis la déclaration de ce principe et avant la promulgation de la loi du 20 septembre 1792, sont confirmés.

Visé par l'inspecteur. Signé : CORDIER.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires de la Convention nationale.

A Paris le 9 floréal, an second de la République une et indivisible. Signé :
BRÉARD, *ex-président* ; DORNIER et N. HAUSEMANN, *secrétaires*.

II^e décret du 5 floréal, relatif aux jugemens de séparation non exécutés, ou attaqués par voie d'appel ou de cassation.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur la lettre du ministre de la justice, en date du 17 ventôse dernier, et sur les pétitions et mémoires du citoyen *Etienne Simon* et *Louise Belle* sa femme, rapporte le décret du 13 frimaire dernier, rendu sur la pétition de *Louise Belle*.

Et sur la question proposée par le tribunal du district de Romans, tendant à savoir si par ces termes de l'article 6, § 1^{er} de la loi du divorce, « les jugemens de séparation non exécutés, ou attaqués par appel ou par voie de cassation, demeurent comme non avenus, la loi a voulu comprendre les jugemens de séparation contre lesquels on s'est pourvu par requête civile ;

Considérant qu'il est évidemment dans l'esprit de cet article de comprendre les jugemens qui sont attaqués par des voies légales.

Déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer.

Visé par l'inspecteur. Signé : PÉRADR.

Collationné à l'original, par nous président
et secrétaires de la Convention nationale.

A Paris, le 7^e jour de floréal, an second
de la République française une et indi-
visible. Signé : VOULLAND, *ex-président* ;
CH. POTTIER et RUELLES, *secrétaires*.

Pour copie conforme :

*Le commissaire des administrations civiles,
(police et tribunaux).*

**Décret de la Convention nationale, du 24^e jour de floréal,
an second de la République une et indivisible, relatif
au domicile où le divorce peut être poursuivi.**

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, sur la pétition du citoyen *Nicolas Primaut*, gendarme de la vingt-neuvième division, tendant à demander si la Convention a entendu exiger, par la loi du 24 floréal, une nouvelle résidence de six mois, de la part de ceux qui, ayant été séparés de fait plus de six mois de leurs femmes, viennent poursuivre leur divorce dans leur ancien domicile ;

Considérant que lorsqu'un citoyen ne se prévaut pas d'un domicile nouvellement acquis, il est évidemment autorisé à se pourvoir pardevant l'officier public du lieu de son dernier domicile, et qu'en cas de refus de la part de l'officier public de prononcer le divorce, conformément aux articles 1 et 2 de la loi du 2 floréal, le

pétitionnaire peut se pourvoir contre lui à la forme de l'article 5 de la même loi.

Passé à l'ordre du jour.

Visé par l'inspecteur : Signé : BOUILLEROT.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires de la Convention nationale. A Paris, le 2^e jour de prairial, l'an second de la République française une et indivisible. *Signé* : VOULLAND, *ex-président* ; FRANCASTEL et LESAGE SENAUT, *secrétaires*.

Pour copie conforme :

*Le commissaire des administrations civiles,
(police et tribunaux).*

DEUX JUGEMENTS EN MATIÈRE DE DIVORCE

Douarche, Les Tribunaux Civils de Paris pendant la Révolution, t. I, p. 352.

Audience du 2 janvier 1793 (1).

Tribunal du 2^e arrondissement.

AGIER, président ; D'AUGY, GUYOT et DUMESNIL, juges.

DE LAGUERRE (CHAUVEAU-LAGARDE, défenseur officieux) c. femme
DE LAGUERRE (MOYNET, défenseur officieux).

*Rejet d'une demande en divorce pour cause d'abandon
de la femme par le mari.*

Attendu que l'abandon indiqué par l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 20 septembre 1792 comme une cause déterminée de *divorce* est

(1) Ceci est un « Appel de jugement arbitral », voir *La Loi*, art. 18, 19 et 20.

le fait d'un seul des conjoints, non approuvé ni consenti par l'autre ;

Attendu que, dans l'espèce, il n'y a pas eu d'abandon de la part du mari, mais une séparation volontaire entre les époux, dans laquelle seulement le mari a persisté malgré le changement de volonté annoncé postérieurement de la part de la femme par sommation du 25 juin 1789 ;

Le Tribunal,

Dit qu'il a été mal jugé par la décision arbitrale de famille du 17 novembre 1792 ;

Cependant renvoie Nicolas Laguerre de la demande à fin de divorce pour cause d'abandon contre lui formée par Marie-Geneviève Charrière, sa femme ;

Condamne ladite Charrière aux dépens.

(Extrait des minutes.)

Douarche, t. II, p. 386.

Audience du 23 germinal an V (12 avril 1797).

Première section.

BOURON, président.

La citoyenne BOUILLÉ, femme de CONTADES, émigré,
c. le COMMISSAIRE DU DIRECTOIRE.

Divorce pour cause d'émigration.

Attendu que l'émigration de Contades est constatée par un acte authentique

Le Tribunal,

Dit qu'il y a lieu au divorce pour cause d'émigration aux termes de l'article 4 de la loi du 20 septembre 1792, et, pour le faire prononcer, renvoie la citoyenne Bouillé devant l'officier public compétent.

(Extrait des minutes, f. 138, p. 3.)

STATISTIQUE

1° Chiffres de Carion-Nisas (Cf. Glasson, *Le mariage civil et le divorce*) :

An IX (Paris) : 4.000 mariages 700 divorces.

An X (Paris) : 3.000 — 900 —

2° Chiffres de la mission Lacuée (*Arch. nat.*, A. F. IV, 4012) (an VII et VIII).

Paris.	1 divorce pour	5 mariages.
Lyon, Brest, Bordeaux . . .	1 —	10 —
Banlieue de Paris.	1 —	20 —
Seine-et-Oise.	72 —	2.337 —
Eure-et-Loir.	24 —	2.612 —
Seine-et-Marne.	3 —	1.438 —

Maximum ans II et III, diminution jusqu'en l'an VII, relèvement sensible pendant les 3 dernières années.

Dans l'Ouest : presque pas de divorces.

Dinan : 0.

3° Chiffres de d'Auteville (Cf. *La Décade*, n° du 18 juin 1796).

Paris : en 2 ans 1/2 (du 1^{er} janvier 1793 au 17 juin 1795 (prairial, an III) = 5.987 divorces.

(Détail) : sur 5.987 divorces =

Divorces demandés par les hommes.	2.119
— — — — — femmes.	3.868

Motifs	Divorces demandés par les hommes	Divorces demandés par les femmes
Incompatibilité d'humeur	253	619
Consentement mutuel	548	11
6 mois d'absence (loi du 4 floréal).	673	1.332

Détail des chiffres de Lacuée, an VIII =

	Mariages	Divorces
Paris	3 306	684
Tout le département.	3 703	704

6 premiers mois de l'an IX =

Paris	1.739	327
Tout le département.	1.999	340
Oise (an VII)	2.164	45
Eure-et-Loir (année commune s. 10).	2.612	24
Loiret.	1.410	70
Seine-et-Marne	1.438	2 ou 3
Aisne.	2.126	30
Seine-et-Oise	2.337	72

*Chiffres récents.*1^o Chiffres de M. Planiol (*Droit civil*, t. III, p. 159).

	Divorces
1884 (5 mois)	1.657
1885 (toute l'année).	4.123
1886	4.005
1887	5.797
1899	7.664
Hautes-Alpes et Lozère	1 pour 1.000
Côtes-du-Nord	2,5 —
Paris	7,9 —
Le Rhône	6,3 —

2^o Chiffres transmis par M. Yvernès, *chef du bureau de la statistique au ministère de la justice* ; nombre des demandes en divorce et conversion de séparation de corps en divorce accueillies en :

Lieux	1904	1905	1906	1907	1908
Paris.	3.322	3.098	3.083	3.338	3.445
Lyon.	398	398	451	514	445
Seine-et-Marne	112	106	131	125	101
Côtes-du-Nord	32	31	23	31	32

MARIAGES ET DIVORCES DANS LA H^{TE}-GARONNE.
DE 1792 A 1816

1^{re} Ville de Toulouse.

Mariages et divorces de 1792 à 1816.

Mariages et divorces du 20-25 septembre 1792 à l'an II
(octobre 1793).

Nombre de mariages	509
— de divorces.	44

Condition sociale des divorcés :

Nobles	3
Ouvriers, commerçants, soldats, marchands, etc.	41

Archives de la ville de Toulouse (Donjon). Série E ; Etat civil.

Registre des mariages.

(Paroisses de la Dalbade, Daurade, St-Augustin, St-Etienne, St-Exupère, St-Michel, St-Nicolas, St-Sernin, Le Taur, Croix-Daurade, Lalande, Montaudran, Pouvoirville, St-Martin-du-Touch, St-Michel-Terrery, St-Simon.)

Détail des divorces du 20-25 septembre 1792 au 31 décembre 1792

Dalbade	Néant.
Daurade.	1, (f ^o 71). Marchand de vin.
St-Etienne	2, (f ^{os} 19 et 20). Marchand, commerçant.
St-Augustin	1, (f ^o 19). Commerçant.
St-Exupère.	2, (f ^{os} 6 et 8). Nobles.
St-Michel	Néant.
Le Taur	Néant.
St-Nicolas	1, (f ^o 69). Ouvrier.
St-Pierre	Néant.
St-Sernin	Néant.
Paroisses suburbaines	Néant.

Total des divorces = 7.

Divorces du 1^{er} janvier 1793 au 31 octobre 1793 (an II).

Dalbade.	6, (f ^o 2, 7, 12, 15, 19, 23).	Domestique, écrivain public, relieur, négociant, peigneur de soie, négociant.
Daurade.	5, (f ^o s 5, 18, 19, 34, 36).	Négociant, homme de loi, tailleur d'habits, négociant, musicien.
St-Augustin	4, (f ^o s 1, 17, 28, 42).	Négociant, cordonnier, comédien, nobles.
St-Etienne	10, (f ^o s 1, 26, 30, 40, 45, 49, 60, 62, 67, 70).	Tailleur, porteur de chaise, cuisinier, coiffeur, charcutier, valet de chambre, tonnelier, commerçant, médecin, boulanger.
St-Exupère.	4, (f ^o s 9, 11, 19, 29).	Marchand, fils de capitoul, chirurgien, marchand.
St-Michel	1, (f ^o 13).	Pagelleur (sic).
St-Nicolas	2, (f ^o s 5 et 9)	Cordonnier, marchand.
St-Pierre	Néant.	
St-Sernin	Néant.	
Le Taur.	5, (f ^o s 9, 14, 16, 17, 28).	Danseur, tavernier, figurant au théâtre, soldat, brigadier.
		(Communes suburbaines) = Néant.
Total	37	

Mariages et divorce de l'an II.

Nombre de mariages 815

— de divorces 107

Condition sociale des divorcés :

Nobles 13

Hommes de loi, propriétaires, commerçants, officiers . 17

Ouvriers et autres professions diverses 77

Archives de la ville de Toulouse (Donjon), série E. Etat civil.

Registres des mariages.

Paroisses de la Dalbade, Daurade, St-Augustin, St-Etienne, St-Exupère, St-Michel, St-Nicolas, St-Sernin, le Taur, Croix-Daurade, Lalande, Montaudran, Pouvoirville, St-Martin du Touch, St-Michel-Terrery, St-Simon.

Dalbade. 11, (f^{os} 28, 29, 31, 37, 66, 70, 73, 74, 79, 82, 87).

Hommes de loi, ci-devant procureur, noble, chirurgien, ancien cocher, négociant, marchand, ferblantier, brassier (sic), charpentier, noble.

Daurade. 16, (f^{os} 40, 42, 47, 53, 67, 96, 99, 101, 103, 105, 108, 121, 127, 130).

Négociant, homme de loi, tailleur, négociant, noble, musicien, négociant, tailleur, marchand, cordonnier, tisserand, maçon, bureaucrate, écrivain, tailleur, pommier (sic).

St-Augustin 14, (f^{os} 54, 64, 68, 74, 77, 79, 81, 83, 86, 87, 88, 96, 101, 102).

Etranger sans profession, perruquier, homme de loi, négociant, danseur, négociant, marchand juif, horloger,

- conducteur, marchand, domes-
tique, noble, marchand, ou-
vrier.
- St-Etienne 22, (f^{os} 91, 95, 97, 101, 104, 110, 113,
134, 136, 143, 151, 157, 160,
163, 181, 182, 190, 193, 201,
210, 208, 211).
- Porteur de chaises, fabricant de
chandelles, marchand, officier
de santé, soldat, tonnelier, im-
primeur, boulanger, noble,
chapelier, tailleur, marchand,
négociant, tisseur, porteur,
boulanger, cordonnier, cor-
donnier, plâtrier, perruquier,
huissier, négociant.
- St-Exupère. 13, (f^{os} 35, 43, 45, 68, 70, 73, 75, 75,
76, 78, 80, 84, 85).
- Cocher, noble, noble, noble, per-
ruquier, propriétaire, garnis-
seur, sellier, tailleur, tapissier,
instituteur, homme de loi, né-
gociant.
- St-Michel 5, (f^{os} 24, 69, 73, 79, 84).
- Pagelleur, brassier (sic), noble,
marchand de vin, proprié-
taire, perruquier.
- St-Nicolas 9, (f^{os} 47, 66, 68, 69, 80, 81, 83, 86,
90).
- Marchand de chapelets, maçon,
maçon, cordonnier, portefaix,
confiseur, commis, noble, tra-
vailleur.
- St-Pierre 2, (f^{os} 13 et 18).
- Colporteur, menuisier.

St-Sernin	6, (f ^{os} 28, 53, 57, 61, 62, 68). Charretier, noble, boulanger, maçon, noble, ouvrier.
Le Taur	8, (f ^{os} 32, 39, 58, 64, 67, 72, 73, 51). Noble, blanchisseur de soie, voi- turier, sergent, coutelier, lieutenant, maçon, marchand.
St-Michel-Terrery . . .	1, (f ^o 6). Messager.
Total des divorces pour l'an II.	107

Mariages et divorces de l'an III.

Nombre de mariages	629
de divorces.	63
Condition sociale des divorcés :	
Nobles	14
Notaire, militaires, médecin, marchands	13
Ouvriers de toutes catégories.	36

Archives de la ville de Toulouse (Donjon). Série E. Etat civil.
Registres des mariages.

Paroisses de la Dalbade, Daurade, St-Augustin, St-Etienne,
St-Exupère, St-Michel, St-Nicolas, St-Sernin, le Taur, Croix-
Daurade, Lalande, Montaudran, etc., etc.

Dalbade.	6, (f ^{os} 7, 13, 31, 35, 41, 44). Noble, noble, boucher, impri- meur, négociant, militaire.
Daurade.	10, (f ^{os} 3, 4, 8, 9, 20, 29, 50, 51, 58, 60). Brassier(sic), marchand, courrier, employé, employé, menuisier, artiste, marchand, notaire, cul- tivateur.
St-Augustin	9, (f ^{os} 1, 3, 14, 14, 15, 18, 19, 21, 28),

		Cordonnier, négociant, culottier; noble, noble, marchand, impri- meur, confiseur, boucher.
St-Etienne .	9, (f ^{es} 6, 13, 21, 39, 56, 63, 66, 70, 93).	
		Brassier (sic), cocher, noble, jar- dinier tourneur, général de brigade, marbrier, marchand, noble.
St-Exupère.	10, (f ^{es} 2, 7, 8, 12, 18, 23, 19, 28, 33, 34).	
		Cocher, tailleur d'habits, noble, conducteur, tailleur, ébéniste, noble, orfèvre, noble, mar- chand.
St-Michel .	3, (f ^{es} 1, 3, 35).	
		Noble, officier de santé, marchand.
St-Nicolas .	Néant.	
St-Pierre .	1, (f ^o 5).	
		Cultivateur.
St-Sernin .	(4, f ^{es} 3, 13, 21, 24).	
		Colporteur, cordonnier, perru- quier, noble.
Le Taur. .	10, (f ^{es} 1, 2, 3, 12, 13, 20, 21, 23, 27, 33).	
		Chapelier, cordonnier, peintre, tapisier, noble, cordonnier, menuisier, marchand, chape- lier, noble.
St-Martin du Touch. .	1, (f ^o 6).	
		Noble.
Autres banlieues .	Néant.	
Total des divorces pour l'an III	63	

Mariages et divorces de l'an IV.

Nombre de mariages	504
— de divorces.	24
Condition sociale de divorcés :	
Nobles.	3
Hommes de loi, militaires, officiers de santé, architec- te, négociants.	8
Ouvriers de diverses professions.	13

Archives de la ville de Toulouse (Donjon). Série G. État civil.

Registres des mariages.

Paroisse de la Dalbade, Daurade, St-Augustin, St-Etienne,
St-Exupère, St-Michel, St-Nicolas, St-Pierre, St-Sernin, Le Taur.

Dalbade.	4, (f ^{os} 16, 21, 22, 28). Sellier, noble, noble, orfèvre.
Daurade.	6, (f ^{os} 4, 16, 23, 26, 29, 39). Fabricant, ferblantier, traiteur, horloger, négociant, cordon- nier.
St-Augustin	2, (f ^{os} 3, 29). Perruquier, architecte.
St-Etienne	2, (f ^{os} 45, 46). Domestique, homme de loi.
St-Exupère	1, (f ^o 7). Officier de santé.
St-Michel	2, (f ^{os} 7, 18). Cultivateur, aubergiste.
St-Nicolas	2, f ^{os} (11, 20). Cafetiste (sic), capitaine.
St-Pierre	2, f ^{os} (1, 13). Officier de santé, fabricant de chapeaux.
St-Sernin	Néant.
Le Taur.	3, (f ^{os} 15, 19, 26). Soldat. perruquier, noble.

Communes suburbaines.	Néant.
Total des divorces . .	24

Mariages et divorces de l'an V.

Nombre de mariages	467
— de divorces	21
Condition sociale des divorcés :	
Nobles	1
Notaire, fabricants, marchands	8
Ouvriers des diverses catégories.	12

Archives de la ville de Toulouse. Série E. Etat civil. Registres des mariages. *Sections* de 1 à 9.

1 ^{re} Section	3, (f ^{os} 10, 21). Négociants, noble.
2 ^e —	1, (f ^o 8). Sergent.
3 ^e —	4, (f ^{os} 33, 38, 61, 66). Militaire, commis, négociant, cuisinier.
4 ^e —	2, (f ^{os} 20, 27). Négociant, marchand.
5 ^e —	3, (f ^{os} 15, 36, 40). Menuisier, tapissier, colporteur.
6 ^e —	6, (f ^{os} 4, 15, 16, 27, 33, 35). Menuisier, gendarme, notaire, perruquier, garçon drapier, charron.
7 ^e —	1, (f ^o 4). Fabricant.
9 ^e —	1, (f ^o 10). Fabricant.
Total des divorces . .	21

Mariages et divorces de l'an VI.

Nombre de mariages.	429
— de divorces	13
Condition sociale des divorcés :	
Nobles	2
Notaire, négociant, agriculteur, etc.	5
Autres professions	6

Archives de la ville de Toulouse. Série E. Etat civil Registres des mariages. Sections de 1 à 7.

Divorces.

1 ^{re} section	1, (f ^o 15). Trafiquant.
2 ^e —	1, (f ^o 7). Négociant.
3 ^e —	5, (f ^{os} 1, 11, 42, 48, 53). Propriétaire, perruquier, notaire, manouvrier.
5 ^e —	1, (f ^o 20). Noble.
6 ^e —	4, (f ^{os} 7, 8, 19, 26), Noble, tailleur, agriculteur, pro- priétaire.
7 ^e —	1, (f ^o 5). Boulangier.
Total des divorces.	13.

Mariages et divorces de l'an VII.

Nombre de mariages.	279
— de divorces	20
Condition sociale des divorcés :	
Nobles	2
Négociant, marchand, cultivateur	3
Ouvriers.	15

Etat civil. *Mairie de Toulouse*. Registre des mariages.

Total des divorces pour l'an VII. 20

(F^{os} 3, 3, 6, 6, 18, 19, 22, 22, 26, 26, 54, 59, 59, 74, 74, 74, 82, 90, 94, 102).

Cultivateur, foulonnier, jardinier, sellier, pharmacien, serrurier, sellier, coutelier, noble, plâtrier, noble, garçon de magasin, cultivateur, charpentier, artiste, négociant, marchand, militaire, charcutier, cordonnier.

Mariages et divorces de l'an VIII.

Nombre de mariages 301

— de divorces 22

Condition sociale des divorcés :

Nobles 3

Homme de loi, négociant, commerçant, propriétaire . 6

Professions diverses 13

Mairie de Toulouse. Etat civil. Registre des mariages.

Total des divorces pour l'an VIII 22

(F^{os} 1, 1, 3, 4, 11, 13, 15, 23, 28, 31, 42, 54, 55, 59, 63, 63, 64, 64, 79, 80, 80, 101).

Homme de loi, noble, commerçant, cordonnier, peintre, cafetier, négociant, chevrotier (sic), militaire, tailleur, propriétaire, noble, noble, marchand, cuisinier, employé, pâtissier, boulanger, propriétaire, boucher.

Mariages et divorces de l'an IX.

Nombre de mariages. 318

— de divorces 20

Condition sociale des divorcés :

Nobles Néant

Avoué, marchands, négociants, etc. 8

Ouvriers de toutes professions 12

Mairie de Toulouse. Etat civil. Registre des mariages.

Total des divorces 20

(F^{os} 3, 4, 6, 11, 22, 44, 61, 71, 73, 77, 83, 84, 94, 99, 102, 104, 106, 107, 113, 118).

Charpentier, dentiste, marchand, batelier, commis, tisserand, marchand, maçon, traiteur, avoué, marchand, tailleur, plâtrier, marchand, négociant, cordonnier, instituteur, marchand, perruquier, tourneur.

Mariages et divorces de l'an X.

Nombre de mariages.	397
— de divorces	21
Condition sociale des divorcés :	
Nobles :	Néant
Militaire, homme de loi, propriétaires, marchands, négociants	13
Ouvriers de toutes professions	8
<i>Mairie de Toulouse.</i> Etat civil. Registre des mariages.	
Total des divorces.	21
(F ^{os} 3, 23, 25, 27, 33, 35, 54, 66, 70, 72, 74, 78, 79, 82, 85, 94, 100, 111, 127, 141, 143).	

Tailleur, plâtrier, propriétaire, chapelier, homme de loi, confiseur, marchand, emballer, marchand, propriétaire, laboureur, propriétaire, charpentier, propriétaire, perruquier, marchand, marchand, charpentier, propriétaire, général, négociant.

Mariages et divorces de l'an XI.

Nombre de mariages.	424
— de divorces	21
Condition sociale des divorcés :	
Nobles.	1
Négociants, propriétaires, marchands, orfèvres, capitaine.	11
Ouvriers de professions diverses	9
<i>Mairie de Toulouse.</i> Etat civil. Registre des mariages.	
Total des divorces	21

(F^{os} 12, 17, 26, 32, 37, 38, 42, 51, 52, 79, 82, 84, 93, 94, 96, 110, 113, 116, 130, 138, 146).

Chirurgien, artiste, noble, marchand, cordonnier, brassier (sic), propriétaire, perruquier, sculpteur, écrivain, boulanger, perruquier, négociant, orfèvre, négociant, capitaine de vaisseau, chirurgien, messenger, propriétaire, propriétaire, charron.

Mariages et divorces de l'an XII.

Nombre de mariages	386
— de divorces	3
Condition sociale des divorcés :	
Nobles	Néant
Bourgeois	Néant
Ouvriers	3

Mairie de Toulouse. Etat civil. Registre des mariages.

Total des divorces . . . 3, (f^{os} 36, 62, 128).

Menuisier, billardier (sic), boulanger.

Résumé des mariages et divorces de 1804 à 1816.

Nombre de mariages : 3.518, soit 294 par an en moyenne.

— de divorces : 28, soit de 2 à 3 par an.

Condition sociale des divorcés : Pas de nobles.

Marchands, bourgeois, ouvriers.

(*Mairie de Toulouse.* Etat civil. Registre des mariages.)

Les divorces sont demandés à la requête des femmes dans la proportion de 2/3 au moins.

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE EXCEPTÉ TOULOUSE

Nombre de mariages :

A. de 1792 à l'an III	1324	par an (moyenne).
B. de l'an IV à 1804	1397	— —
C. de 1804 à 1816.	1445	— —

Nombre de divorces :

A. de 1792 à l'an III	24	par an.
B. de l'an IV à 1816	16 à 18	par an.

(Tableaux récapitulatifs de l'état civil. *Archives départementales de la Haute-Garonne*, série 9 M, nos de 1 à 11.)

SÉPARATIONS DE CORPS.

a) Années 1786, 1787, 1788 : 67, soit 22 par an en moyenne.
(*Archives du Parlement de Toulouse*. Série B. Jugements de séparations de corps rendus par le Présidial, années 1786, 1787, 1788.)

b) De 1804 à 1816 : 110, soit 9 par an en moyenne.

(Chiffres extraits des *Archives de l'Enregistrement et des Domaines de la Haute-Garonne*, des actes judiciaires des registres des tribunaux de 1^{re} instance (de 1804 à 1816).)

Courbe des Divorces à Toulouse. (de l'an I à l'an XII)

Ans :

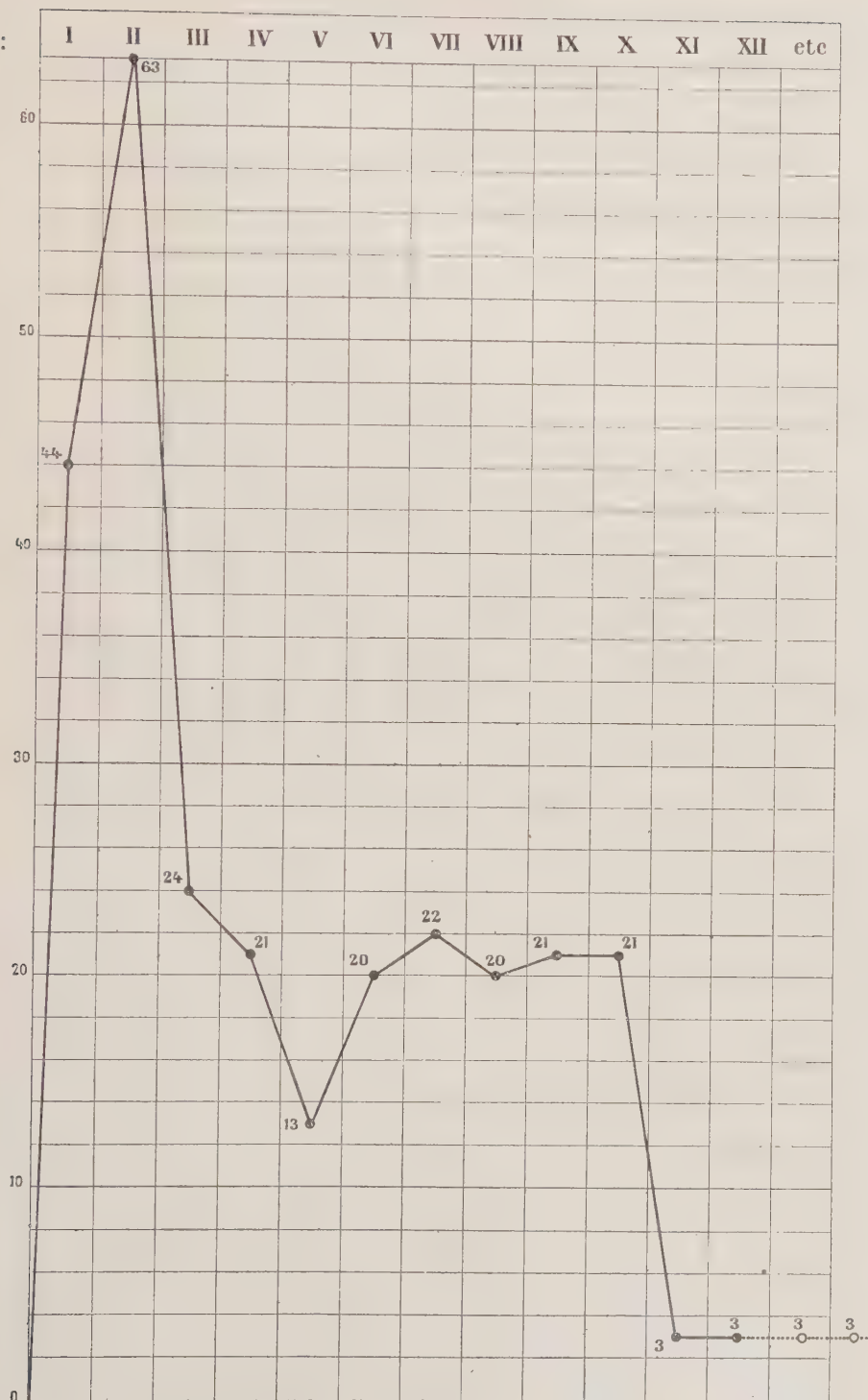


TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — L'Eglise catholique et le divorce.	
La Révolution n'est pas « essentiellement » antireligieuse. — Le gallicanisme dans les assemblées. — L'Eglise a-t-elle auto- risé le divorce ? — Une brochure de 1581. — Le texte de Saint Mathieu. — Une brochure de 1586. — « Le Cri d'un Honnête Homme. » — Opinion de Voltaire. — Les « antidivor- ciaires ». — Les deux chefs de la discussion. — Résumé des attitudes de l'Eglise	5
CHAPITRE II. — Etat d'esprit populaire et mondain concernant le divorce.	
Etat d'esprit particulier de Paris. — Le divorce n'est pas une revendication nationale. — L'anarchie et le libertinage dans les hautes classes. — La presse. — Les séparations de corps au Palais. — Les brochures libertines et diffamatoires. — La brochure du comte d'Antraigues. — La chanson des dames de la Halle	20
CHAPITRE III. — Etat d'esprit des légistes révolu- tionnaires.	
La méthode des législateurs révolutionnaires est difficile à dé- terminer. — Leur prudence traditionnelle. — Comment pu- rent-ils concevoir la loi du divorce ? — Le mariage est une aliénation de la liberté individuelle. — La lutte contre l'indis- solubilité est un épisode de la lutte contre le despotisme. — Importance du droit public sous la Révolution. — Illusions sincères du législateur	36

CHAPITRE IV. — **Les travaux des Assemblées.**

- Pétition des Alsaciens. — Constitution de 1791. — Rapport de Durand de Maillanne. — Nombre croissant de pétitions. — Séance du 30 août 1792. — Rapport de Léonard Robin. — Séance du jeudi 13 septembre. — Le jury de Sedillez. — Léonard Robin et Ducastel défendent le projet du comité. — Vote de la loi. — Physionomie des séances 43

CHAPITRE V. — **La loi du 20 septembre 1792.**

- Caractère « constitutionnel » de la loi. — Cause et modes de divorce. — Les enfants. — Procédure. — Insuccès des tribunaux de famille. — Divorces d'émigrés. — Causes de divorce qui ne sont pas admises aujourd'hui. — Décrets facilitant le divorce. — La loi n'est appliquée intégralement que très peu de temps. — Décret de thermidor 59

CHAPITRE VI. — **Application de la loi. — Statistique.**

- Accueil fait à la loi à Paris. — Imperfection des statistiques. — Les divorces à Paris et en province. — Statistique des divorces à Toulouse. — Le divorce est populaire surtout dans les villes 68

CHAPITRE VII. — **Un divorce en 1793.**

- Historique résumé du procès Suzan. — Chronologie détaillée de la procédure. — Copies et extraits des pièces principales. . . 77

CHAPITRE VIII. — **La réaction. — La loi de 1804.**

- Influence de la réaction de thermidor. — Echec des fêtes décadaires. — Campagnes de brochures et de pétitions. — Revirement du public parisien. — Les décrets de nivôse et de floréal sont suspendus. — Période hésitante du Directoire. — Les travaux du Conseil d'Etat. — Esprit de la loi de 1804. — Influence du premier Consul. — La discussion du texte. — Fin du droit idéaliste de la Révolution 98

CONCLUSION 111

ANNEXES — Enumération des extraits et copies :

- 1) Loi du 20 septembre 1792. 115

2) Loi qui détermine le mode de constater l'état civil . . .	124
3) Modèle d'un acte de divorce	137
4) Un acte de divorce	138
5) Décret du 22 ^e jour du 1 ^{er} mois de l'an II	139
6) Décret du 8 nivôse au II	140
7) Décret des 4 et 5 floréal an II	142
8) Décret du 24 floréal an II	145
9) Deux jugements de divorce	146
10) Statistiques de Carion Nisas, Lacuée, d'Auteville et chiffres récents	148
11) Mariages, divorces et séparations de corps dans la Haute-Garonne de 1792 à 1816	150
12) Courbe des divorces à Toulouse	163

Vu :

Le Président de la Thèse,
F. LARNAUDE.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)